SENATE SÉNAT

CANADA

First Session
Forty-second Parliament, 2015-16-17-18

Première session de la
quarante-deuxième législature, 2015-2016-2017-2018

Proceedings of the Standing Committee on

INTERNAL ECONOMY, BUDGETS AND ADMINISTRATION

Chair:
The Honourable LARRY W. CAMPBELL

Délibérations du Comité permanent de la

RÉGIE INTERNE, DES BUDGETS ET DE L'ADMINISTRATION

Président :
L'honorable LARRY W. CAMPBELL

Wednesday, November 22, 2017(public and in camera)
Thursday, November 23, 2017 (public and in camera)
Thursday, November 30, 2017 (public and in camera)

Le mercredi 22 novembre 2017 (publique et à huis clos)
Le jeudi 23 novembre 2017 (publique et à huis clos)
Le jeudi 30 novembre 2017 (publique et à huis clos)

Issue No. 16

Fascicule nº 16

Pursuant to rule 12-7(1), consideration of financial and administrative matters

Conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, étude des questions financières et administratives

INCLUDING:
THE TWENTY-FIRST REPORT OF THE COMMITTEE
(Audit and Oversight)

Y COMPRIS :
LE VINGT ET UNIÈME RAPPORT DU COMITÉ
(Audit et surveillance)

WITNESSES:
(*See back cover*)

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

53637-53645-53679

STANDING COMMITTEE ON
INTERNAL ECONOMY, BUDGETS AND
ADMINISTRATION

The Honourable Larry W. Campbell, *Chair*

The Honourable Denise Batters, *Deputy Chair*

The Honourable Jim Munson, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Carignan, P.C.
Cormier
Dawson
* Day
(or Mercer)
Forest
* Harder, P.C.
(or Bellemare)
(or Mitchell)
Jaffer
Marshall
McCoy
Mercer
Moncion
Plett
Saint-Germain
* Smith
(or Martin)
Tannas
Tkachuk
Verner, P.C.
* Woo

*Ex officio members

(Quorum 4)

Changes in membership of the committee:

Pursuant to rule 12-5 and to the order of the Senate of November 7, 2017, membership of the committee was amended as follows:

The Honourable Senator Cormier replaced the Honourable Senator Saint-Germain (*November 29, 2017*).

The Honourable Senator Carignan, P.C., was added to the membership (*November 23, 2017*).

The Honourable Senator Wells was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 23, 2017*).

The Honourable Senator Marshall replaced the Honourable Senator Carignan, P.C. (*November 23, 2017*).

The Honourable Senator Forest replaced the Honourable Senator Mégie (*November 23, 2017*).

The Honourable Senator Carignan, P.C., replaced the Honourable Senator White (*November 22, 2017*).

The Honourable Senator Moncion was added to the membership (*November 22, 2017*).

The Honourable Senator Marwah was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 22, 2017*).

The Honourable Senator White replaced the Honourable Senator Marshall (*November 22, 2017*).

COMITÉ PERMANENT DE LA
RÉGIE INTERNE, DES BUDGETS ET DE
L'ADMINISTRATION

Président : L'honorable Larry W. Campbell

Vice-présidente : L'honorable Denise Batters

Vice-président : L'honorable Jim Munson

et

Les honorables sénateurs :

Carignan, C.P.
Cormier
Dawson
* Day
(ou Mercer)
Forest
* Harder, C.P.
(ou Bellemare)
(ou Mitchell)
Jaffer
Marshall
McCoy
Mercer
Mitchell
Moncion
Plett
Saint-Germain
* Smith
(ou Martin)
Tannas
Tkachuk
Verner, C.P.
* Woo

*Membres d'office

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité :

Conformément à l'article 12-5 du Règlement et à l'ordre adopté par le Sénat le 7 novembre 2017, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

L'honorable sénateur Cormier a remplacé l'honorable sénatrice Saint-Germain (*le 29 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Carignan, C.P., a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 23 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Wells a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 23 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Marshall a remplacé l'honorable sénateur Carignan, C.P. (*le 23 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Forest a remplacé l'honorable sénatrice Mégie (*le 23 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Carignan, C.P., a remplacé l'honorable sénateur White (*le 22 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Moncion a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 22 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Marwah a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 22 novembre 2017*).

L'honorable sénateur White a remplacé l'honorable sénatrice Marshall (*le 22 novembre 2017*).

Published by the Senate of Canada
Available on the Internet: http://www.parl.gc.ca

Publié par le Sénat du Canada
Disponible sur internet : http://www.parl.gc.ca

The Honourable Senator Mégie replaced the Honourable Senator Forest (*November 22, 2017*).

The Honourable Senator Wells was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Tkachuk was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Tannas was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Plett was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Marshall was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Batters was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Verner, P.C., was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Forest was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Dawson was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Saint-Germain was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Campbell was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator McCoy was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Munson was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Marwah was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Jaffer was added to the membership (*November 20, 2017*).

The Honourable Senator Housakos was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

The Honourable Senator Downe was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

The Honourable Senator Wells was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

The Honourable Senator Batters was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

The Honourable Senator Cordy was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

The Honourable Senator Dupuis was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice Mégie a remplacé l'honorable sénateur Forest (*le 22 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Wells a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Tkachuk a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Tannas a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Plett a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Marshall a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Batters a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Verner, C.P., a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Forest a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Dawson a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Saint-Germain a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Campbell a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice McCoy a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Munson a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Marwah a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Jaffer a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 20 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Housakos a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Downe a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

L'honorable sénateur Wells a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Batters a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Cordy a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

L'honorable sénatrice Dupuis a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Mitchell was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Mitchell a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Saint-Germain was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice Saint-Germain a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator McCoy was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice McCoy a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Tannas was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Tannas a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Marwah was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Marwah a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Jaffer was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice Jaffer a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Munson was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Munson a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Campbell was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Campbell a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Lankin, P.C., was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice Lankin, C.P., a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Marshall was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénatrice Marshall a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Tkachuk was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Tkachuk a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Plett was removed from the membership of the committee, substitution pending (*November 19, 2017*).

L'honorable sénateur Plett a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 19 novembre 2017*).

The Honourable Senator Plett replaced the Honourable Senator Carignan, P.C. (*October 30, 2017*).

L'honorable sénateur Plett a remplacé l'honorable sénateur Carignan, C.P. (*le 30 octobre 2017*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Wednesday, November 22, 2017
(45)

[*English*]

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 12:17 p.m., in room 257, East Block, for the purpose of holding its reorganization meeting, pursuant to the order of the Senate of November 7, 2017.

Members of the committee present: The Honourable Senators Batters, Campbell, Dawson, Marwah, McCoy, Mégie, Mitchell, Munson, Saint-Germain, Tannas, Tkachuk, Verner, P.C., Wells and White (14).

Also in attendance: Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration; Nicole Proulx, Interim Clerk of the Senate; Jacqueline Kuehl, Law Clerk and Parliamentary Counsel; and other senior Senate officials.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of the Senate of November 7, 2017, the clerk of the committee presided over the election of the chair.

CIBA/2017-11-22/351(P)|214| — Election of Chair

The Honourable Senator Saint-Germain moved:

> That the Honourable Senator Campbell do take the chair of this committee.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-22/352(P)|215| — Election of Deputy Chair

The Honourable Senator Dawson moved:

> That the Honourable Senator Munson be deputy chair of this committee.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-22/353(P)|215| — Election of Deputy Chair

The Honourable Senator Tkachuk moved:

> That the Honourable Senator Batters be deputy chair of this committee.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-22/354(P)|216| — Subcommittee on Agenda and Procedure

The Honourable Senator Tkachuk moved:

> That the Subcommittee on Agenda and Procedure be composed of the chair and the two deputy chairs;

PROCÈS-VERBAUX

OTTAWA, le mercredi 22 novembre 2017
(45)

[*Français*]

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 12 h 17, dans la pièce 257 de l'édifice de l'Est, pour tenir sa réunion de réorganisation, conformément à l'ordre du Sénat du 7 novembre 2017.

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Dawson, Marwah, McCoy, Mégie, Mitchell, Munson, Saint-Germain, Tannas, Tkachuk, Verner, C.P., Wells et White (14).

Également présents : Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration; Nicole Proulx, greffière du Sénat intérimaire; Jacqueline Kuehl, légiste et conseillère parlementaire et d'autres hauts fonctionnaires du Sénat.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre du Sénat du 7 novembre 2017, la greffière du comité préside à l'élection à la présidence.

CIBA/2017-11-22/351(P)|214| — Élection du président

L'honorable sénatrice Saint-Germain propose :

> Que l'honorable sénateur Campbell soit élu président du comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-22/352(P)|215| — Élection du vice-président

L'honorable sénateur Dawson propose :

> Que l'honorable sénateur Munson soit élu vice-président du comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-22/353(P)|215| — Élection de la vice-présidente

L'honorable sénateur Tkachuk propose :

> Que l'honorable sénatrice Batters soit élue vice-présidente du comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-22/354(P)|216| — Sous-comité du programme et de la procédure

L'honorable sénateur Tkachuk propose :

> Que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé du président et des deux vice-présidents;

That the subcommittee be empowered to make decisions on behalf of the committee with respect to its agenda, to invite witnesses, and to schedule hearings; and

That if the full committee is unable to meet, the Subcommittee on Agenda and Procedure be authorized to deal with and resolve immediate administrative problems, and that it report its decisions at the first meeting thereafter.

The question being put on the motion, it was adopted.

At 12:20 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

OTTAWA, Thursday, November 23, 2017
(46)

[*English*]

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 8:31 a.m., in room 160-S, Centre Block, the chair, the Honourable Larry W. Campbell, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Batters, Campbell, Carignan, P.C., McCoy, Mitchell, Moncion, Munson, Plett, Saint-Germain, Tannas, Tkachuk, Verner, P.C. and Wells (13).

Other senator present: The Honourable Senator Marwah (1).

Also in attendance: Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration; Nicole Proulx, Interim Clerk of the Senate; Jacqueline Kuehl, Law Clerk and Parliamentary Counsel; and other senior Senate officials.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to rule 12-7(1) of the *Rules of the Senate*, the committee continued its consideration of financial and administrative matters concerning the Senate's internal administration.

WITNESSES:

International and Interparliamentary Affairs:

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General;

Danielle Labonté, Deputy Principal Clerk.

The chair made a statement.

CIBA/2017-11-23/355(P)|214| — Adoption of Minutes of Proceedings

The committee considered the Minutes of Proceedings of Thursday, October 26, 2017, in public portion.

Que le sous-comité soit autorisé à prendre des décisions au nom du comité relativement au programme, à inviter des témoins et à établir l'horaire des audiences;

Que, si le comité principal ne peut se réunir, le Sous-comité du programme et de la procédure soit autorisé à étudier et à résoudre les problèmes administratifs immédiats et qu'il fasse rapport de ses décisions à la réunion suivante.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 12 h 20, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

OTTAWA, le jeudi 23 novembre 2017
(46)

[*Français*]

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 8 h 31, dans la pièce 160-S de l'édifice du Centre sous la présidence de l'honorable Larry W. Campbell (*président*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Carignan, C.P., McCoy, Mitchell, Moncion, Munson, Plett, Saint-Germain, Tannas, Tkachuk, Verner, C.P. et Wells (13).

Autre sénateur présent : L'honorable sénateur Marwah (1).

Également présents : Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration; Nicole Proulx, greffière du Sénat intérimaire; Jacqueline Kuehl, légiste et conseillère parlementaire et d'autres hauts fonctionnaires du Sénat.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'article 12-7(1) du *Règlement du Sénat*, le comité poursuit l'examen de questions financières et administratives se rapportant à la régie interne du Sénat.

TÉMOINS :

Affaires Internationales et Interparlementaires :

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale;

Danielle Labonté, greffière principale adjointe.

Le président fait une déclaration.

CIBA/2017-11-23/355(P)|214| — Adoption des procès-verbaux

Le comité examine les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du jeudi 26 octobre 2017.

The Honourable Senator Wells moved:

That the Minutes of Proceedings of Thursday, October 26, 2017, public portion, be adopted.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-23/356(P)|317| — 2016-17 Report on International and Interparliamentary Affairs Activities and Expenditures

The committee considered the *2016-17 Report on International and Interparliamentary Affairs Activities and Expenditures*. Colette Labrecque-Riel made a statement and answered questions.

The Honourable Senator Saint-Germain moved:

That further consideration of the report be deferred to the next meeting of the committee.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-23/357(P)|190| — Fifth Report of the Subcommittee on the Senate Estimates

The committee resumed debate on the fifth report of the Subcommittee on the Senate Estimates presented to the committee on October 26, 2017. The Honourable Senator Wells made a statement and answered questions.

The Honourable Senator Wells moved:

That the fifth report of the Senate Estimates Subcommittee be adopted; and

That the chair be authorized to report its contents to the Senate for the purpose of adopting recommendations 1, 2 and 4 which are outside the current mandate of CIBA.

After debate, the question being put on the motion, it was adopted, on division.

It was noted that the Senator Mitchell did not vote on the motion.

CIBA/2017-11-23/358(P)|190| — Membership of the Subcommittee on the Senate Estimates

The Honourable Senator Munson moved:

That the following senators be named as members of the Subcommittee on the Senate Estimates:

The Honourable Senator Jaffer;
The Honourable Senator Moncion;
The Honourable Senator Saint-Germain;
The Honourable Senator Tannas;
The Honourable Senator Tkachuk.

The question being put on the motion, it was adopted.

L'honorable sénateur Wells propose :

Que les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du jeudi 26 octobre 2017 soit adopté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-23/356(P)|317| — Rapport des activités et dépenses des associations parlementaires pour 2016-2017

Le comité étudie le *Rapport des activités et dépenses des associations parlementaires pour 2016-2017*. Colette Labrecque-Riel fait une déclaration et répond aux questions.

L'honorable sénatrice Saint-Germain propose :

Que l'examen du rapport soit reporté à la prochaine réunion du comité.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-23/357(P)|190| — Cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat

Le comité reprend le débat sur le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat présenté au comité le 26 octobre 2017. L'honorable sénateur Wells fait une déclaration et répond aux questions.

L'honorable sénateur Wells propose :

Que le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat soit adopté;

Que le président soit autorisé à faire rapport du contenu au Sénat pour l'adoption des recommandations 1, 2 et 4 qui ne sont pas dans le mandat actuel de CIBA.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Il est noté que l'honorable sénateur Mitchell n'a pas voté sur la motion.

CIBA/2017-11-23/358(P)|190| — Membre du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat

L'honorable sénateur Munson propose :

Que les sénateurs suivants soient nommés en tant que membres du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat :

L'honorable sénatrice Jaffer;
L'honorable sénatrice Moncion;
L'honorable sénatrice Saint-Germain;
L'honorable sénateur Tannas;
L'honorable sénateur Tkachuk.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-23/359(P)|189| — Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure

The Chair of the Subcommittee on Agenda and Procedure, the Honourable Senator Larry W. Campbell, tabled the fifth report of the subcommittee as follows:

Thursday, November 23, 2017

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has the honour to table its

FIFTH REPORT

Your subcommittee met on October 24, 2017 and October 31, and wishes to report on the following decisions taken.

Membership Change on the Subcommittee on the Senate Estimates

It was agreed that the Honourable Senator Cordy replace the Honourable Senator Jaffer as a member of the Subcommittee on the Senate Estimates.

Extension of Reporting Deadline — Subcommittee on Diversity

That, notwithstanding the motions of the committee adopted on Thursday, April 13, 2017 and Thursday, June 6, 2017, the date for the final report of the Subcommittee on Diversity in relation to its review of the findings contained in the Fifth Report of the Senate Administration's Advisory Committee on Diversity and Accessibility be extended from October 31, 2017 to December 14, 2017.

Respectfully submitted,

CIBA/2017-11-23/359(P)|189| — Cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure

Le président du Sous-comité du programme et de la procédure, l'honorable sénateur Campbell, dépose le cinquième rapport du sous-comité :

Le jeudi 23 novembre 2017

Le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a l'honneur de déposer son

CINQUIÈME RAPPORT

Votre sous-comité s'est réuni le 24 octobre 2017 et le 31 octobre 2017, et souhaite ici rendre compte des décisions qui ont été prises.

Changement de membre sur le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat

Il est convenu que l'honorable sénatrice Cordy remplace l'honorable sénatrice Jaffer comme membre du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat.

Prolongation de la date limite du rapport — Sous-comité sur la diversité

Que, nonobstant les motions du comité adoptées le jeudi 13 avril 2017 et le jeudi 6 juin 2017, la date du rapport final du Sous-comité sur la diversité concernant son étude sur les conclusions formulées dans le cinquième rapport du Comité consultatif sur la diversité et l'accessibilité de l'Administration du Sénat soit reportée du 31 octobre 2017 au 14 décembre 2017.

Respectueusement soumis,

Le président,

LARRY W. CAMPBELL

Chair

CIBA/2017-11-23/360(P)|189| — Sixth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure

The Chair of the Subcommittee on Agenda and Procedure, the Honourable Senator Larry W. Campbell, tabled the sixth report of the subcommittee as follows:

Thursday, November 23, 2017

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has the honour to table its

SIXTH REPORT

With the adoption of the Senators' Office Management Policy on April 13, 2017, your subcommittee was authorized by the committee to clarify and determine any ambiguous, uncertain, or challenged interpretation of any part of the policy, as necessary, and to report its decisions.

CIBA/2017-11-23/360(P)|189| — Sixième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure

Le président du Sous-comité du programme et de la procédure, l'honorable sénateur Campbell, dépose le sixième rapport du sous-comité :

Le jeudi 23 novembre 2017

Le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a l'honneur de déposer son

SIXIÈME RAPPORT

Avec l'adoption de la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs le 13 avril 2017, votre sous-comité a été autorisé, au besoin, à clarifier et trancher toute interprétation ambiguë, incertaine ou contestée de toute partie de la politique, si nécessaire, et faire rapport ses décisions.

The subcommittee has clarified certain sections of the new policy. A table of the changes to the Senators' Office Management Policy is appended to this report.

Respectfully submitted,

Le sous-comité a clarifié certains articles de la nouvelle politique. Un tableau des changements de la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs est annexé à ce rapport.

Respectueusement soumis,

Le président,

LARRY W. CAMPBELL

Chair

At 9:39 a.m., the committee proceeded in camera, pursuant to rule 12-16(1).

Pursuant to rule 12-7(1) of the *Rules of the Senate,* the committee continued its consideration of financial and administrative matters concerning the Senate's internal administration.

At 10:02 a.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

À 9 h 39, le comité poursuit ses travaux à huis clos, conformément à l'article 12-16(1) du Règlement.

Conformément à l'article 12-7(1) du *Règlement du Sénat*, le comité poursuit l'examen de questions financières et administratives se rapportant à la régie interne du Sénat.

À 10 h 2, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

OTTAWA, Thursday, November 30, 2017
(47)

[*English*]

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 8:30 a.m., in room 160-S, Centre Block, the chair, the Honourable Larry W. Campbell, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Batters, Campbell, Carignan, P.C., Cormier, Dawson, Forest, Marshall, Mitchell, Moncion, Munson, Plett, Tannas, Tkachuk, Verner, P.C. and Woo (15).

Other senators present: The Honourable Senators Dupuis and Saint-Germain (2).

Also in attendance: Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration; Nicole Proulx, Interim Clerk of the Senate; Jacqueline Kuehl, Law Clerk and Parliamentary Counsel; and other senior Senate officials.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to rule 12-7(1) of the *Rules of the Senate*, the committee continued its consideration of financial and administrative matters concerning the Senate's internal administration.

WITNESSES:

Independent Senators Group:

The Honourable Senator Yuen Pau Woo, Facilitator;

The Honourable Senator Raymonde Saint-Germain, Deputy Facilitator.

OTTAWA, le jeudi 30 novembre 2017
(47)

[*Français*]

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 8 h 30, dans la pièce 160-S de l'édifice du Centre sous la présidence de l'honorable Larry W. Campbell (*président*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Carignan, C.P., Cormier, Dawson, Forest, Marshall, Mitchell, Moncion, Munson, Plett, Tannas, Tkachuk, Verner, C.P. et Woo (15).

Autres sénatrices présentes : Les honorables sénatrices Dupuis et Saint-Germain (2).

Également présents : Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration; Nicole Proulx, greffière du Sénat intérimaire; Jacqueline Kuehl, légiste et conseillère parlementaire et d'autres hauts fonctionnaires du Sénat.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'article 12-7(1) du *Règlement du Sénat*, le comité poursuit l'examen de questions financières et administratives se rapportant à la régie interne du Sénat.

TÉMOINS :

Groupe des sénateurs indépendants :

L'honorable sénateur Yuen Pau Woo, facilitateur.

L'honorable sénatrice Raymonde Saint-Germain, facilitatrice adjointe.

International and Interparliamentary Affairs:

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General;

Danielle Labonté, Deputy Principal Clerk.

CIBA/2017-11-30/361(P)|214| — Adoption of Minutes of Proceedings

The committee considered the Minutes of Proceedings of Thursday, November 23, 2017, in public portion. The Honourable Senator Plett moved:

> That the Minutes of Proceedings of Thursday, November 23, 2017, public portion, be adopted.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-30/362(P)|371| — Independent Senators Group — Funding 2017-18

The Honourable Senator Woo made a statement and answered questions with the Honourable Senator Saint-Germain regarding additional funding for the Independent Senators Group for the financial year 2017-18.

It was agreed that further consideration be deferred to the next meeting of the committee.

CIBA/2017-11-30/363(P)|233| — 2016-17 Report on International and Interparliamentary Affairs Activities and Expenditures

The committee resumed its consideration of the *Report of the Joint Interparliamentary Council: Parliamentary Associations' Activities and Expenditures from April 1, 2016 to March 31, 2017*. Colette Labrecque-Riel made a statement and answered questions.

CIBA/2017-11-30/364(P)|214| — Adoption of Minutes of Proceedings

The committee considered the Minutes of Proceedings of Wednesday, November 22, 2017, in public portion. The Honourable Senator Munson moved:

> That the Minutes of Proceedings of Wednesday, November 22, 2017, public portion, be adopted.

The question being put on the motion, it was adopted.

CIBA/2017-11-30/365(P)|190| — Membership Change

The Honourable Senator Munson moved:

> That the Honourable Senator Dawson replace the Honourable Senator Jaffer as a member of the Subcommittee on the Senate Estimates;
>
> That the Honourable Senator McCoy replace the Honourable Senator Saint-Germain as a member of the Subcommittee on the Senate Estimates.

The question being put on the motion, it was adopted.

At 9:52 a.m., the committee proceeded in camera, pursuant to rule 12-16(1).

Affaires internationales et interparlementaires :

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale;

Danielle Labonté, greffière principale adjointe.

CIBA/2017-11-30/361(P)|214| — Adoption des procès-verbaux

Le comité examine les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du jeudi 23 novembre 2017. L'honorable sénateur Plett propose :

> Que les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du jeudi 23 novembre 2017 soit adopté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-30/362(P)|371| — Financement 2017-2018 du Groupe des sénateurs indépendants

L'honorable sénateur Woo fait une déclaration et, avec l'honorable sénatrice Saint-Germain, répond aux questions sur du financement supplémentaires pour le Groupe des sénateurs indépendants pour l'année financière 2017-2018.

Il est convenu que l'examen soit reporté à la prochaine réunion du comité.

CIBA/2017-11-30/363(P)|233| — Rapport des activités et dépenses des associations parlementaires pour 2016-2017

Le comité continue son examen *du Rapport du Conseil interparlementaire mixte : Activités et dépenses des associations parlementaires du 1er avril 2016 au 31 mars 2017*. Colette Labrecque-Riel fait une déclaration et répond aux questions.

CIBA/2017-11-30/364(P)|214| — Adoption des procès-verbaux

Le comité examine les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du mercredi 22 novembre 2017. L'honorable sénateur Munson propose :

> Que les procès-verbaux de la partie publique de la réunion du mercredi 22 novembre 2017 soit adopté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CIBA/2017-11-30/365(P)|190| — Changement de membre

L'honorable sénateur Munson propose :

> Que l'honorable sénateur Dawson remplace l'honorable sénatrice Jaffer comme membre du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat;
>
> Que l'honorable sénatrice McCoy remplace l'honorable sénatrice Saint-Germain comme membre du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 9 h 52, le comité poursuit ses travaux à huis clos, conformément à l'article 12-16(1) du Règlement.

Pursuant to rule 12-7(1) of the *Rules of the Senate*, the committee continued its consideration of financial and administrative matters concerning the Senate's internal administration.

It was agreed that all international travel requests be reviewed by the committee and that this motion be published in the public minutes and communicated to senators.

At 10:17 a.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

Conformément à l'article 12-7(1) du *Règlement du Sénat*, le comité poursuit l'examen de questions financières et administratives se rapportant à la régie interne du Sénat.

Il est convenu que toutes demandes pour des déplacements internationaux soient examinées par le comité et que cette motion soit publiée dans le procès-verbal public et que les sénateurs en soient avisés.

À 10 h 17, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

La dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration,

Pascale Legault

Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration

Le secrétaire de séance,

Daniel Charbonneau

Recording Secretary

REPORT OF THE COMMITTEE

Tuesday, November 28, 2017

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has the honour to present its

TWENTY-FIRST REPORT

Your committee, which is authorized by the *Rules of the Senate* to consider financial and administrative matters, recommends the following:

That the Standing Committee on Rules, Procedures and the Rights of Parliament develop and propose amendments to the *Rules of the Senate* and any other necessary modifications to the Rules to establish the Standing Committee on Audit and Oversight, with five members, and develop its general mandate consistent with the audit and oversight principles and best practices contained in the fifth report of the Subcommittee on the Senate Estimates, including an authorization to consider issues on its own initiative;

That any proposed amendments to the *Rules of the Senate* include no cross-membership between members of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration and the Standing Committee on Audit and Oversight; and

That consultations be undertaken by the leadership of all caucuses and recognized groups in the Senate to propose amendments to the *Parliament of Canada Act* to provide intersessional authority to the Standing Committee on Audit and Oversight, once the

new committee is established and has begun its work. A delay in receiving this intersessional authority should not prevent the committee from beginning its work.

The fifth report from the Subcommittee on the Senate Estimates is appended to this report for your information.

Respectfully submitted,

Le président,

LARRY W. CAMPBELL

Chair

RAPPORT DU COMITÉ

Le mardi 28 novembre 2017

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a l'honneur de présenter son

VINGT ET UNIÈME RAPPORT

Votre comité, que le *Règlement du Sénat* autorise à examiner les questions financières et administratives, recommande ce qui suit :

Que le Comité permanent du règlement, de la procédure et des droits du Parlement rédige et propose des modifications au *Règlement du Sénat* et d'y apporter toute autre modification nécessaire pour établir le Comité permanent de l'audit et de la surveillance, qui comptera cinq membres, et d'élaborer son mandat global en conformité avec les principes et les pratiques exemplaires d'audit et de surveillance énoncés dans le cinquième rapport du Sous-comité des budgets du Sénat, et qu'il lui donne l'autorisation d'examiner de sa propre initiative certaines questions;

Que toute modification proposée au *Règlement du Sénat* ne prévoie aucune participation comme membre à la fois du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration et du Comité permanent de l'audit et de la surveillance;

Que des consultations soient menées par la direction de tous les caucus et groupes reconnus du Sénat en vue de proposer des modifications à la *Loi sur le Parlement du Canada* et de conférer un pouvoir intersessionnel au Comité permanent de l'audit et de la surveillance, une fois que ce

nouveau comité aura été établi et qu'il aura commencé ses travaux. Tout retard dans l'obtention de ce pouvoir intersessionnel ne devrait pas empêcher le comité d'entreprendre ses fonctions.

Le cinquième rapport du Sous-comité des budgets du Sénat est annexé au présent rapport pour vos informations.

Respectueusement soumis,

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, November 22, 2017

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 12:17 p.m., pursuant to rule 12-13 of the *Rules of the Senate*, to organize the activities of the committee.

[*English*]

Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration: Honourable senators, I see a quorum.

Pursuant to the order of the Senate of November 7, 2017, there is a vacancy in the chair. As clerk of your committee, it is my duty to preside over the election of the chair.

I am ready to receive a motion to that effect. Are there any nominations?

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: I nominate the Honourable Senator Larry Campbell as chair of the committee.

[*English*]

Ms. Legault: It is moved by the Honourable Senator Saint-Germain that the Honourable Senator Campbell do take the chair of this committee.

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

Ms. Legault: I declare the motion carried.

I invite the Honourable Senator Campbell to take the chair.

Senator Larry W. Campbell (*Chair*) in the chair.

The Chair: Let's start on a note of levity here. Thank you, honourable senators.

Moving forward, I would need a motion for the election of two deputy chairs.

Senator Dawson: I propose Senator Munson as deputy chair, if he accepts.

Senator Tkachuk: I propose Senator Denise Batters.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 22 novembre 2017

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 12 h 17, conformément à l'article 12-13 du *Règlement du Sénat*, afin d'organiser les activités du comité.

[*Traduction*]

Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration : Honorables sénateurs, je constate que nous avons le quorum.

Conformément à l'ordre adopté par le Sénat le 7 novembre 2017, le fauteuil du président est vacant. En tant que greffière du comité, il est de mon devoir de présider à l'élection à la présidence.

Je suis prête à recevoir une motion à cet effet. Y a-t-il des nominations?

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Je propose l'honorable sénateur Larry Campbell comme président du comité.

[*Traduction*]

Mme Legault : L'honorable sénatrice Saint-Germain propose que l'honorable sénateur Campbell soit élu président du comité.

Plaît-il aux honorables sénateurs d'adopter cette motion?

Des voix : Oui.

Mme Legault : Je déclare la motion adoptée.

J'invite l'honorable sénateur Campbell à prendre place au fauteuil.

Le sénateur Larry W. Campbell (président) occupe le fauteuil.

Le président : Permettez-moi de commencer sur une note plus légère. Honorables sénateurs, je vous dis merci.

Maintenant, il me faut une motion pour l'élection de deux vice-présidents.

Le sénateur Dawson : Je propose le sénateur Munson au poste de vice-président, pour peu qu'il accepte.

Le sénateur Tkachuk : Je propose la sénatrice Denise Batters.

The Chair: We have Senator Munson and Senator Batters. Is that agreed upon by the committee?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Thank you.

I need a motion that the Subcommittee on Agenda and Procedure be empowered to make decisions on behalf of the committee with respect to its agenda, to invite witnesses and to schedule hearings.

If the full committee is unable to meet, the Subcommittee on Agenda and Procedure will be authorized to resolve the immediate administrative problems and report its decision at the first meeting thereafter.

Senator Tkachuk: I so move.

The Chair: Further, that the Subcommittee on Agenda and Procedure be composed of the chair and the two deputy chairs, followed by what I said after that. Thank you.

Is there any other business?

(The committee adjourned.)

Le président : Nous avons donc le sénateur Munson et la sénatrice Batters. Le comité est-il d'accord avec ces deux nominations?

Des voix : Oui.

Le président : Merci.

Il me faut une motion pour faire en sorte que le Sous-comité du programme et de la procédure soit autorisé à prendre des décisions au nom du comité relativement au programme, à inviter des témoins et à établir l'horaire des audiences.

Si le comité principal ne peut se réunir, le Sous-comité du programme et de la procédure sera autorisé à étudier et à résoudre les problèmes administratifs et à faire rapport de ses décisions à la réunion suivante.

Le sénateur Tkachuk : J'en fais la proposition.

Le président : Avant de poursuivre, il convient d'établir que le Sous-comité du programme et de la procédure devra être composé du président et des deux vice-présidents. Les deux points précédents viennent à la suite de celui-ci. Merci.

Y a-t-il d'autres affaires à traiter?

(La séance est levée.)

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, November 23, 2017

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 8:31 a.m. pursuant to rule 12-7(1), for consideration of financial and administrative matters.

Senator Larry W. Campbell (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good morning and welcome to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets, and Administration. My name is Senator Larry Campbell, and I'm from British Columbia.

I would ask the senators, starting on the right with Senator Batters, to introduce themselves.

Senator Batters: Senator Denise Batters from Saskatchewan. I was pleased to have been named as one of the deputy chairs of this committee yesterday, with Senator Munson.

Senator Tkachuk: Senator Tkachuk from Saskatchewan.

[*Translation*]

Senator Carignan: Claude Carignan from Quebec.

[*English*]

Senator Wells: Senator David Wells from Newfoundland and Labrador.

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: Raymonde Saint-Germain from Quebec.

[*English*]

Senator Tannas: Scott Tannas from Alberta.

Senator Marwah: Sarabjit Marwah from Ontario.

Senator McCoy: Elaine McCoy from Alberta.

[*Translation*]

Senator Moncion: Lucie Moncion from Ontario.

Senator Verner: Josée Verner from Quebec.

[*English*]

Senator Mitchell: Grant Mitchell from Alberta.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 23 novembre 2017

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 8 h 31, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives.

Le sénateur Larry W. Campbell (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bonjour et bienvenue au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration. Je suis le sénateur Larry Campbell et je viens de la Colombie-Britannique.

Je demanderais aux sénateurs de se présenter, à commencer par la personne à ma droite, la sénatrice Batters.

La sénatrice Batters : Je suis la sénatrice Denise Batters, je viens de la Saskatchewan. J'ai eu le plaisir d'être désignée vice-présidente du comité hier, avec le sénateur Munson.

Le sénateur Tkachuk : Je suis le sénateur Tkachuk et je viens de la Saskatchewan.

[*Français*]

Le sénateur Carignan : Claude Carignan, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Wells : Je suis le sénateur David Wells et je viens de Terre-Neuve-et-Labrador.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Raymonde Saint-Germain, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Tannas : Scott Tannas, Alberta.

Le sénateur Marwah : Sarabjit Marwah, Ontario.

La sénatrice McCoy : Elaine McCoy, Alberta.

[*Français*]

La sénatrice Moncion : Lucie Moncion, de l'Ontario.

La sénatrice Verner : Josée Verner, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Mitchell : Grant Mitchell, je viens de l'Alberta.

Senator Plett: Senator Plett from Manitoba.

The Chair: Thank you. This is my first meeting as chair of this committee. I'd like to say a few words before we start.

First of all, I would like to acknowledge the work of Senator Leo Housakos. I've been on the committee for a number of years when Senator Housakos was chair. He had an incredible sense of commitment, decorum and common sense. I'm hoping that I will be able to emulate that. He has helped this committee and the Senate move forward. We had some times of strife, and we've been working our way through that. Through his leadership, the Senate is a better place.

I'd also like to acknowledge Nicole Proulx, who for many years was the CCSO here and is now the clerk, and her replacement, Pascale Legault, who is the new CCSO. None of this would happen without the staff that we have behind the scenes. All too often we forget that there are people behind us who make sure, for instance, that I have a script, that my binder is here and that everything is working.

Last but not least, I'd like to acknowledge the work of the senators. This is a very busy and large committee. Without the work of senators from all sides, this would not be able to go forward.

I'd like to move to Item No. 1 on our agenda, adoption of the minutes of the proceedings of October 26, 2017. Do I have a motion? Senator Wells.

All in favour?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Opposed?

Carried.

Next we have a report on International and Interparliamentary Affairs activities. We have witnesses Colette Labrecque-Riel and Danielle Labonté. Please go ahead.

[*Translation*]

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General, International and Interparliamentary Affairs: Thank you. Daniel and I are here to present the annual report on the parliamentary associations' activities and expenditures. At the end of each year, a fiscal year, it is

Le sénateur Plett : Je suis le sénateur Plett et je viens du Manitoba.

Le président : Merci. C'est ma première séance à la présidence de ce comité. J'aimerais vous dire quelques mots avant de commencer.

Premièrement, j'aimerais souligner le travail du sénateur Leo Housakos. J'ai siégé au comité pendant plusieurs années où le sénateur Housakos en était le président. Il a un incroyable sens de l'engagement, du décorum et un jugement remarquable. J'espère que j'arriverai à en faire autant. Il a bien aidé ce comité et le Sénat à évoluer. Nous avons connu nos périodes de conflits, et nous avons réussi à trouver des solutions. Grâce à son leadership, le Sénat s'est amélioré.

J'aimerais également souligner le travail de Nicole Proulx, qui a longtemps été notre DPSC et qui sera maintenant notre greffière, ainsi que la personne qui la remplace, Pascale Legault, la nouvelle DPSC. Tout ce travail ne serait pas possible sans le personnel qui nous appuie en coulisses. Trop souvent, nous oublions toutes les personnes qui sont là dans l'ombre pour s'assurer, par exemple, que j'aie mon script, mon cahier d'information et que tout fonctionne comme il se doit.

J'aimerais enfin souligner le travail formidable des sénateurs. Notre comité est un grand comité toujours très occupé. Sans le travail des sénateurs de toutes allégeances, il ne pourrait pas avancer comme il le fait.

Sur ce, prenons sans plus tarder le point 1 à notre ordre du jour, soit l'adoption du procès-verbal des délibérations du 26 octobre 2017. Est-ce que quelqu'un propose la motion? Sénateur Wells.

Êtes-vous tous d'accord?

Des voix : D'accord.

Le président : Qui est contre?

Adopté.

Prenons ensuite le rapport sur les activités des Affaires internationales et interparlementaires. Nous recevons les témoins Colette Labrecque-Riel et Danielle Labonté. La parole est à vous.

[*Français*]

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale, Affaires internationales et interparlementaires : Je vous remercie. Daniel et moi sommes ici pour vous présenter le rapport annuel des activités et des dépenses des associations parlementaires. À la fin de chaque année, lors d'un exercice

customary to present to the boards of the House of Commons and the Senate a report on the fiscal year and the activities and expenditures of the 13 parliamentary associations.

[*English*]

To begin with, I wanted to give you a very short presentation of the actual annual report in terms of expenditures and activities. I would certainly be happy to take questions if there are any.

As senators will know, senators operate in the Senate Chamber and on committees, but senators also do a lot of important work in terms of international and parliamentary diplomacy. That work is carried out through the 13 associations.

This annual report is presented as a very short and high-level overview of all the work that was conducted in the 2016-17 fiscal year. In terms of how that year compared to previous years for expenditures and activities, I can say that in the last five fiscal years, last year was the most active. In terms of activities, the 13 associations carried out 83 outgoing missions, if you like, 71 internationally and 12 here in Canada but outside Ottawa.

In terms of the number of participants in those activities, we also had a significantly high level as compared to the four previous fiscal years, with 349 participants. That would have been comprised of 87 senators, 186 members of Parliament and 76 staffers.

In terms of actual expenditures for that last fiscal year, the total budget for parliamentary associations amounted to a little over $3.5 million. Expenditures on activities themselves amounted to a little over $2.1 million, while contributions — and people would understand those as being membership fees that Canada has to pay to belong to international multilateral associations — amounted to $1.3 million. In terms of total expenditures compared to the budget, this represented a 98 per cent utilization rate of the budget, leaving a surplus funding of only $81,000.

In terms of the types of expenditures that associations encounter while conducting their work, the biggest item tends to be transportation, given that the geographic location of Canada means we often need to fly to our destinations to conduct the work of international associations. So transportation is the biggest item, followed by accommodations.

The report does provide an overview of each association's allocated budget and actual expenditures. The first section of the report provides a high-level explanation of the governance. These 13 associations are governed by what is referred to as the Joint Interparliamentary Council, or JIC, comprised of members

financier, il est coutume de présenter aux deux régies de la Chambre des communes et du Sénat un rapport sur l'exercice financier et sur les activités et dépenses des 13 associations parlementaires.

[*Traduction*]

Pour commencer, je voudrais vous présenter brièvement le dernier rapport annuel, notamment les dépenses et les activités qui y figurent. Je serai toute disposée à répondre à vos questions ensuite.

Comme les sénateurs le savent, le travail des sénateurs s'effectue à la Chambre du Sénat, ainsi qu'au sein des comités, mais la diplomatie internationale et parlementaire est un autre volet important du travail des sénateurs. Ce travail s'effectue par le truchement de 13 associations.

Ce rapport annuel présente un très bref aperçu général de tout le travail réalisé pendant l'exercice 2016-2017. Si l'on fait la comparaison entre les dépenses et les activités de cet exercice et celles des exercices précédents, je peux vous dire que le dernier exercice a été le plus actif des cinq derniers exercices. Sur le plan des activités, les 13 associations ont effectué un nombre total de déplacements de 83, dont 71 à l'étranger et 12 à l'intérieur des frontières du Canada, mais à l'extérieur d'Ottawa.

Pour ce qui est des participants à ces activités, les chiffres sont également considérablement plus élevés que ceux des quatre exercices précédents. En effet, 349 personnes y ont participé, soit 87 sénateurs, 186 députés et 76 membres du personnel.

Au chapitre des dépenses, le budget total des associations parlementaires a légèrement dépassé 3,5 millions de dollars au cours du dernier exercice. Les dépenses liées aux activités elles-mêmes ont totalisé un peu plus de 2,1 millions de dollars, tandis que les contributions — et il faut comprendre qu'il s'agit là de frais d'adhésion que le Canada doit payer pour faire partie des diverses associations multilatérales internationales — ont atteint 1,3 million de dollars. En tout, les dépenses correspondent à une utilisation de 98 p. 100 du budget, ce qui laisse un surplus de seulement 81 000 $.

Pour ce qui est du type de dépenses engagées par les associations dans le cadre de leurs travaux, le principal poste de dépenses est celui des transports, parce que l'emplacement géographique du Canada est tel que nous devons souvent prendre l'avion pour nous rendre à destination et faire notre travail au sein des associations internationales. Le transport représente donc la plus grande dépense, suivie de l'hébergement.

Le rapport présente un aperçu du budget alloué à chaque association, ainsi que des dépenses réelles. La première partie du rapport présente une explication étoffée de la gouvernance. Les 13 associations sont régies par ce qu'on appelle le Conseil interparlementaire mixte, ou CIM, qui se compose tant de

of the Senate and the House of Commons, this being a joint venture between the two houses.

Finally, in terms of destinations, the 13 associations did travel. As I mentioned, 71 outgoing international missions were conducted in the last fiscal year. Canadian parliamentarians travelled to 35 different countries, and they welcomed 41 delegations here in Canada.

This concludes my presentation, and I'm prepared to take questions if there are any.

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: Thank you for your presentation. I apologize for not carefully reading the 77-page document that I received at 8:29 p.m. last night, but this is a very interesting and very important document. So I have a question, to be followed by a comment. My question is the following. In leafing through the report, I noticed a lot of quantitative data, including budget information. Does the report include a qualitative analysis of the impacts — for Canada and for the Senate — of the travel abroad? Further, for each official mission, is there a report that is not only quantitative but that also details the impacts and further action?

Ms. Labrecque-Riel: Thank you, senator. The report is factual, and it is prepared for administrative purposes. The report is presented to the Joint Interparliamentary Council to be reviewed and adopted. As to qualitative information, however, the report does not indicate the value of each of the missions.

That being said, when the parliamentary associations embark on missions abroad, they must report to both chambers on their missions, indicating the mission objectives and the names of the delegates. These individual reports provide financial data on that specific activity. So that is presented separately for each activity.

[*English*]

Senator Tkachuk: I have a question on the IPU numbers. I notice that the IPU contribution was $419,697. How does that compare? It has been a struggle to try to keep that in line. Have they made any progress in the last number of years? Give me the last three or four years.

Ms. Labrecque-Riel: Yes, senator. A presentation is made by the Chair of the IPU before the Joint Interparliamentary Council. In order for the associations to obtain their budgetary allocation, they do prepare presentations to the JIC in terms of their plans,

sénateurs que de députés, puisqu'il s'agit d'un comité mixte de représentants des deux Chambres.

Enfin, je mentionne que les 13 associations ont effectué des déplacements. Comme je l'ai mentionné, il y a eu 71 déplacements à l'international au cours du dernier exercice. Les parlementaires se sont rendus dans 35 pays différents et ont accueilli 41 délégations ici, au Canada.

C'est ici que se termine mon exposé. Je suis prête à répondre à toute question que vous pourriez avoir.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Je vous remercie de votre présentation. Je m'excuse de ne pas avoir lu en détail les 77 pages du document que j'ai reçu à 20 h 29 hier soir, mais c'est un document qui est très important et très intéressant. J'ai donc une question, qui sera suivie d'un commentaire. Voici ma question : je comprends, en feuilletant le rapport, qu'il contient beaucoup de données quantitatives, y compris des données budgétaires. Ce rapport comporte-t-il une analyse qualitative des impacts — pour le Canada et pour le Sénat — des déplacements à l'étranger? De plus, est-ce que chaque mission officielle fait l'objet d'un rapport non seulement quantitatif, mais également d'un rapport des impacts et des suivis?

Mme Labrecque-Riel : Merci, sénatrice. Le rapport est factuel, et c'est pour les besoins de l'administration qu'il est préparé. Le rapport est présenté au Conseil interparlementaire mixte pour être examiné et adopté. Toutefois, en ce qui concerne les données qualitatives, le rapport ne précise pas quelle était la valeur de chacune des missions.

Cela dit, lorsque les associations parlementaires entreprennent des missions à l'étranger, elles doivent faire rapport aux deux Chambres de leurs missions, rapport indiquant les objectifs de la mission et le nom des délégués. Ces rapports individuels comprennent des données financières liées à cette activité spécifique. Donc, cela est présenté de façon très individuelle.

[*Traduction*]

Le sénateur Tkachuk : J'ai une question à vous poser sur les chiffres de l'UIPU. Je remarque que les contributions de l'UIPU ont atteint 419 697 $. Avez-vous des comparatifs à nous donner? L'UIPU a de la difficulté à maîtriser ses dépenses à ce chapitre. S'est-elle améliorée depuis quelques années? Qu'en est-il depuis trois ou quatre ans?

Mme Labrecque-Riel : Oui, sénateur. Le président de l'UIPU a fait une présentation devant le Conseil interparlementaire mixte. Pour obtenir leur allocation budgétaire, les associations préparent des présentations au CIM afin de lui

activities and requested budgets. The chair did report back that the contributions for the IPU are significant, and there's a history behind that level of contribution.

The contribution itself has decreased slightly. However, Canada is billed in Swiss francs for that particular multilateral association. The contribution in Swiss francs has decreased slightly. However, because of the exchange rate, the amount in Canadian dollars hasn't budged very much. I don't have the actual percentages over the years, but on page 30 there is a graph that will show the fluctuation in that contribution over the last five years.

Senator Tkachuk: I can do this myself, I guess.

Ms. Labrecque-Riel: I could get you that detailed information, if you like.

Senator Tkachuk: Yes. There should be some way for us to compare apples to apples, even though there is a fluctuation in currency. I would like that.

Ms. Labrecque-Riel: I will get you that information to you, senator.

Senator Tkachuk: Thank you.

The Chair: Are there any other questions?

Senator Batters: I have a quick one, just because of how the colour is printed out. On page 8 of 51, in figure 3, the percentage of the activity expenditures by type, the colours used on that graph for transportation and miscellaneous are almost identical on my picture. The miscellaneous is only 2 per cent and the transportation is the 59 per cent; correct?

Ms. Labrecque-Riel: Sorry, I couldn't hear.

Senator Batters: In figure 3, page 8 of 51, the colour blue that's being used in that graph for transportation and miscellaneous is almost identical. Transportation is the 59 per cent on that graph and miscellaneous is 2 per cent; correct?

Ms. Labrecque-Riel: The colour coding, yes. Transport is 59, yes, and miscellaneous is 2 per cent.

Senator Batters: I just wanted that clear for the record because they look identical. Thank you.

The Chair: Any other questions?

soumettre leurs plans, leurs activités et les budgets qu'elles demandent. Le président a répondu que les contributions par l'UIPU sont élevées, mais qu'il y a toute une histoire derrière cela.

Ces contributions elles-mêmes ont légèrement diminué. Cependant, le Canada reçoit une facture en francs suisses pour sa participation à cette association multilatérale. La contribution en francs suisses a diminué légèrement. Cependant, en raison du taux de change, le montant en dollars canadiens n'a pas beaucoup changé. Je n'ai pas les pourcentages réels des dernières années, mais, à la page 40, on trouve un tableau qui montre la fluctuation des contributions de l'UIPU depuis cinq ans.

Le sénateur Tkachuk : Je peux faire le calcul moi-même, je suppose.

Mme Labrecque-Riel : Je pourrais vous fournir l'information détaillée, si vous voulez.

Le sénateur Tkachuk : Oui. Nous devrions avoir une façon de comparer des pommes avec des pommes, même si la valeur des devises fluctue, évidemment. J'aimerais bien avoir des comparatifs.

Mme Labrecque-Riel : Je vous ferai parvenir l'information, sénateur.

Le sénateur Tkachuk : Merci.

Le président : Y a-t-il d'autres questions?

La sénatrice Batters : J'en ai une à vous poser rapidement, simplement à cause des couleurs qui apparaissent sur le document imprimé. À la page 19 sur 79, figure 3, on voit le pourcentage des dépenses d'activités par type, et les couleurs utilisées pour le transport et les dépenses diverses sont presque identiques sur ma copie. Les dépenses diverses ne représentent que 2 p. 100, alors que celles des transports représentent 59 p. 100, n'est-ce pas?

Mme Labrecque-Riel : Je m'excuse, je ne vous ai pas entendu.

La sénatrice Batters : À la figure 3, page 19 sur 79, le bleu utilisé dans le graphique pour illustrer les dépenses de transport est presque identique à celui utilisé pour les dépenses diverses. Les transports représentent 59 p. 100 des dépenses et les dépenses diverses, 2 p. 100, n'est-ce pas?

Mme Labrecque-Riel : Vous parlez du code de couleurs. Oui, le pourcentage est de 59 p. 100 pour les transports et de 2 p. 100 pour les dépenses diverses.

La sénatrice Batters : Je voulais le clarifier pour le compte rendu, parce que les deux couleurs semblent identiques. Merci.

Le président : D'autres questions?

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: I would like to move that the report not be adopted today so that we can examine it at the next meeting.

[*English*]

I would like to move a motion that this report is studied at the next meeting and then that we vote on it.

The Chair: This report is actually for information only.

Senator Saint-Germain: It's only for information?

The Chair: That's my understanding. We can defer it to the next meeting and explore it further, if you like. I agree; it was very late.

Senator Saint-Germain: Other colleagues and I may have other questions, so I would suggest that we defer the examination of the report to the next meeting.

The Chair: Colleagues? Is everybody okay with that?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: We'll defer this report to the next meeting so we can ask questions. Thank you very much.

Ms. Labrecque-Riel: Thank you.

The Chair: Number 3, report of the Subcommittee on the Senate Estimates, oversight and audit. Senator Wells.

Senator Wells: Thank you very much, chair.

Colleagues, you will recall that about a month ago I was presenting the fifth report from the Subcommittee on the Senate Estimates and the meeting ended, so this is a continuation of that. I know there's a list of questions, but what I'd like to do is give a five-minute overview of where we reached up to that point.

Colleagues, first I want to mention again the members of the subcommittee, to re-familiarize. I was chair, Senator Jaffer was deputy chair; Senator Campbell, Senator Tkachuk, Senator Saint-Germain and Senator Cordy were all members. We had assistance from our clerk, Dan Charbonneau.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : J'aimerais proposer une motion voulant que le rapport ne soit pas adopté aujourd'hui afin qu'on puisse l'étudier dans le cadre de la prochaine réunion.

[*Traduction*]

J'aimerais proposer une motion afin que nous étudiions ce rapport à notre prochaine séance, puis que nous votions après.

Le président : Ce rapport ne nous est présenté qu'à titre informatif.

La sénatrice Saint-Germain : Il ne nous est présenté qu'à titre informatif?

Le président : C'est ce que j'ai compris. Nous pouvons en reporter l'étude à la prochaine séance pour le creuser davantage, si vous le souhaitez. Je suis d'accord avec vous : nous l'avons reçu très tard.

La sénatrice Saint-Germain : D'autres collègues et moi pourrions avoir d'autres questions, donc je proposerais que nous en reportions l'étude à la prochaine séance.

Le président : Qu'en pensez-vous? Est-ce que tout le monde est d'accord?

Des voix : D'accord.

Le président : Nous reporterons alors l'étude de ce rapport à la prochaine séance pour pouvoir poser des questions. Merci beaucoup.

Mme Labrecque-Riel : Merci.

Le président : Au numéro 3, on trouve le rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat sur la surveillance et l'audit. Sénateur Wells.

Le sénateur Wells : Merci beaucoup, monsieur le président.

Chers collègues, vous vous rappellerez qu'il y a environ un mois, j'ai présenté le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat juste avant la levée de la séance, donc c'est la suite de la discussion que nous avons eue. Je sais que vous avez toute une liste de questions à poser, mais j'aimerais vous présenter en cinq minutes un aperçu de ce que nous avons fait jusqu'ici.

Chers collègues, je tiens d'abord à vous rappeler la composition du sous-comité. J'en étais président, la sénatrice Jaffer, vice-présidente, et les sénateurs Campbell, Tkachuk, Saint-Germain et Cordy en étaient tous membres également. Nous avons reçu de l'aide de notre greffier, Dan Charbonneau.

Colleagues, the subcommittee looked at the recommendations of the Auditor General's report, paragraphs 51 to 57. There were 22 recommendations. We looked at seven recommendations related to the establishment of an audit and oversight committee. Among his recommendations would be for the Senate to create an oversight body whose membership would be composed of senators and non-senators, including the chair; the position of internal auditor be created and report directly to the oversight body. Its mandate would assist in interpreting the rules, policies, guidelines of expenses and the ability to review expenses, the authority to make final decisions on the legitimacy of expenses, and to hire and terminate an internal auditor. The oversight body should be open to the public and all reports, minutes and decisions should also be published on the Senate's website.

There were some others, including one I wanted to note because we did have some discussion that the Auditor General of Canada be given the role of external auditor to the Senate.

The subcommittee studied all of these recommendations in great detail and we had a number of witnesses come in. Subsequent to that, I also spoke with the principal clerk of the U.K. oversight body, which is called IPSA, the Independent Parliamentary Standards Authority. I also had a lengthy conversation with their chief executive officer, Mr. Marcial Boo — the principal clerk was Matthew Hamlyn — and I've also spoken with former Minister of Finance in Newfoundland and Labrador where they do have external members on their oversight committee — the only two in the Commonwealth. There were other countries that we used in our investigative model to consider the question of independent people sitting on a parliamentary committee. I'll talk about some of their comments without attributing specific comments to any of them because the conversations weren't part of the official discussion at our subcommittee.

The oversight body, whether it was the IPSA or our proposed oversight body, should be answerable to the highest authority, and the highest authority in our case, colleagues, is the Senate. They do travel claim sampling to see if processes are being followed. They also do specific travel claim sampling to see if the MPs are aware of the rules and to see if there are any outliers.

The presence of the IPSA all but eliminated the public discussion that the U.K. had a number of years ago on some of their expense issues. Their comment was, if you're transparent and everything is published on the website — I looked at the IPSA website and I would encourage colleagues to do the same — you'll see that they publish almost as much as we

Le sous-comité s'est penché sur les recommandations tirées des paragraphes 51 à 57 du rapport du vérificateur général. Il y avait 22 recommandations en tout. Nous nous sommes penchés sur sept en particulier qui portaient sur l'établissement d'un comité de vérification et de surveillance. Il recommandait notamment que le Sénat crée un organe de surveillance dont une partie des membres ne seraient pas sénateurs, le président, notamment. Il recommandait également la création d'un poste d'auditeur interne qui relèverait directement de l'organe de surveillance. Son mandat consisterait à faciliter l'interprétation des règles, politiques et lignes directrices régissant les dépenses des sénateurs, à examiner les dépenses, à prendre des décisions définitives sur le bien-fondé des dépenses, puis à embaucher un auditeur interne et à mettre fin à ses services. L'organe de surveillance devrait être ouvert au public, et tous ses rapports, comptes rendus et décisions devraient être publiés dans le site web du Sénat.

Ce rapport comprenait quelques autres recommandations, dont l'une que je tiens à souligner, parce que nous avons discuté de la possibilité que le vérificateur général se voie confier le rôle d'auditeur externe pour le Sénat.

Le sous-comité a étudié toutes ces recommandations en détail, et nous avons entendu de nombreux témoins. J'ai ensuite parlé avec le greffier principal de l'organe de surveillance du Royaume-Uni, l'IPFA, soit l'Independent Parliamentary Standards Authority. J'ai également eu une longue conversation avec le premier dirigeant de l'organisme, M. Marcial Boo — le greffier principal s'appelle Matthew Hamlyn —, en plus d'en avoir discuté avec l'ancien ministre des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador, où il y a un comité de surveillance qui comprend des auditeurs externes. Ce sont les deux seuls organes du genre dans le Commonwealth. Nous avons également examiné des exemples d'autres pays dans le cadre de notre étude afin de bien pondérer la question de l'indépendance des membres d'un comité parlementaire. Je vous parlerai un peu de leurs observations, sans attribuer de propos particuliers à qui que ce soit, parce que ces conversations ne faisaient pas partie des discussions officielles de notre sous-comité.

L'organisme de surveillance, qu'il s'agisse de l'IPSA ou de celui que nous proposons, doit être redevable à la plus haute instance, dans notre cas, chers collègues, le Sénat. L'autorité examine un échantillonnage des demandes de remboursement des frais de déplacement afin de voir si les processus sont respectés. Elle examine également des échantillons de demande des frais de déplacement précis pour voir si les députés connaissent les règles et s'il y a des valeurs aberrantes.

La présence de l'IPSA a pratiquement éliminé toute discussion publique tenue il y a plusieurs années au Royaume-Uni sur certains des problèmes de dépenses qui existaient au pays. Selon eux, si vous êtes transparent et publié tout sur le Web — j'ai visité le site web de l'IPSA et je vous encourage tous à en faire de même; vous verrez qu'ils publient presque la même chose que

already do. I'll go to some of the things the Senate has done in the last number of years, colleagues.

I don't know if you have the infographic that is being handed out now, but it was handed out at the last CIBA meeting that we addressed this. You'll see along the bottom line, colleagues, from 2009 to current, all the things the Senate has done to increase its accountability and transparency and to give the public confidence that their money is being responsibly spent.

Not the least of which, and I think the most important, there is the full publication of all senators' expenses on the Web. We don't just have a committee looking at these expenses; we have 35 million Canadians and others around the world, if they wish to do so. I think was an excellent move by this committee last year.

He did say that because the information is so public and scrutinized so much, their information is now boring and there's no public uptake whatsoever in any of this. Of course, it's self-regulating as well. When things are published, you tend to regulate yourself accordingly.

Their group, the IPSA, meets in public to take evidence and meet in camera to deliberate, which I think would be a good model for the proposed committee.

In addition to the U.K. bodies, the IPSA has partnerships in Scotland, Wales and Northern Ireland. We also looked at Australia, New Zealand and the G7, as well as all legislatures in Canada.

Colleagues, I think it's very important to note that the Auditor General looked at a very small portion. On Thursday, June 6, 2013, at that sitting, it was moved that "the Auditor General of Canada . . . conduct a comprehensive audit of Senate expenses, including senators' expenses." All he did, colleagues, was look at senators' expenses. He did not look at Senate expenses in the whole.

The Subcommittee on the Senate Estimates is recommending that an audit and oversight committee be struck to look at all Senate expenses, including senators' expenses, in a sampling with methodology, and to do deep dives, where required, on specific elements of the Senate in total.

We have a $103 million budget. You'll see in the pie chart that the Auditor General looked at a very small slice. In fact, you'll see 13 per cent for senators' staff and salaries. No comment or observations were made whatsoever on staff salaries. It was 8 per cent, plus 2, plus 2, so 12 per cent of the total Senate budget was reviewed by the Auditor General, which cost

nous publions déjà. Je vais maintenant parler de certaines des mesures adoptées par le Sénat au cours des dernières années.

J'ignore si vous avez déjà le résumé graphique que l'on vous remet actuellement, mais celui-ci a été remis aux membres du CIBA lors de la dernière séance sur le sujet. Vous verrez à la ligne du bas tout ce qu'a fait le Sénat de 2009 à aujourd'hui pour accroître sa reddition de comptes et sa transparence et pour donner confiance au public que l'argent des contribuables est dépensé de façon responsable.

De plus, et je crois que c'est très important, les dépenses de tous les sénateurs sont publiées intégralement sur le Web. Le comité n'est pas le seul à examiner ces dépenses; 35 millions de Canadiens et autres personnes dans le monde peuvent les examiner, s'ils le souhaitent. À mon avis, il s'agit d'une excellente décision qu'a prise le comité l'an dernier.

Il a précisé que, puisqu'elle est publique et qu'elle fait l'objet d'un examen minutieux, l'information est maintenant moins intéressante et l'intérêt du public a disparu. Bien entendu, il s'agit d'une question d'autoréglementation. Lorsque les informations sont publiées, on a tendance à s'ajuster en conséquence.

L'IPSA se réunit en public pour entendre les témoignages et à huis clos pour délibérer. Je crois qu'il s'agirait d'un bon modèle pour le comité proposé.

Outre les organismes du Royaume-Uni, l'IPSA a conclu des partenariats avec l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord. Nous avons examiné également ce qui se fait en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les pays du G7, ainsi que toutes les mesures législatives du Canada.

Chers collègues, je crois qu'il est très important de souligner que le vérificateur général n'a examiné qu'un très petit échantillon. Lors de la séance du jeudi 6 juin 2013, il a été proposé que « […] le vérificateur général du Canada […] procède à une vérification intégrée des dépenses du Sénat, les dépenses des sénateurs y comprises. » Il n'a examiné que les dépenses des sénateurs. Il n'a pas examiné l'ensemble des dépenses du Sénat.

Le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat recommande la création d'un comité d'audit et de surveillance pour examiner l'ensemble des dépenses du Sénat, y compris les dépenses des sénateurs, selon un échantillon et une méthodologie convenus, et pour examiner de façon approfondie, au besoin, certains éléments précis.

Nous avons un budget de 103 millions de dollars. Vous verrez dans le diagramme séculaire que le vérificateur général n'a examiné qu'une très petite partie des informations. D'ailleurs, vous verrez qu'en ce qui a trait au personnel des sénateurs et à leurs salaires, on parle de 13 p. 100. Aucun commentaire et aucune observation n'a été formulé concernant le salaire des

$24.3 million. We're proposing that a committee named the "Audit and Oversight Committee" be struck to look at the total Senate budget and not just senators' expense budgets.

Colleagues, I'm pleased to continue taking questions.

The Chair: Thank you, Senator Wells.

First up is Senator Tkachuk, but he's a little busy right now.

Senator Saint-Germain.

Senator Saint-Germain: I don't have any more questions. All mine have been answered.

The Chair: Senator Mitchell.

Senator Mitchell: I asked my questions already.

The Chair: Senator McCoy.

Senator McCoy: Congratulations to Senator Wells and the committee. I think the proposal is shaping up very well. I take it that there are still quite a few details to be worked through. I don't see a full outline of a mandate, for example.

Senator Wells: One of the recommendations, Senator McCoy, is to send this to our Rules Committee to help develop the mandate.

Senator McCoy: I have some long-standing comments on that and also a comment on the budget.

For several years now, several of us have been commenting on the lack of a sophisticated due process system for this side of the Senate's operations, the expense side. I think the ethics side introduced a due process system some years ago that improved our processes, including rules of natural justice. We've taken some steps on this side but not totally. Recommendations have been made by several senators on and off the record to improve those. I don't see any reference to that in here, but the shape of that will be partly dependent on what the mandate of this committee is and what the mandate of the Internal Economy Committee continues to be, where the line is drawn.

I don't need an answer to that, but I do want it on record that I don't see it addressed here and I think it does need to be addressed. I think we need to raise it in the future at the appropriate time, and sooner rather than later would be an appropriate time.

membres du personnel. Le vérificateur général a examiné 8 p. 100, plus 2 p. 100, donc 12 p. 100 du budget total du Sénat, pour un coût de 24,3 millions de dollars. Nous proposons la création d'un comité d'audit et de surveillance pour examiner l'ensemble du budget du Sénat et pas seulement le budget des dépenses des sénateurs.

Chers collègues, je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président : Merci, sénateur Wells.

Le sénateur Tkachuk devait être notre premier intervenant, mais il est légèrement occupé en ce moment.

Sénatrice Saint-Germain.

La sénatrice Saint-Germain : On a répondu à toutes mes questions. Je n'ai pas d'autres questions.

Le président : Sénateur Mitchell.

Le sénateur Mitchell : J'ai déjà posé mes questions.

Le président : Sénatrice McCoy.

La sénatrice McCoy : Sénateur Wells, je tiens à vous féliciter, vous et le comité. Je crois que la proposition avance très bien. J'imagine qu'il reste encore plusieurs détails à peaufiner. Par exemple, je ne vois aucun cadre détaillé pour un mandat.

Le sénateur Wells : Sénatrice McCoy, l'une de nos recommandations, c'est de confier l'élaboration du mandat au Comité du Règlement.

La sénatrice McCoy : J'ai quelques observations de longue date à faire sur le sujet, ainsi qu'un commentaire à formuler sur le budget.

Depuis plusieurs années maintenant, plusieurs d'entre nous soulignent l'absence d'un système de procédure moderne en ce qui a trait aux dépenses du Sénat. Je crois qu'un tel système a été adopté il y a quelques années en ce qui a trait à l'éthique afin d'améliorer nos processus, y compris les règles de justice naturelle. Certaines mesures ont été prises, mais il reste encore du travail à faire. Plusieurs sénateurs ont recommandé officiellement et officieusement que la situation soit corrigée. Je ne vois aucune référence en ce sens dans ce document, mais la structure d'un tel système dépendra en partie du mandat de ce comité et de celui du Comité de la régie interne. Il faudra décider où tracer la ligne.

Vous n'êtes pas tenu de me répondre sur la question, mais je tiens à préciser que ce document n'en fait pas état et qu'à mon avis la question doit être abordée. Le sujet doit être abordé en temps opportun, et le plus tôt sera le mieux.

Senator Wells: Senator McCoy, you're absolutely right. One of the models we used — we deliberated quite a bit about this and it's noted in our transcripts — was that the proposed audit and oversight committee would be structured exactly as the Committee on Ethics and Conflict of Interest for Senators is structured.

Senator McCoy: I saw that and I understand that, but it depends on the mandate of the audit committee.

Senator Wells: Yes.

Senator McCoy: That's why I'm focusing in on that. I noted that. Notwithstanding that, my comment holds.

Senator Wells: I understand and I agree with you.

One thing that's important not so much for the governance but for the operational governance of the proposed committee is that it shouldn't be restricted by any other body other than the body to which it reports.

Senator McCoy: Let me put it this way to make it practical. At the moment, for example, a senator claims an expense — and usually it comes down to claiming an expense — and somebody in the Senate administration, some staff member, says, "I don't think that quite fits the rules." The senator's staff says, "Yes, it does." Then the Senate administration staff says, "No, it doesn't." A staff member in the senator's office then goes to the senator and says, "Yes, it does." Then the senator storms off to the steering committee and says, "Yes, it does," and the steering committee spends a good deal of its time deciding such things as saying yes or no; it does or it doesn't.

I have not been part of those decisions, but I'm told that an inordinate amount of Internal steering committee time has been brokering those differences of opinion as to the interpretation of the rules, which has always struck me as being an inefficient use of our time. We aren't triaging our time well, and it does put our professional staff in Senate administration in a very difficult position. First of all, they're being asked to police; then they're being asked, in a sense, to prosecute by bringing these things forward and putting the information in front of a judge, which at that stage becomes the steering committee.

All along, there's not a lot of due process built into that. I think that whole area can do with a bit more thought on how we develop a system that is efficient and fair to both staff and senators. It's more about the daily operation stuff than it is, I imagine, what this audit oversight committee is going to look at. I like the idea of audits and of random audits on all senators.

Le sénateur Wells : Sénatrice McCoy, vous avez absolument raison. Un des modèles que nous avons utilisés — et nous en avons beaucoup parlé, comme en font foi nos transcriptions — est celui d'un comité d'audits et de surveillance dont la structure serait la même que celle du Comité sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs.

La sénatrice McCoy : C'est ce que j'ai lu et je comprends tout cela, mais tout dépend du mandat du comité d'audits.

Le sénateur Wells : Oui.

La sénatrice McCoy : C'est la raison pour laquelle je me concentre sur la question. Je l'avais remarqué. Nonobstant tout cela, mon commentaire demeure pertinent.

Le sénateur Wells : Je comprends et je suis d'accord avec vous.

L'une des choses importantes, pas vraiment en ce qui a trait à la gouvernance générale, mais bien en ce qui a trait à la gouvernance opérationnelle du comité proposé, c'est que le comité ne devrait pas être limité par un autre organisme, outre l'organisme dont il relève.

La sénatrice McCoy : Je vais reformuler pour que ce soit plus pratique. Un sénateur présente une demande de remboursement pour une dépense — c'est habituellement le genre de demande dont il est question — et quelqu'un à l'administration du Sénat, un membre du personnel, dit : « À mon avis, je crois que cela ne cadre pas avec les règles. » Un des membres du personnel du sénateur lui répond que oui, la demande respecte les règles. Le personnel de l'administration du Sénat lui répond que non. Un des membres du bureau du sénateur informe le sénateur que oui, la demande respecte les règles. Le sénateur se rend donc au comité directeur pour dire que oui, sa demande respecte les règles et le comité directeur passe beaucoup de temps à décider si la demande respecte ou non les règles.

Je n'ai pas pris part à ce genre de décision, mais selon ce que j'ai pu comprendre, le comité directeur passe énormément de temps à traiter ces différences d'opinions sur l'interprétation des règles, ce qui m'a toujours paru comme une perte de temps. Notre temps est mal utilisé, ce qui place le personnel professionnel de l'administration du Sénat dans une position très délicate. D'abord, on lui demande de faire de la surveillance et ensuite, dans un certain sens, d'intenter une poursuite en présentant ces informations à un juge, dans ce cas-ci, le comité directeur.

Il n'y a pas de procédures établies. Il faut réfléchir davantage sur l'élaboration d'un système efficace et juste, tant pour le personnel que pour les sénateurs. J'imagine que ce comité d'audit et de surveillance se concentrera davantage sur les activités quotidiennes. J'aime l'idée des vérifications et des vérifications aléatoires pour tous les sénateurs.

I like the idea of audits, which we have always done anyway on our overall operations. All of that is very good. As far as how this has been driven, it is excellent, but I think some areas still need to be finessed.

Senator Wells: Thank you.

May I comment on that before we go on to the next question?

The Chair: Certainly.

Senator Wells: There is a lot of mythology around the steering committee. I have sat on it for the last two years. I don't think we spent an inordinate amount of time reviewing expense reports. We may have done that once every two months. There would be a question and we would make a decision and not spend a lot of time deliberating. But the mythology still surrounds it, just like the mythology still surrounds this committee, which is still called a highly powerful and secretive committee with the cameras on us.

I do want to dispel the thought that the subcommittee of this committee, the Subcommittee on Agenda and Procedure, spends an inordinate amount of time.

We did have as one of our witnesses Mr. Andrew Newman, our external auditor from KPMG. He said in his testimony that he attends over 100 audit committee meetings per year. They are all for public-type bodies like school boards and utilities; none for private companies. He said that in a role such as this, you would be playing an oversight role to make sure the decisions the entity makes have the appropriate rigour and diligence.

We have a highly trained and highly professional staff, both political and administrative, that do this as their living. We have revamped the rules completely and we have put it all online.

So I think a lot of the things that this proposed committee would look at would relate to the diligence and rigour we have in place to make sure that is being done and not look at individual expenses. I wouldn't want to be part of a committee that did that.

Senator McCoy: Draw the line at that point, but I think we need a further conversation on the operational side and where the line is drawn between the two, the oversight and the operational. We don't need to take up more of our time here.

I have a further question on the budget for this. It's said to cost less than $500,000 a year. I apologize; I was unable to be at the last meeting. Perhaps you covered this point then, but if not, could you identify why would we be spending that amount of money? What is it based on? Also, are we going to be reallocating existing resources or is this newfound resources?

J'aime l'idée des vérifications que nous avons toujours effectuées pour nos activités globales. Tout cela est très bien. La façon dont tout cela a été mené est excellente, mais je crois qu'il y a encore des améliorations à apporter dans certains domaines.

Le sénateur Wells : Merci.

Puis-je répondre avant de passer au prochain intervenant?

Le président : Certainement.

Le sénateur Wells : Il y a beaucoup de mythes qui circulent concernant le comité directeur. Je siège depuis maintenant deux ans à ce comité. Je ne crois pas que nous passions énormément de temps à examiner les rapports de dépenses. Nous examinons ces rapports peut-être une fois tous les deux mois. Une question est soulevée et nous prenons une décision, mais nous ne délibérons pas longtemps sur la question. Toutefois, il y a des mythes qui continuent de circuler sur le comité, comme sur celui-ci, d'ailleurs, un comité qui demeure très puissant et secret et sur lequel des caméras sont braquées.

Je tiens à dissiper le doute selon lequel le sous-comité de ce comité, le Sous-comité du programme et de la procédure, passe énormément de temps à examiner ces rapports.

Un de nos témoins, M. Andrew Newman, un vérificateur externe de KPMG, nous a dit qu'il participe à plus de 100 séances de comités d'audits par année. Ces séances concernent toutes des organismes publics, comme des conseils scolaires et des services publics, mais aucune société privée. Selon lui, dans une telle situation, il y a un rôle de surveillance à jouer pour s'assurer que les décisions prises par l'entité concernée respectent une certaine rigueur et diligence.

Nous avons un personnel hautement qualifié et professionnel, tant sur le plan politique qu'administratif, et les membres de ce personnel gagnent leur vie à faire ce travail. Nous avons totalement révisé les règles et tout a été publié en ligne.

Donc, de façon générale, les choses qu'examinerait ce comité proposé seraient la diligence et la rigueur dont on fait preuve pour s'assurer que les choses sont bien faites et non les dépenses individuelles. Je ne voudrais pas siéger à un comité qui ferait ce genre de travail.

La sénatrice McCoy : Dans ce cas, fixez cette limite. Cependant, je crois que d'autres conversations sont nécessaires en ce qui a trait à l'aspect opérationnel et à la ligne à tracer entre la surveillance et les opérations. Inutile de passer plus de temps sur le sujet.

J'aurais une question à vous poser concernant le budget pour ce comité. Semble-t-il qu'il coûtera moins de 500 000 $ par année. Pardonnez-moi, mais je n'ai pas pu participer à la dernière séance. Peut-être avez-vous abordé le sujet à ce moment, mais, sinon, pourriez-vous nous expliquer comment cet argent sera dépensé? Sur quoi s'appuie ce chiffre? De plus, des

Senator Wells: Thank you for your question, Senator McCoy. For that $500,000, there would be the chair and the deputy chair.

Senator McCoy: That's what, $17,000?

Senator Wells: It would be $17,800. There would be per diems for those we bring in as witnesses and people that assist the committee. That would be just a small amount budgeted at $10,000.

The rest would be internal audit fees. Right now the Senate doesn't have an internal audit function or an internal auditor. In our experience and in discussing with Pascale, who has far greater experience than I , a typical amount — we didn't call it just an internal auditor; we called it an internal audit function, because it would be an internal auditor plus the team of people that that person has. That would be the largest part of the $500,000.

The other thing, Senator McCoy and colleagues, is that we don't know where any deep dive will take us. It may be necessary to expend more after the report is made of any deep dive. So there could be further costs based on what we find. But it could be simply this, and we say less than $500,000.

As to the other question you ask, for the rest of the year, if this committee is struck before Christmas, let's say, then there would be one quarter of the year left. That amount would be $125,000.

Last year, you'll recall that when I was Chair of the Subcommittee on Estimates we looked at the budgets and budgeted, I believe, $400,000 for an internal audit function.

I look to Pascale for confirmation of that number. Something like that?

Pascale Legault, Clerk of the Committee: A little less than that.

Senator Wells: That money was not expended. We still have that money sitting in our Senate budget to the amount of probably $125,000 or $150,000. So we do have enough within our existing budget to transfer money over to this internal audit function. It really wouldn't be a transfer; it would just be assigning it to a function that has already been approved by the Senate.

The estimates haven't been presented yet, so for next year it would be part of the estimates.

ressources actuelles seront-elles réaffectées ou s'agit-il de nouvelles ressources?

Le sénateur Wells : Merci de cette question, sénatrice McCoy. Dans ce montant de 500 000 $, on compte le président et le vice-président.

La sénatrice McCoy : Donc, environ 17 000 $?

Le sénateur Wells : On parle de 17 800 $. Les témoins et ceux qui aident le comité recevraient des indemnités quotidiennes. Le budget pour ces indemnités s'élève à 10 000 $.

Le reste du budget servirait à couvrir les honoraires de vérification. Pour le moment, le Sénat n'a aucune fonction de vérification interne ou de vérificateur interne. Selon notre expérience et à la lumière des discussions avec Pascale, qui a beaucoup plus d'expérience que moi à ce chapitre, un montant type… Nous ne parlons pas d'un vérificateur interne, mais bien d'une fonction de vérification interne, car cela inclut un vérificateur interne et les membres de son équipe. La majeure partie du 500 000 $ irait à ces honoraires.

L'autre chose, madame la sénatrice, c'est que nous ne savons pas où cet examen va nous mener. Il faudra peut-être consacrer davantage de ressources à la suite du rapport. Il pourrait y avoir des coûts supplémentaires en fonction de ce que nous allons découvrir, mais il se peut que ce soit ce montant-ci; on dit moins de 500 000 $.

Pour ce qui est de votre autre question, pour le reste de l'année, si le comité est formé avant Noël, il restera un quart de l'année. À ce moment-là, on parle de 125 000 $.

L'an dernier, vous vous rappellerez que j'étais président du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat. Nous avions examiné les budgets et nous avions prévu, si je ne me trompe pas, 400 000 $ pour l'intégration de la fonction de vérification interne.

Je vais demander à Pascale de me confirmer ce montant. Est-ce quelque chose du genre?

Pascale Legault, greffière du comité : Un petit peu moins.

Le sénateur Wells : Cet argent n'a pas été dépensé. Par conséquent, cette somme, de l'ordre de 125 000 ou 150 000 $, est toujours prévue dans notre budget actuel. Nous avons donc suffisamment d'argent pour l'affecter à cette fonction de vérification interne. Il ne s'agirait pas vraiment d'un transfert; on ne ferait que consacrer la somme à une fonction qui a déjà été approuvée par le Sénat.

Le budget des dépenses n'a pas encore été présenté, alors pour l'an prochain, cette somme en fera partie.

Senator McCoy: Thank you.

Senator Tkachuk: On your form here, and I think we have talked about this before, I just want to make it clear that the meetings of the Internal Economy Committee were opened in 2010-11. They were open to the public and the press. We did have in camera meetings, as we do now, when we discuss personnel, private matters, audits, but the meetings were open and the press was invited to come. It didn't take them long to get bored, but nonetheless they were there. And the Joint Interparliamentary Council meetings were also opened up for the first time.

The reason I say that, not only because I was chair at the time, but also because the House of Commons is making such a big deal that they are opening up their board meetings. The Senate opened up their board meetings six years before them and have been open, as well as the Joint Interparliamentary Council meetings, which are also secret meetings. They were also opened up on all money matters.

Senator Wells: Congratulations, as chair at the time, to lead that.

Senator Tkachuk: Thank you.

The Chair: I'm going to emulate Senator Tkachuk also. I'm going to be channelling a lot of previous chairs as I move forward here.

Senator Moncion: I'm new to this committee, but not new to internal audit. I will make my comments in French.

[*Translation*]

The difference between the terms "oversight" and "operational" is extremely important in internal audit. We must remember that the committee members are not responsible for auditing the expenditures, but rather for ensuring that the expenditures are monitored overall.

You talked about a person responsible for internal audit. If that person has a very clear mandate, they could produce very specific reports on what should be audited and what should be monitored. The role of the audit committee is to ensure that the control mechanisms are relevant, which means that the audit committee must see make sure that controls are implemented to ensure that the rules are followed. An accountability and management process must be implemented. Then, we must ensure that all policies in effect at the Senate are in compliance.

When you talk about reviewing expenses and verifying what each senator spent, if that approach is consistent with the rules, then that should not be the committee's role, but rather that of

La sénatrice McCoy : Merci.

Le sénateur Tkachuk : Je crois que nous en avons déjà parlé, mais je tiens à préciser que les réunions du Comité de la régie interne sont ouvertes au public et à la presse depuis 2010-2011. Évidemment, nous tenions des réunions à huis clos, comme c'est le cas aujourd'hui, lorsque nous discutons du personnel, de questions d'ordre privé, de vérifications, mais sachez que les réunions étaient publiques et que les médias étaient invités à y assister. Ils s'ennuyaient rapidement, mais ils étaient là. Et c'est la même chose pour le Conseil interparlementaire mixte, dont les réunions ont été rendues publiques pour la première fois à ce moment-là.

La raison pour laquelle je dis cela, c'est non seulement parce que j'étais le président à l'époque, mais aussi parce que la Chambre des communes fait tout un plat du fait qu'elle rend publiques les réunions du Bureau de régie interne. Le Sénat l'a fait il y a six ans, tout comme le Conseil interparlementaire mixte, qui tient également des réunions secrètes. Elles sont désormais ouvertes au public pour toutes les questions monétaires.

Le sénateur Wells : Je vous félicite d'avoir présidé ce comité.

Le sénateur Tkachuk : Merci.

Le président : Je vais m'inspirer du sénateur Tkachuk. Je vais céder la parole à d'anciens présidents de comité.

La sénatrice Moncion : Je suis nouvelle au sein du comité, mais pas en ce qui concerne la vérification interne. Je vais m'exprimer en français.

[*Français*]

La différence entre les termes « *oversight* » et « *operational* » est extrêmement importante dans un rôle de vérification interne. Il faut se rappeler que les membres du comité n'ont pas le rôle d'examiner les dépenses, mais bien de s'assurer que, sur une base globale, les dépenses sont suivies.

Vous avez parlé d'une personne qui pourrait s'occuper de la vérification interne. Si cette personne a un mandat très clair, elle peut produire des rapports très précis sur les choses qui doivent être vérifiées ou sur lesquelles on doit faire des suivis. Le rôle du comité de vérification est d'assurer la pertinence des mécanismes de contrôle, ce qui veut dire que le comité de vérification doit veiller à la mise en place de contrôles pour veiller à ce que les règles soient respectées. Un processus de reddition de comptes et de gestion doit être mis en place. Ensuite, il faut veiller à la conformité de toutes les politiques qui existent au sein du Sénat.

Lorsque vous parlez de revoir les dépenses et de vérifier ce que chacun des sénateurs a dépensé, si cette approche respecte les règles, cela ne devrait pas être le rôle du comité, mais celui

the internal auditor. These reports should be produced with recommendations. I am afraid that the committee could be too closely involved and would not have enough perspective to gain an overview of the work being done.

I have a lot of caveats about how far we want to go in this audit work. We must remember that the responsibility for the results will ultimately fall on the shoulders of the five persons chosen to serve on that committee. In my opinion, it is a much broader mandate that involves the personal responsibility of each senator, of each member of this committee. They will have to explain why they did not notice one thing or another. That is why the tasks must be divided to ensure that the audit committee does the work of an audit committee. It will be very important for the internal auditor to do an internal audit on an ongoing basis. Those are the rules. If we want to protect ourselves as a group, there have to be some rules.

[*English*]

Senator Wells: Thank you, Senator Moncion. I appreciate your knowledge and your history in this.

There should be a clear division of tasks, I agree. I also go back to the comment that our external auditor, Mr. Newman, made when he said, "You're playing an oversight role to make sure the decisions the entity makes have the appropriate rigour and diligence."

I don't foresee this committee, if it is struck, would be looking at expense reports. That would be within their mandate but well outside their job.

It's the integrity of the system. At $103 million and possibly rising in the next fiscal year, you can't look at every expense. You can do deep dives on specific things or if you hear rumblings about a certain something. Senator Marwah, in a previous meeting, said perhaps in six months we could look at the HR Directorate's revamp, and that could be a deep-dive task of the committee as one of the suites of things that they do.

I agree with you, Senator Moncion: It's the integrity of the system that is in place. It's the system that carries it.

[*Translation*]

Senator Verner: I am a new member of the committee. Following the remarks of my colleague Senator Moncion, I want to make sure I understand this correctly. The audit committee will be made up of senators only?

de la personne responsable de la vérification interne. Ce sont ces rapports qui devraient être produits avec des recommandations. J'ai peur que cela ne devienne un comité qui a trop « les mains dans la sauce » et qui n'aura pas assez de recul pour avoir une vue d'ensemble du travail qui se fait.

Je fais beaucoup de mises en garde quant à savoir jusqu'où on veut aller dans ce travail de vérification. Il faut se rappeler qu'ultimement, la responsabilité des résultats retombera sur les épaules des cinq personnes qui auront été choisies pour siéger à ce comité. À mon avis, c'est un mandat beaucoup plus large qui engage la responsabilité personnelle de chacun des sénateurs, de chacune des personnes qui siégeront à ce comité. Ils devront expliquer pourquoi ils n'auront pas vu telle ou telle chose. C'est la raison pour laquelle on doit répartir les tâches pour s'assurer qu'on a un comité de vérification qui fait un travail de comité de vérification. Il sera très important pour la personne chargée de la vérification interne que ce soit quelqu'un qui fait de la vérification interne de façon continue. Ce sont des règles. Si l'on veut se protéger comme regroupement, il faut qu'il y ait des règles en place.

[*Traduction*]

Le sénateur Wells : Merci, sénatrice Moncion. J'apprécie vos connaissances et votre expérience en la matière.

Je conviens qu'il devrait y avoir une répartition claire des tâches. J'aimerais également reprendre les propos de notre vérificateur externe, M. Newman. Il a dit : « Vous jouez un rôle de surveillance pour vous assurer que les décisions de l'entité ont été prises avec rigueur et diligence. »

Par conséquent, si ce comité est créé, je ne m'attends pas à ce qu'il examine les rapports de dépenses. Cela relèverait de leur mandat, mais dépasserait largement leurs fonctions.

Il s'agit de l'intégrité du système. Avec un budget de 103 millions de dollars, qui risque d'augmenter au cours du prochain exercice, on ne peut pas examiner chaque dépense. On peut approfondir certaines questions s'il y a des plaintes ou du mécontentement. Le sénateur Marwah, lors d'une séance précédente, a dit que nous pourrions peut-être examiner, dans six mois, le remaniement de la Direction des ressources humaines. Le comité ferait donc un suivi de ce dossier.

Je suis d'accord avec vous, madame la sénatrice : il faut protéger l'intégrité du système.

[*Français*]

La sénatrice Verner : Je suis une nouvelle membre du comité. Suivant la pensée de ma collègue, la sénatrice Moncion, je veux m'assurer de bien comprendre. Le comité sur l'audit sera-t-il composé de sénateurs seulement?

[*English*]

Senator Wells: That is correct. That's the recommendation.

[*Translation*]

Senator Verner: Okay. I do not want to repeat the discussions you have probably had, but in order to avoid the public perception that we are regulating ourselves voluntarily and self-monitoring, I do think it is a good idea to divide up the tasks properly as a safeguard against being accused of being judge and jury at the same time.

[*English*]

Senator Wells: Thank you, Senator Verner. We spent a lot of time talking about the question of outside independence. I may pass it back to Senator Tannas, who was the biggest proponent of the necessity of having independent members on the subcommittee.

We came to the conclusion that the full transparency of our meetings, of any witnesses that we have in and the fact that everything is published online, our reports are made to the highest governing authority. And any report tabled in the Senate is, of course, not a private report; it's a public report. That's why we table it.

At this point, I will send it to Senator Tannas, who came 180 degrees from it being necessary, as you and Senator Mitchell have suggested, of having non-senators on a parliamentary committee.

Senator Tannas: For me, I went into the process thinking it was absolutely necessary that we have outside people combined with senators. Looking at it from a practical point of view but also a responsibility point of view, us looking to somebody from the outside to sanctify what we ought to be doing in the end, I came to agree that that's one step too far. We should be taking responsibility. The issue of the public trust is there. It's a reality.

What brought me on was that we would just make everything 100 per cent public. Traditionally in a company, the audit committee will meet. There will be an in camera session. There are a lot of things that get done before the report gets baked. The auditors have a report where they tattle a little bit on management and this and that, and management responds, et cetera. None of that makes the record of the company.

In our case, all of that will be done in public. If the auditors have something to say about management not getting something done or rules not being followed from internal audit reports,

[*Traduction*]

Le sénateur Wells : C'est exact. C'est la recommandation.

[*Français*]

La sénatrice Verner : D'accord. Je ne veux pas reprendre les discussions que vous avez probablement eues, mais, afin d'éviter la perception du public selon laquelle on se réglemente volontairement et on s'autosurveille, je pense qu'effectivement, une bonne division des mandats devra être faite afin que l'on puisse se protéger d'être taxé d'être juge et partie à la fois.

[*Traduction*]

Le sénateur Wells : Merci, madame la sénatrice. Nous avons longuement parlé de la question de l'indépendance. Je pourrais d'ailleurs céder la parole au sénateur Tannas, qui a beaucoup insisté sur la nécessité d'avoir des membres indépendants au sein du sous-comité.

Nous en sommes venus à cette conclusion, étant donné l'entière transparence de nos réunions, de l'audition des témoins que nous convoquons et du fait que tout est publié en ligne. Nos rapports sont présentés à la plus haute instance. Et sachez que tous les rapports qui sont déposés au Sénat ne sont pas des rapports confidentiels; ce sont des rapports publics. C'est pourquoi nous les déposons.

Je vais maintenant céder la parole au sénateur Tannas qui, tout comme le sénateur Mitchell, avait fait valoir que le comité parlementaire ne devrait pas être uniquement composé de sénateurs, mais qui a complètement changé d'idée depuis.

Le sénateur Tannas : Au début du processus, je considérais qu'il était absolument nécessaire d'avoir des gens de l'extérieur en plus des sénateurs. D'un point de vue pratique, mais aussi du point de vue des responsabilités, j'ai conclu que nous étions allés trop loin en voulant qu'une personne de l'extérieur valide ce que nous allons devoir accomplir au bout du compte. Nous devrions assumer cette responsabilité. La question de la confiance du public est bien réelle.

Ce qui m'a convaincu, c'est le fait qu'absolument tout sera rendu public. Habituellement, dans une entreprise, le comité de vérification se réunit. Il y a des réunions à huis clos. Il y a beaucoup de choses qui se font avant que le rapport ne soit rédigé. Les vérificateurs rédigent un rapport dans lequel ils soulèvent certains problèmes auprès de la direction, puis la direction y répond, et ainsi de suite. Rien de tout cela n'est rendu public.

Dans notre cas, tout ce qui sera fait sera rendu public. Si les vérificateurs ont quelque chose à dire au sujet de la direction qui n'a pas pris certaines mesures ou qui n'a pas respecté certaines

et cetera, everything will be public. There is nothing wrong with that. If we do that, then in effect the audit committee has 35 million independent members.

Senator Batters: I want to make a brief comment.

Senator Wells, as I mentioned last time, the Auditor General's massive cost was actually $27 million, not $23.6. I just point that out again because you indicated that in your opening comment. I wanted to make sure the Canadian public is well aware of just how expensive it was.

Senator Wells: Thank you, Senator Batters. I look to Pascale because I have had excellent help from Pascale on a lot of the data I put in.

Can you tell us why the $23.6 million differs from what Senator Batters has suggested?

Ms. Legault: The $23.6 million was the amount communicated at the time, because they had the actual cost plus the estimated cost to finish the audit. This is the amount that we have been using, because this was communicated at the time of the report.

Senator Batters: That was the amount that came out in June 2015, but then there were additional costs. It was widely reported after, when they actually came up with their full costs later on, that it was $27 million.

Senator Wells: I agree with you, Senator Batters. We know it's higher than $23.6. I couldn't commit to that on paper, but we do know it's higher.

As a reminder to colleagues and all those who are listening, the amount required to be repaid was about $300,000 out of the Auditor General's efforts.

[*Translation*]

Senator Carignan: I would like to commend those who have served on this committee and this subcommittee and I salute their important work.

I completely agree with Senator Moncion regarding the description of the audit committee and its role. I think you have fully described what this subcommittee should be, and I completely agree with you. I hope that everyone shares this view of what an audit committee should be.

We have been through some extremely difficult times, and this is probably the last big piece of the puzzle in transforming the entire administration of the Senate. The scandal that rocked us in recent years is probably related to this important piece, that is,

règles découlant des rapports de vérification interne, et cetera, tout sera rendu public. Il n'y aura rien de secret. Par conséquent, le comité de vérification aura 35 millions de membres indépendants.

La sénatrice Batters : J'aimerais faire une brève remarque.

Sénateur Wells, comme je l'ai mentionné la dernière fois, sachez que l'audit du vérificateur général a coûté 27 — et non pas 23,6 — millions de dollars. Je voulais simplement remettre les pendules à l'heure, étant donné que vous en avez parlé dans votre déclaration d'ouverture. Je tiens à ce que le public canadien sache combien cela a coûté exactement.

Le sénateur Wells : Merci, sénatrice Batters. Je vais m'en remettre à Pascale, puisqu'elle m'a été d'une grande aide au moment de la collecte des données.

Pourriez-vous m'expliquer la différence entre le montant de 23,6 millions de dollars et celui fourni par la sénatrice Batters?

Mme Legault : Les 23,6 millions de dollars correspondent au montant qui avait été communiqué au moment du rapport. On avait additionné les coûts réels et les coûts prévus pour terminer la vérification. C'est donc le montant que nous avons utilisé, parce que c'est celui qui avait été présenté.

La sénatrice Batters : C'est le montant qui avait été rendu public en juin 2015, mais il y a eu des coûts additionnels par la suite. On avait d'ailleurs largement fait état du fait que le coût total s'élevait désormais à 27 millions de dollars.

Le sénateur Wells : Je suis d'accord avec vous, sénatrice. Nous savons que l'audit a coûté plus que 23,6 millions de dollars. Je ne pourrais pas vous préciser le montant exact, mais nous savons que c'est plus que ça.

Je rappelle à mes collègues et à tous ceux qui nous écoutent que le montant qui a dû être remboursé, à la suite de l'audit du vérificateur général, s'élevait à 300 000 $.

[*Français*]

Le sénateur Carignan : J'aimerais rendre hommage aux gens qui ont travaillé à ce comité et à ce sous-comité et relever l'importance du travail qui a été fait.

Je suis tout à fait d'accord avec la sénatrice Moncion sur sa description de ce que devrait être le comité de vérification et son rôle. Je pense que vous avez décrit, de façon complète, ce que doit être ce sous-comité, et je suis 100 p. 100 d'accord avec vous. J'espère que tout le monde partage cette opinion sur ce que doit être un comité de vérification.

On a traversé des moments extrêmement difficiles, et cette pièce est probablement la dernière grande pièce du casse-tête de la transformation de toute l'organisation de l'administration du Sénat. Le scandale qui nous a frappés au cours des dernières

internal audit, being missing. There was a person considered an internal auditor. I do not want to be critical, but obviously she did not understand her role, nor did her superiors. Her status was fragile and she was completely subordinate to the clerk. Her instructions came primarily from the clerk, and her job was to conduct a witch hunt to try to find something in the details of certain expenses. She was so busy chasing the mouse that she could not see the elephant. So in order to avoid that kind of situation, I think we should create a subcommittee on audit along with a description of its duties, as Senator Moncion so brilliantly described.

[*English*]

Senator Mitchell: I would like to reiterate a comment I made in the last meeting we had, but that was a different configuration of committees. I would like to begin by seconding Senator Verner's comments with respect to external membership on the committee.

I will preface all of that by saying the work done by the subcommittee is outstanding and very thoughtful. The process, as established, and the consideration that you have given are laudatory. However, I feel that we are missing something ultimately very important, which would be afforded by external representation on this board. It is a question of credibility. A lot of the reason we're doing what we're doing is to re-establish and strengthen our credibility. I think there is a risk that we look self-serving if we manage this process entirely ourselves.

Perception isn't everything, nor should we just be driven by perception. However, I also think there are pragmatic, practical implications of this. That is, we are an organization under tremendous pressure, and forces are pushing us. At eleven o'clock on June 15 or December 15, we know it is very easy to begin to lose perspective. Many of us in this room have been through the difficulties we have had, and others won't in the future. I think it's very important to keep perspective, an outward-looking consideration of what the public view is, and sometimes it's difficult to sustain that.

We could get external advisers, I would say at least two, on this board of five. They would offer us a perspective that we might not have over time, as I say, given the context within which we work.

There are two arguments I have seen that have been expressed against that. One is cost. There is going to be a cost to the arrangement that's been proposed, and that cost won't differ if we have two external people.

The second one is the question of autonomy. We receive advice from many individuals, commissioners and so on, but ultimately we are responsible. This committee can only

années est probablement lié à l'absence de cette importante pièce que représente la vérification interne. Il y avait une personne qui se disait vérificatrice interne. Je ne veux pas lancer de pierre, mais, manifestement, son rôle était méconnu d'elle-même et de ses supérieurs. Son statut était fragile, elle était complètement subordonnée au greffier. Ses instructions venaient particulièrement du greffier, et son travail consistait à faire la chasse aux sorcières en essayant de trouver quelque chose dans le détail de certaines dépenses. Pendant qu'elle courait après la souris, elle ne voyait pas l'éléphant. C'est donc justement pour éviter ce type de situation que je pense qu'on doit mettre sur pied ce sous-comité de vérification et l'assortir d'une description de tâches, comme la sénatrice Moncion l'a merveilleusement bien décrit.

[*Traduction*]

Le sénateur Mitchell : Je répète ce que j'ai dit à la dernière réunion, mais les membres du comité n'étaient pas les mêmes. Tout d'abord, j'abonde dans le même sens que la sénatrice Verner au sujet des membres provenant de l'extérieur.

Dans un premier temps, je tiens à dire que le travail réalisé par le sous-comité est remarquable et très réfléchi. Le processus qui a été établi et l'attention qu'on y a portée sont très louables. Cependant, j'estime qu'on passe à côté d'un élément important, c'est-à-dire la représentation externe à ce comité. C'est une question de crédibilité. Ce que nous faisons en ce moment, nous le faisons en grande partie pour rétablir et renforcer notre crédibilité. Si nous gérons nous-mêmes tout le processus, nous risquerons d'avoir l'air de servir nos propres intérêts.

Il n'y a pas que la perception des gens qui compte et je ne suis pas en train de dire qu'elle devrait dicter nos efforts. Toutefois, j'estime qu'il y a des répercussions concrètes et pratiques. Nous sommes une organisation qui subit d'énormes pressions. À 11 heures, le 15 juin ou le 15 décembre, nous savons qu'il est facile de perdre de vue l'essentiel. Bon nombre d'entre nous ont personnellement vécu les difficultés que nous avons connues, et nous ne voudrions pas que cela se reproduise à l'avenir. Je pense qu'il est très important de tenir compte de la perception du public, même si cela peut parfois être difficile à faire.

Nous pourrions faire appel à des conseillers de l'extérieur. Il devrait au moins avoir deux membres externes sur cinq. Ils pourraient nous offrir une perspective différente, comme je l'ai déjà dit, dans le contexte de nos travaux.

Il y a deux arguments qui ont été invoqués contre cette proposition. Le premier est le coût. Il y aura un coût associé à l'entente proposée, et ce coût ne sera pas différent si nous avons deux personnes de l'extérieur.

Le deuxième argument concerne l'autonomie. Nous recevons des conseils de beaucoup de gens, notamment des commissaires, mais au bout du compte, c'est nous qui sommes responsables. Le

essentially make recommendations ourselves, and we can be overruled or otherwise by the Senate itself.

The audit oversight body we are discussing, if it had two external representatives on it, they wouldn't be telling us what to do. They would give us recommendations. They would not erode our autonomy any more than the Ethics Officer erodes our autonomy.

I think there is an advantage to that. I have reiterated it, and I'll leave it at that.

Senator Wells: I would caution to get caught up in that type of detail. There will be external advisers to the committee. The committee will hire an internal auditor who will conduct the internal audit function, make his recommendations and give his evidence to the committee, and that will be public. The Senate already has an external auditor who will be an adviser to this committee. He will receive his mandate from this committee, and that will be delivered to the Senate.

The structure may not be exactly what you have proposed, but the elements of the structure are there. It won't be just an internal auditor and the function that person carries out, or the external auditor. There will be an opportunity for many people to contribute to this, and most of them will not be senators. At the end of the day, whether there are internals and externals on this committee, it has to go to the Senate, which means all senators.

Senator Plett: Senator Wells picked up on one of the comments I was going to make. I want to add my voice to what Senator Batters said.

First of all, we had an external auditor who cost $27 million to collect $300,000. That is not tremendously efficient in getting somebody from the outside.

However, my comment is not that. My comment is that if we know the cost is $27 million, I'm a little concerned about us printing documents that say it's almost 20 per cent less than that. I'm not sure when we realized it was 20 per cent more than what this document is showing, but I don't think we should be sending out documents that are out by almost 20 per cent and say we're doing a good job. Let's make sure we have our numbers right.

The Chair: Senator, perhaps I could address that. Apparently the figure of $23.4 million is the figure that is still on the website.

Senator Plett: Then that, chair, should also be removed.

The Chair: I'll work on that, Senator Plett. Thank you.

comité peut essentiellement formuler les recommandations qu'il souhaite et celles-ci peuvent être rejetées par le Sénat.

Si deux représentants externes siégeaient au comité de la vérification et de la surveillance, ils ne nous diraient pas quoi faire. Ils nous feraient des recommandations. Ils ne mineraient pas plus notre autonomie que le commissaire à l'éthique, par exemple.

Je le répète, je considère que c'est un avantage d'avoir des gens de l'extérieur à ce comité. Je vais m'arrêter ici pour l'instant.

Le sénateur Wells : Je pense qu'il ne faut pas s'empêtrer dans ce genre de détails. Il y aura des conseillers externes au sein du comité. Le comité va embaucher un vérificateur interne qui assumera la fonction de vérification interne, formulera ses recommandations puis donnera ses conseils au comité, et le tout sera rendu public. Le Sénat a déjà un vérificateur externe qui conseillera le comité. Il recevra un mandat de ce comité, qui sera ensuite remis au Sénat.

La structure n'est peut-être pas exactement celle que vous avez proposée, mais tous les éléments sont là. Il ne s'agira pas seulement d'un vérificateur interne ou d'un vérificateur externe. Il y aura beaucoup de gens qui y contribueront, et la plupart ne seront pas des sénateurs. Au bout du compte, qu'il y ait des membres internes et externes qui siègent à ce comité, le rapport devra passer par le Sénat, qui est composé uniquement de sénateurs.

Le sénateur Plett : Le sénateur Wells a abordé l'une des questions que j'allais soulever. J'aimerais joindre ma voix à celle de la sénatrice Batters.

Tout d'abord, l'audit du vérificateur externe nous a coûté 27 millions de dollars pour nous permettre de récupérer 300 000 $. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut qualifier de rentable.

Toutefois, ce n'est pas ce que j'avais à dire là-dessus. Étant donné que nous savons que le coût s'élève à 27 millions de dollars, je suis un peu troublé que nous publiions des documents qui font état d'un montant inférieur. Je ne sais pas exactement à quel moment nous nous sommes rendu compte que le coût réel était 20 p. 100 plus élevé, mais je crois que nous ne devrions pas publier des documents qui sont inexacts et dire que nous faisons du bon travail. Nous devons nous assurer d'avoir les bons chiffres.

Le président : Sénateur, si je puis me permettre, il semble que le chiffre de 23,4 millions de dollars est toujours celui qui figure sur le site web.

Le sénateur Plett : À ce moment-là, monsieur le président, il faudrait le corriger également.

Le président : Je vais m'en occuper, sénateur. Merci.

Senator McCoy: My comment is exactly the same as Senator Plett's and Senator Batters', who brought it to our attention. If Senator Batters says that it can be verified that $27-some-million is the correct number, then we should use that. To start our audit oversight committee with inaccurate financial information I think would be a bad omen.

La sénatrice McCoy : Ma préoccupation va exactement dans le même sens que celle exprimée par le sénateur Plett et la sénatrice Batters, qui l'a d'abord portée à notre attention. Si la sénatrice Batters dit qu'elle a pu valider l'exactitude de ce montant, à ce moment-là, nous devrions utiliser ce chiffre. Selon moi, créer un comité de la vérification et de la surveillance en nous fondant sur des données financières inexactes est un très mauvais présage.

The Chair: Are there any other questions? Motion?

Le président : Y a-t-il d'autres questions? Une motion?

Senator Wells: I move that the fifth report of the Senate Estimates Subcommittee be adopted and that the chair be authorized to report its contents to the Senate for the purpose of adopting Recommendations 1, 2 and 4, which are outside the current mandate of Internal Economy, CIBA.

Le sénateur Wells : Je propose que le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat soit adopté et que le président soit autorisé à en faire rapport au Sénat dans le but d'adopter les recommandations 1, 2 et 4, qui dépassent le cadre du mandat actuel du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration.

The Chair: Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Le président : Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: All those against? The "yeas" have it.

Le président : Tous ceux qui sont contre? La motion est adoptée.

Again, thank you very much for your hard work, Senator Wells. It's much appreciated.

Encore une fois, je tiens à vous remercier, sénateur Wells, pour votre travail acharné. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Senator Mitchell: Given this is the first vote that we have had with the new structure, I would like to say that I'm ex officio. I don't have an exercise on the vote. That's why I didn't vote.

Le sénateur Mitchell : Étant donné qu'il s'agit du premier vote depuis que la nouvelle structure a été mise en place, je dois préciser que je suis membre d'office. Je n'ai donc pas le droit de vote, et c'est la raison pour laquelle je n'ai pas voté.

The Chair: But your contribution is more than noted, Senator Mitchell.

Le président : Mais votre contribution ne passe pas inaperçue, sénateur Mitchell.

Senator Mitchell: Just for the record.

Le sénateur Mitchell : Je voulais simplement que ce soit inscrit au compte rendu.

The Chair: Item 4 on our agenda is membership of the Subcommittee on the Senate Estimates. We have to reconstitute this committee because the time constraints are coming up for our budget.

Le président : Le quatrième point à l'ordre du jour concerne les membres du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat. Nous devons reconstituer ce comité pour des raisons budgétaires.

Senator Munson: I move that the following senators be named as members of the Subcommittee on Senate Estimates: the Honourable Senator Jaffer, the Honourable Senator Moncion, the Honourable Senator Saint-Germain, the Honourable Senator Tannas and the Honourable Senator Tkachuk.

Le sénateur Munson : Je propose que le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat soit composé des membres suivants : l'honorable sénatrice Jaffer, l'honorable sénatrice Moncion, l'honorable sénatrice Saint-Germain, l'honorable sénateur Tannas et l'honorable sénateur Tkachuk.

The Chair: Any questions? All those in favour of this motion?

Le président : Y a-t-il des questions? Tous ceux qui sont pour la motion?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Nays? The motion passes.

Le président : Tous ceux qui s'y opposent? La motion est adoptée.

Next is the fifth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Honourable senators, pursuant to the order of this committee, the Subcommittee on Agenda and Procedure is authorized to make decisions when the committee is not able to meet. It has an obligation to report at the first available time. It's my honour to table the fifth report of the subcommittee, which deals with decisions taken by the subcommittee on October 24, 2017 and October 31, 2017. This report is placed before you for your information.

Are there any questions? Thank you.

Next is Item No. 6. Honourable senators, with the adoption of the Senator's Office Management Policy on April 13, 2017, the Subcommittee on Agenda and Procedure was authorized by the committee to clarify and determine any ambiguous, uncertain or challenged interpretation of any part of the policy, as necessary, and to report its decisions.

It is my honour to table the sixth report of the subcommittee, which deals with the changes to the policy. This report is placed before you for your information.

Are there any questions? Thank you.

We will now be moving in camera. Before we do, I would like to acknowledge Senator Munson, from Ontario, deputy chair. Thank you for being here. We missed you on the first round. We will now go in camera.

(The committee continued in camera.)

Le prochain point est le cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Honorables sénateurs, conformément à l'ordre de renvoi adopté par le comité, le Sous-comité du programme et de la procédure est autorisé à prendre des décisions lorsque le comité n'est pas en mesure de se réunir. Il a l'obligation d'en faire rapport à la première occasion. J'ai donc l'honneur de déposer le cinquième rapport du sous-comité, qui porte sur les décisions qu'il a prises lors des réunions des 24 et 31 octobre 2017. Ce rapport vous a été fourni à titre d'information.

Y a-t-il des questions? Merci.

Passons maintenant au sixième point. Honorables sénateurs, avec l'adoption de la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs le 13 avril 2017, votre sous-comité a été autorisé, au besoin, à clarifier et trancher toute interprétation ambiguë, incertaine ou contestée de toute partie de la politique, si nécessaire, et à faire rapport de ses décisions.

J'ai l'honneur de présenter le sixième rapport du sous-comité, qui traite des changements apportés à la politique. Ce rapport vous a été fourni à titre indicatif.

Y a-t-il des questions? Merci.

Nous allons maintenant poursuivre nos travaux à huis clos, mais avant, j'aimerais saluer le vice-président du comité, le sénateur Munson, de l'Ontario. Je vous remercie de votre présence. Vous nous avez manqué au premier tour. Nous allons maintenant poursuivre à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, November 30, 2017

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met this day at 8:30 a.m, pursuant to rule 12-7(1), for the consideration of financial and administrative matters.

Senator Larry W. Campbell (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good morning and welcome to the Thursday meeting of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. My name is Larry Campbell and I'm a senator representing British Columbia.

I'd like to start with Item No. 1 on our agenda, adoption of the minutes. Has everybody had a chance to read them? Do you have any questions? Could I have a motion?

Senator Plett: I'll move adoption.

The Chair: Thank you. Second? All in favour?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Passed unanimously.

I have a housekeeping note. I'd like to advise all senators that to please ensure that you keep your earpieces away from the microphones on the table. Apparently the contact between the two is causing feedback for those listening to our deliberations and especially for our interpreters. Thank you for that.

Item 2, the Independent Senators Group funding 2017-18.

Senator Yuen Pau Woo and Senator Raymonde Saint-Germain, thank you for coming.

Hon. Yuen Pau Woo, Facilitator, Independent Senators Group, Senate of Canada: Good morning, chair. Good morning, colleagues. Thank you for inserting our item into your agenda on short notice. I hope you have had a chance to see the letter that we sent to this committee under the previous leadership dated October 27. It has to do with a request on the part of the ISG to receive a top-up to our budget for the current fiscal year on the basis that the rules for allocation of funds for caucuses or groups above the size of 20 was increased, a decision made by CIBA on June 21.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 30 novembre 2017

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 8 h 30, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives.

Le sénateur Larry W. Campbell (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bonjour et bienvenue, en ce jeudi, à la séance du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration. Je suis le sénateur Larry Campbell, et je représente la Colombie-Britannique.

Je vais commencer par le premier point à l'ordre du jour, soit l'adoption du procès-verbal. Avez-vous tous eu l'occasion de le lire? Y a-t-il des questions? Quelqu'un peut-il proposer la motion?

Le sénateur Plett : J'en propose l'adoption.

Le président : Merci. Vous l'appuyez? Tous ceux qui sont pour?

Des voix : D'accord.

Le président : Adopté à l'unanimité.

J'ai une observation d'ordre administratif à faire. Je demanderais à tous les sénateurs de veiller à ce que leurs écouteurs soient loin des microphones sur la table. Apparemment, le contact entre les deux provoque un effet de boucle pour ceux qui écoutent nos délibérations et, surtout, pour nos interprètes. Je vous en remercie.

Deuxième point à l'ordre du jour : le financement du Groupe des sénateurs indépendants pour 2017-2018.

Sénateur Yuen Pau Woo et sénatrice Raymonde Saint-Germain, merci d'être des nôtres.

L'honorable Yuen Pau Woo, facilitateur, Groupe des sénateurs indépendants, Sénat du Canada : Bonjour, monsieur le président. Bonjour, chers collègues. Merci d'avoir ajouté notre point à votre ordre du jour, malgré un court préavis. J'espère que vous avez eu l'occasion de lire la lettre, datée du 27 octobre, que nous avons envoyée au comité sous l'ancien leadership. Il s'agit d'une demande faite par le Groupe des sénateurs indépendants en vue de recevoir un supplément à son budget de l'exercice en cours au motif que, selon les règles sur l'attribution de fonds, le budget octroyé aux caucus ou aux groupes ayant plus de 20 membres a été révisé à la hausse, en vertu d'une décision prise le 21 juin par CIBA.

I will not go through the calculations. I'm happy to do so if you wish. Based on the new amount agreed on by this committee, for groups larger than 20 our budget at ISG should be increased by a proportionate amount for the balance of the year 2017-18. That figure, on page 2 of our letter, is $262,066. That's the prorated amount, I should say.

Let me stress that there is, of course, a principle related to why we are asking for this amount. It's simply that that is the amount decided on for groups of that size. We clearly meet the definition since we are a caucus group of 39 and the threshold set by this committee was 20. We're well above 20, obviously.

I want to further stress that it's not simply a question of principle asking for money because it's there. We need the money. We are looking to increase our resources at the secretariat to service an ever-larger group of independent senators. We have already begun a process of hiring additional individuals, and we are on the cusp of advertising for a few more positions if we are able to get the extra funds. Thank you, chair.

The Chair: Thank you.

Questions. Senator Batters?

Senator Batters: First of all, I note that the previous request that was made from the Independent Senators Group came to this committee less than a year ago, and that was for $722,000. That request listed several staff position salaries. The amount requested in that case was just for salaries, nothing else — office expenses and that sort of thing — and I actually remember specifically asking about it at that meeting. I was emphatically told no, nothing other than those salaries would be needed; individual senators' budgets would cover those types of things.

Now an amount is being requested without a specified justification, simply on the basis that ISG has the biggest group. Unlike the previous request, this particular amount doesn't say this is for X staff positions at X dollar amount salary ranges. It just says you want more money because this is the allotted amount that you are entitled to because you are a bigger group, and so you would like that.

What are the additional staff positions you're requiring here to be filled, and why aren't those particular expenses capable of being covered by individual senators' budgets? That's one of my questions.

Je ne passerai pas en revue les calculs. Je serai heureux de le faire si vous le souhaitez. D'après le nouveau montant convenu par le comité pour les groupes ayant plus de 20 membres, le budget du Groupe des sénateurs indépendants devrait être augmenté d'un montant proportionnel pour le reste de l'exercice 2017-2018. Ce chiffre, indiqué à la page 2 de notre lettre, s'établit à 262 066 $. C'est, je le précise, le montant calculé au pro rata.

Permettez-moi de souligner qu'il y a, bien entendu, un principe qui explique pourquoi nous demandons un tel montant. Il s'agit, tout simplement, du montant convenu pour les groupes de cette taille. Nous satisfaisons clairement à la définition puisque nous sommes un groupe de 39 sénateurs, et le seuil fixé par le comité est de 20. Nous sommes bien plus que 20, manifestement.

Je voudrais insister davantage sur un point : nous ne demandons pas de l'argent du simple fait que les fonds sont disponibles. Nous avons besoin de cet argent. Nous cherchons à accroître nos ressources au sein du secrétariat afin de répondre aux besoins d'un groupe toujours grandissant de sénateurs indépendants. Nous avons déjà entamé un processus d'embauche de personnel supplémentaire, et nous sommes sur le point d'annoncer d'autres postes si nous parvenons à obtenir les fonds supplémentaires. Merci, monsieur le président.

Le président : Merci.

Nous passons auxq uestions. Sénatrice Batters?

La sénatrice Batters : Tout d'abord, je signale que la demande précédente faite par le Groupe des sénateurs indépendants a été envoyée à notre comité il y a moins d'un an, et c'était pour un montant de 722 000 $. Cette demande précisait les salaires de plusieurs postes au sein du personnel. Le montant demandé alors concernait uniquement les salaires, rien d'autre — comme les dépenses de bureau et tout le reste —, et je me souviens très bien d'avoir posé des questions à ce sujet lors de la réunion. On m'a alors répondu avec insistance qu'on n'aurait besoin de rien d'autre que ces salaires; les budgets individuels des sénateurs couvriraient ces types de dépenses.

Et voilà que maintenant, on demande un montant sans aucune justification, simplement parce que le Groupe des sénateurs indépendants a le plus grand nombre de membres. Contrairement à la demande précédente, on ne précise pas cette fois-ci qu'il faut X nombre de postes pour X dollars, selon telle ou telle échelle salariale. On se contente de dire que vous voulez plus d'argent parce que c'est le montant alloué auquel vous avez droit, du fait que votre groupe s'est agrandi, et c'est ce que vous souhaitez.

Quels sont les postes supplémentaires que vous devez pourvoir, et pourquoi ces dépenses précises ne peuvent-elles pas être payées à même les budgets individuels des sénateurs? Voilà une des questions que j'ai à vous poser.

Senator Woo: Thank you, senator, for your question.

On the first point concerning the allocation of funds in the previous allocation, I was not privy to that process, but the fact is that allocation of funds for staffing other than salaries, such as contract staff, is permitted and widely employed in the other groups. Perhaps we were not aware of that facility when we made the request, but it certainly is widely used by the other groups and we feel we should be entitled to it as well.

In fact, we do have needs for some human resource functions within our secretariat that are better suited through a contractual approach rather than long-term employment. It is just a practical, financial management matter.

Essentially we're saying that all of the ways in which the other groups and caucuses in the Senate are allowed to spend their money should be the same for us as well. It's a principle of equality, and we hope that you can accept that to be a valid argument.

Your other question on what exactly we want to use the money for, I tried to answer previously. In fact, we have a number of positions in mind: a director of communications, for example. We need more translation capacity within our secretariat. We will need more research capacity. We've said in the ISG that our top priority is legislation, and we want to strengthen the capability of our secretariat to provide collective assistance to independent senators who are doing their own research currently but who could use additional help to save time and to make better use of resources.

We very much have a plan for the additional $262,000 and would put that plan into effect as soon as we get the monies.

Senator Batters: I note that previously the request came to the Subcommittee on the Senate Estimates, and they evaluated the specific details of the actual request and made a recommendation to this particular committee. On this occasion, it's coming directly to this committee with just a page-and-a-half letter without any detail to it.

I'm struggling a bit. I still don't understand why the Independent Senators Group, titled like that, needs so many coordinating staff positions. What are their particular roles? When you speak about research, one of the matters you may be thinking about is that you need researchers to help with the major marijuana bill that is before us. But you are independent

Le sénateur Woo : Merci, sénatrice, de votre question.

En ce qui concerne le premier point, soit l'attribution de fonds dans le budget précédent, je n'ai pas pris part au processus, mais le fait est que l'attribution de fonds pour des dépenses de dotation autres que les salaires, comme celles liées aux employés contractuels, est une pratique autorisée et largement utilisée dans les autres groupes. Nous n'étions peut-être pas au courant de cette possibilité lorsque nous avons présenté la demande, mais c'est à coup sûr une pratique couramment utilisée par les autres groupes, et nous estimons que nous devrions y avoir droit, nous aussi.

En fait, nous avons besoin de certaines fonctions de ressources humaines au sein de notre secrétariat, fonctions qui seraient mieux remplies par une approche contractuelle plutôt que l'emploi à long terme. C'est tout simplement une question pratique de gestion financière.

Ce que nous disons au fond, c'est que tous les moyens par lesquels les autres groupes et caucus du Sénat sont autorisés à dépenser leur argent devraient s'appliquer de la même manière à nous aussi. C'est un principe d'égalité, et nous espérons que vous pourrez accepter cela comme un argument valable.

Pour ce qui est de votre autre question, celle de savoir à quelles fins précises nous voulons utiliser cet argent, j'ai déjà essayé d'y répondre. À vrai dire, nous avons plusieurs postes en tête : un directeur des communications, par exemple. Nous avons aussi besoin d'une plus grande capacité de traduction au sein de notre secrétariat. Il nous faudra également une capacité accrue en matière de recherche. Nous avons dit, en tant que membres du Groupe des sénateurs indépendants, que notre priorité absolue est la législation, et nous voulons renforcer les capacités du secrétariat pour lui permettre d'offrir une aide collective aux sénateurs qui effectuent eux-mêmes leurs recherches en ce moment, mais qui pourraient bénéficier d'une aide supplémentaire pour gagner du temps et optimiser l'utilisation des ressources.

Nous avons certes un plan pour le montant supplémentaire de 262 000 $ et nous le mettrons en œuvre dès que nous aurons reçu les fonds.

La sénatrice Batters : Je remarque que, la dernière fois, la demande a été présentée au Sous-comité du budget des dépenses, qui en a évalué les détails précis pour ensuite faire une recommandation à notre comité. Or, cette fois-ci, la demande est envoyée directement à notre comité sous forme d'une simple lettre d'une page et demie, sans aucun détail.

J'ai un peu de mal à m'y retrouver. Je ne comprends toujours pas pourquoi le Groupe des sénateurs indépendants, contrairement à ce que son nom indique, aurait besoin de tant de postes de coordination. Quels sont les rôles précis? Parlant de recherche, un des dossiers auxquels vous songez sans doute, c'est le projet de loi sur la marijuana dont nous sommes saisis et

senators, so how would you have joint policy researchers on that sort of thing? This is a government bill and is being sponsored by one of your senators, but you do have, of course, all the resources of the government Senate leader's office to assist that sponsor of the bill. Each individual senator has their own staff and a considerable office budget. They can employ two or three different people to assist them at certain points and can also use contract services should that be required. So why the need for so many coordinating staff roles with a group that titles itself "Independent Senators Group"?

pour lequel vous avez besoin de recherchistes. Cependant, vous êtes des sénateurs indépendants, alors comment feriez-vous pour avoir une équipe commune de recherchistes en matière de politiques pour ce genre de question? Il s'agit d'un projet de loi du gouvernement, qui est parrainé par l'un de vos sénateurs, mais vous avez, bien entendu, accès à toutes les ressources du bureau du leader du gouvernement au Sénat pour épauler le parrain du projet de loi. Chaque sénateur a son propre personnel et un budget considérable. Les sénateurs peuvent embaucher deux ou trois personnes chargées de les aider à certains moments et ils peuvent également recourir à des services contractuels, au besoin. Alors, pourquoi avez-vous besoin de tant de fonctions de coordination dans un groupe qui se nomme le « Groupe des sénateurs indépendants »?

Senator Woo: Thank you, senator, for your question.

Senator Saint-Germain will supplement after I give an initial answer, but I do strongly disagree with you, first of all, on our ability to access resources from the government. We do not represent the government, and we don't have any more access than you or any other senator in the chamber would have to those resources.

Le sénateur Woo : Merci, sénatrice, de votre question.

La sénatrice Saint-Germain complétera ma réponse, mais je suis en profond désaccord avec vous, premièrement, en ce qui a trait à notre capacité d'accéder aux ressources du gouvernement. Nous ne représentons pas le gouvernement, et nous n'y avons pas plus accès que vous ou tout autre sénateur.

Second, there is an economy to using centralized resources for research, not to come up with a common position — and let me stress that independent senators do not take a common position on bills. However, to do the background research to find the facts, to get the arguments, to get the history, to look at international comparisons and other material would be helpful in the senators coming to their own decision.

Deuxièmement, l'utilisation de ressources centralisées pour la recherche permet de réaliser des économies, sans avoir à présenter une position commune — d'ailleurs, permettez-moi de souligner que les sénateurs indépendants n'adoptent pas une position commune à l'égard des projets de loi. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'effectuer la recherche de base pour établir les faits, trouver les arguments, se renseigner sur l'histoire, analyser des comparaisons internationales et d'autres documents, cela aiderait les sénateurs à prendre leurs propres décisions.

I do not know, but I suspect this is a practice used in other groups and caucuses as well. I also suspect that you have your own unique ways of divvying up the work within your groups. So do we.

Je ne sais pas, mais j'ai l'impression qu'il s'agit d'une pratique utilisée dans d'autres groupes et caucus. Je suppose aussi que vous avez vos propres façons de répartir le travail au sein de vos groupes. Il en va de même pour nous.

I would defend our way as one that is unique to our purposes and which requires the sorts of resources we're asking for, and even more. While we are requesting this amount of $262,000 on the basis of the decision made by the committee that 20 or more senators should have this amount — this is already agreed by the committee — we in fact already have a group of 39, well in excess of the 20 threshold, but that will have to be a matter for a separate discussion.

Je défends notre façon de faire, qui est propre à nos objectifs et qui nécessite les types de ressources que nous sollicitons, et bien plus encore. Même si nous demandons les 262 000 $ en nous appuyant sur la décision prise par le comité, selon laquelle un groupe de 20 sénateurs ou plus devrait recevoir une telle somme — et le comité en a déjà convenu —, il ne faut pas oublier que nous sommes déjà un groupe de 39 sénateurs, ce qui est bien au-dessus du seuil de 20, mais c'est là un autre sujet de discussion.

The Chair: Senator Batters, could I put you on for another round? We have a lot of senators here.

Le président : Sénatrice Batters, puis-je vous demander de poursuivre au prochain tour? Nous avons beaucoup de sénateurs ici.

Senator Batters: Yes. I have a few more questions.

La sénatrice Batters : Oui. J'ai d'autres questions à poser.

[*Translation*]

Senator Forest: First, I find it hard to understand that in an institution where the rules would normally be fair, there was an amendment to our rules on June 21 that gives groups of senators amount X, if they meet certain conditions, and it is necessary to come back to this issue because the adjustment was not proportional and automatic. I'm having trouble explaining that.

Second, in September, there was a reorganization within the Independent Senators Group where changes were made to the way they operate. That is why we are making such a request today. If we are in an institution that has fair and universal rules for the whole — unless there are rules for certain groups and rules for other groups, which seems totally incoherent to me — I think that this request is justified and should have been automatically authorized, as on June 21, the committee amended sections 5 and 6 of the *Senate Administrative Rules* to allocate funds to other groups. Section 6 provides $1.5 million for caucuses with more than 20 members. To the best of my knowledge, on June 21, 2017, more than 20 members were in the Independent Senators Group, if we do the count.

[*English*]

The Chair: Thank you, senator. For your information, we rarely solely authorize issues automatically. They almost always come here before us so we can have this fulsome debate. But thank you very much.

[*Translation*]

Senator Carignan: I somewhat agree with Senator Forest's comments, that when it is part of the rules, it is applied automatically.

I would like to emphasize one point. My concern is that I have never seen so many staff for as long as I have been here. It is incredible. We are constantly seeing new faces. I think part of it is because the Leader of the Government has a team that is added to the team of the Independent Senators Group. Previously, we were together. This creates another group of support staff.

Are there any discussions between you and the Leader of the Government? You do not have to tell me your secrets, but have there been any discussions with the Leader of the Government — since there are three or four of them coordinating the group — so that part of his budget is granted to the Independent Senators Group? At least we are giving the image that we are concerned about ensuring respectful management of public funds and that it is not an "open bar."

[*Français*]

Le sénateur Forest : Premièrement, j'arrive difficilement à comprendre que dans le cadre d'une institution où les règles devraient normalement être équitables, il y a eu une modification au Règlement le 21 juin, qui accorde à des groupes de sénateurs un montant X, s'ils répondent à certaines conditions, et qu'il faut revenir sur cette question parce que l'ajustement n'a pas été fait de façon proportionnelle et automatique. J'arrive difficilement à expliquer cela.

Deuxièmement, en septembre, il y a eu une réorganisation au sein du Groupe des sénateurs indépendants où des modifications ont été apportées au mode de fonctionnement. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle on fait une telle demande aujourd'hui. Si on est dans une institution qui comporte des règles équitables et universelles pour l'ensemble — à moins qu'il y ait des règles pour certains groupes et des règles pour d'autres groupes, ce qui m'apparaît totalement incohérent —, je crois que cette demande est justifiée et devrait avoir été automatiquement autorisée, étant donné que le 21 juin le comité a modifié les sections 5 et 6 du *Règlement administratif du Sénat* afin d'attribuer des fonds à d'autres groupes. La section 6 prévoit 1,5 million de dollars pour les caucus qui comportent plus de 20 membres. À ma connaissance, le 21 juin 2017, plus de 20 membres siégeaient au Groupe des sénateurs indépendants, si on fait le dénombrement.

[*Traduction*]

Le président : Merci, sénateur. Sachez qu'il est rare que nous autorisions des demandes automatiquement. Elles sont presque toujours envoyées ici pour que nous puissions en débattre en profondeur. Je vous remercie tout de même de votre observation.

[*Français*]

Le sénateur Carignan : Je suis un peu d'accord avec les propos du sénateur Forest, à savoir que lorsque cela fait partie du Règlement, on l'applique automatiquement.

J'aimerais souligner un point. Ce qui me préoccupe, c'est que, depuis que je suis ici, je n'ai jamais vu autant de personnel. C'est incroyable. On voit constamment de nouveaux visages. Je crois que c'est en partie parce que le leader du gouvernement a une équipe qui s'ajoute à l'équipe du Groupe des sénateurs indépendants. Auparavant, on était ensemble. Cela crée un autre groupe de personnel de soutien.

Y a-t-il des discussions entre vous et le leader du gouvernement? Vous n'êtes pas obligé de me révéler vos secrets, mais y a-t-il eu des échanges avec le leader du gouvernement — étant donné qu'ils sont trois ou quatre à coordonner le groupe — pour qu'une partie de son budget soit accordé au Groupe des sénateurs indépendants? Au moins, on donne l'image qu'on se préoccupe d'assurer une gestion respectueuse des fonds publics et que ce n'est pas un « bar ouvert ».

I understand the needs. I am quite comfortable with the request, but perhaps there is a discrepancy in the means and an overlap because of the Leader of the Government.

I would also like to point out something important. Several independent senators have less seniority — many have just arrived — but the Library of Parliament has extraordinary resources that are paid for out of public funds. The researchers do an excellent job. We can give them a lot of work, which helps to optimize resources. I encourage you not to hesitate to go to the Library of Parliament. Its staff does an amazing job.

[*English*]

Senator Woo: Thank you, Senator Carignan, for your question.

Let me clarify and be very clear about this. The Government Representative team in the Senate is separate, distinct and unconnected to the Independent Senators Group. As a result, there is no coordination; there is no pooling of resources; there is no exchange in terms of secretariat functions in any way, shape or form that I am aware of. I'm certainly a facilitator now. I can say that for a fact. I am not aware there has been any linkage or connection of the sort that you suggest. Therefore, the suggestion you put forward to share would be a reasonable suggestion if there were this kind of connection, but there is none.

I thank you for your suggestion on the use of the Library of Parliament. In fact, we've just appointed someone from our group to be on the Joint Committee of the Library of Parliament, so we will be learning more about that. I know I use the Library of Parliament and my colleagues do as well. We for sure will, as much as we can, use their resources so that we manage our entire portfolio of resources of public money in the best way, which combines independent senators' offices budgets, the budgets provided to Parliament as a whole and shared by all of us. But very importantly — this is crucial — independent senators also need a centralized budget for the secretariat to provide functions and services that service all of us collectively.

[*Translation*]

Senator Verner: Thank you, senator, for saying that we are not specifically connected to government representatives. I joined the Independent Senators Group quite recently, and I never understood that I was connected to the government team. As a new member of the internal economy committee, I understand from the letter you sent to members that — and in this regard, I echo the comments of my colleague Senator Forest — when there is a recognized group — and the

Je comprends les besoins. Je suis assez à l'aise avec la demande, mais peut-être qu'il y a une disproportion des moyens et un dédoublement qui se fait à cause du leader du gouvernement.

J'aimerais aussi souligner quelque chose d'important. Nombre de sénateurs indépendants ont moins d'ancienneté — plusieurs viennent tout juste d'arriver —, mais la Bibliothèque du Parlement a des ressources extraordinaires qui sont payées à même les fonds publics. Les recherchistes accomplissent un excellent travail. On peut leur confier beaucoup de travail, ce qui permet d'optimiser les ressources. Je vous encourage à ne pas hésiter à vous adresser à la Bibliothèque du Parlement. Son personnel fait un travail extraordinaire.

[*Traduction*]

Le sénateur Woo : Merci, sénateur Carignan, de votre question.

Permettez-moi d'apporter une précision, et je tiens à être très clair. L'équipe du représentant du gouvernement au Sénat est une entité séparée, distincte et sans aucun lien avec le Groupe des sénateurs indépendants. Par voie de conséquence, il n'y a aucune coordination, aucune mise en commun des ressources, ni aucun échange des fonctions de secrétariat, sous quelque forme que ce soit, pour autant que je sache. À titre de facilitateur, je peux certes l'attester. Je ne suis au courant d'aucun lien ou échange du genre que vous venez d'insinuer. Donc, votre proposition de partage des fonds serait raisonnable s'il y avait ce genre de lien, mais ce n'est pas le cas.

Je vous remercie de votre suggestion d'utiliser la Bibliothèque du Parlement. En fait, nous venons de nommer quelqu'un de notre groupe pour siéger au Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement; ainsi, nous en apprendrons davantage à ce sujet. Pour ma part, j'utilise les ressources de la Bibliothèque du Parlement, tout comme mes collègues. C'est sûr que nous y aurons recours autant que possible afin d'optimiser la gestion du portefeuille global des ressources et des fonds publics, ce qui comprend les budgets des bureaux des sénateurs indépendants et les budgets accordés au Parlement dans son ensemble et répartis entre nous tous. Par-dessus tout — et c'est crucial —, les sénateurs indépendants ont aussi besoin d'un budget centralisé pour que le secrétariat puisse assurer des fonctions et des services qui les aident collectivement.

[*Français*]

La sénatrice Verner : Je vous remercie, sénateur, de dire que nous n'avons pas de lien spécifique avec les représentants du gouvernement. Je me suis jointe assez récemment au Groupe des sénateurs indépendants, et je n'ai jamais compris que j'avais un lien avec l'équipe du gouvernement. Comme je suis une nouvelle membre du Comité de la régie interne, je comprends, par la lettre que vous avez envoyée aux membres, que — et à ce sujet, je fais écho aux propos de mon collègue, le sénateur Forest —, lorsqu'il

rules have already been changed — there is a budget of about $1 million for each group. I understand that this is also the case for other groups affiliated with a political party.

Is it correct? It is correct. Do other groups affiliated with a political party have to submit an annual list of positions or duties of their employees? Is there any kind of annual report to Internal Economy to tell us what the various groups attached to the political parties do with the budgets they are given? Could someone give me an answer on this?

[*English*]

Senator Woo: Thank you, Senator Verner. This committee should know the answer better than I do, but let me say two things.

First of all, the caucuses in the Senate — certainly the opposition in the Senate receives a designated budget which is even larger than the $1 million that you referred to, because it's in a separate category that was predetermined. I invite somebody to put on the record what that number is, but it's substantially larger than the $1,060,000, despite the different sizes of the groups. We are 39, as you know, and the Conservatives are at 34.

Second, on your question with respect to the way in which budgets are approved for the existing political caucuses, it is my understanding that there is no justification provided, that it's simply a figure that's put forward and that this committee, in its wisdom, decides to approve or not approve the figure. I'm quite happy to answer questions, but I'm not aware that the other groups have had to go through this kind of questioning.

Senator Saint-Germain will jump in.

Hon. Raymonde Saint-Germain, Deputy Facilitator, Independent Senators Group, Senate of Canada: Mr. Chair, the question of the senator to be answered: What are the numbers for the two caucuses and the G3 for the current fiscal year?

The Chair: We have the overall budget figure, but we don't have it broken down into positions. The only group that has it broken down into positions that I know of — and I stand to be corrected — is the ISG. I have no idea how many staff the Leader of the Government has, nor do I have any idea how many staff the leader of the loyal opposition has.

y a un groupe reconnu — et les règles à ce chapitre ont déjà été modifiées —, il y a un budget d'environ 1 million de dollars qui est accordé à chacun des groupes. Je comprends que c'est également le cas pour les autres groupes affiliés à une formation politique.

Est-ce exact? C'est exact. Les autres groupes affiliés à une formation politique doivent-ils soumettre chaque année la liste des postes ou des fonctions de leurs employés? Y a-t-il une espèce de rapport annuel au Comité de la régie interne pour nous indiquer ce que font les différents groupes attachés aux formations politiques avec le budget qu'on leur octroie? Quelqu'un pourrait-il me répondre à ce sujet?

[*Traduction*]

Le sénateur Woo : Merci, sénatrice Verner. Le comité est mieux placé que moi pour connaître la réponse, mais permettez-moi de dire deux choses.

Premièrement, parlons des caucus au Sénat. Une chose est sûre, l'opposition au Sénat reçoit un budget distinct qui est encore plus élevé que le montant de 1 million de dollars que vous avez mentionné, parce que c'est prévu dans une catégorie à part, laquelle est prédéterminée. D'ailleurs, j'invite quiconque à préciser, aux fins du compte rendu, le montant de ce budget, mais c'est nettement supérieur au montant de 1 060 000 $, malgré la taille différente des groupes. Nous sommes 39, comme vous le savez, et les conservateurs, 34.

Deuxièmement, pour ce qui est de votre question sur la façon dont les budgets sont approuvés par les caucus politiques actuels, je crois comprendre qu'aucune justification n'est fournie; on ne fait que proposer un montant et le comité, dans sa sagesse, décide de l'approuver ou non. Je répondrai volontiers aux questions, mais je ne crois pas que les autres groupes aient eu à subir ce genre d'interrogatoire.

Je cède la parole à la sénatrice Saint-Germain.

L'honorable Raymonde Saint-Germain, facilitatrice adjointe, Groupe des sénateurs indépendants, Sénat du Canada : Monsieur le président, j'aimerais poser une question pour donner suite à l'intervention du sénateur : quels sont les montants pour les deux caucus et le G3 pour l'exercice en cours?

Le président : Nous avons le montant du budget global, mais nous n'avons pas la ventilation par poste. À ma connaissance, le seul groupe dont le budget est réparti entre les divers postes — et corrigez-moi si je me trompe —, c'est le Groupe des sénateurs indépendants. Je n'ai aucune idée du nombre d'employés du leader du gouvernement ni de celui du leader de la loyale opposition.

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: Still, can you provide the respective budgets of the caucus, the G3 and the independent senators?

[*English*]

The Chair: I'd have to meet with the respective leaders of both sides to get some sort of agreement on that. I don't think I can, myself, order that up. But I will discuss it with the leaders of the other two groups and have an answer for you. I don't have it right now.

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: I think we have to get it. These are public funds, so this information must be made public.

[*English*]

The Chair: I will take this up with the other two leaders and report back to you.

[*Translation*]

Senator Verner: I would like to end with a comment, if I may. In these circumstances, for the three groups present in the chamber, apart from the government group, I would like to know why the Independent Senators Group should have to make a presentation to justify each of the positions it wishes to fill or budget items, translation and others. Why would the rules be different for the group that is officially recognized in the same way as the other two groups affiliated with political parties? The difference between the Independent Senators Group and the groups affiliated with a political party is the fact that this first group is not affiliated with a political party. This issue has already been settled by the recognition of the group in the chamber. That's the comment I wanted to make.

[*English*]

Senator Marshall: I appreciate the comments of my colleagues, but I've only just seen this this morning. I know people are looking at dollar amounts and things of that nature, but I'd like to have the opportunity to go back and look at the changes to the *Senate Administrative Rules*, because we've made a number of changes over the past couple of years. I would like to go back and refresh my memory.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Pouvez-vous tout de même fournir le budget respectif du caucus, du G3 et des sénateurs indépendants?

[*Traduction*]

Le président : Je vais devoir m'entretenir avec les leaders respectifs des deux côtés pour parvenir à une certaine entente à ce sujet. Je ne pense pas pouvoir, de mon propre chef, ordonner cela. J'en discuterai toutefois avec les leaders des deux autres groupes et je vous ferai part de la réponse. Je ne peux répondre en ce moment.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Je pense que nous devons l'obtenir. Ce sont des fonds publics, donc cette information doit être rendue publique.

[*Traduction*]

Le président : Je vais en parler aux deux autres leaders et je vous en redonnerai des nouvelles.

[*Français*]

La sénatrice Verner : J'aimerais terminer avec un commentaire, si je peux me permettre. Dans ces conditions, pour les trois groupes présents en Chambre, hormis le groupe du gouvernement, j'aimerais savoir pour quelle raison le Groupe des sénateurs indépendants devrait justifier, par une présentation, chacun des postes qu'il souhaite pourvoir ou des postes budgétaires, de traduction et autres. Pour le groupe qui est officiellement reconnu au même titre que les deux autres groupes affiliés à des formations politiques, pourquoi les règles seraient-elles différentes? La différence entre le Groupe des sénateurs indépendants et les groupes affiliés à une formation politique est le fait que ce premier groupe n'est pas affilié à une formation politique. Cette question a déjà été réglée par la reconnaissance du groupe en Chambre. C'est le commentaire que je voulais faire.

[*Traduction*]

La sénatrice Marshall : Je comprends les observations de mes collègues, mais je viens de prendre connaissance de cette demande ce matin seulement. Je sais que les gens regardent les montants en dollars et des choses de cette nature, mais j'aimerais avoir l'occasion de passer en revue les modifications apportées au *Règlement administratif du Sénat*, parce que nous avons instauré un certain nombre de changements au cours des dernières années. J'aimerais prendre du recul et me rafraîchir la mémoire.

Do we have to make a decision on this today? Could we make the decision next week? I'd like to have a couple of hours to go back.

The Chair: It's my intention to put this over to next week once we have a discussion. I agree that everybody should have the opportunity to review history and all the rest of it. So it will be next week before we make a decision.

Senator Marshall: One question, though: There was a time when an additional $7,000 was given to individual independents, but that's gone now; is it not? Could you confirm that?

The Chair: Yes, that's gone.

Senator Marshall: Thank you, Mr. Chair.

Senator Mitchell: It is interesting that the document was prepared and sent to the standing committee on October 27, so it's not as though we couldn't have had time to review it. I guess there was toing and froing between that.

I want to endorse strongly the principle of recognizing proportionality and equality. I think we have to be extremely careful about not leveraging organized caucus authority, if I can put it that way, over the independents.

I also want to underline the fact that this decision was made on June 21. It was a given set of bars, if you will. Interestingly, when the Liberals dropped below 20, they dropped from $760,000 to $460,000, and that was done automatically. It's worthy of this discussion, but in the end it would seem to me it could be done automatically. It's interesting that the automatic increase that's considered or contemplated in this request is less than the automatic decrease accorded to the Liberals. So net we're actually saving money in this regard, if that is of some consideration.

It's extremely important that we maintain consistency and that we are fastidious about treating the independents and all senators fairly. Now that this rule is here to be applied, it's odd that we simply wouldn't apply it.

Senator Plett: I want to endorse what Senator Mitchell said. Let's do proportionality. That gives your group about $21,000, Senator Mitchell. I would certainly endorse that.

Senator Mitchell: Careful about that, by the time your caucus is a little lower too.

Senator Plett: It won't go down to three quickly.

Sommes-nous obligés de prendre une décision aujourd'hui? Ne pourrions-nous pas reporter ce point à la semaine prochaine? J'aimerais avoir quelques heures pour me pencher sur la question.

Le président : J'ai l'intention de repousser cette décision à la semaine prochaine une fois que nous aurons mené à bien la discussion. Je conviens que tout le monde devrait avoir l'occasion de passer en revue l'historique des changements et tout le reste. Nous patienterons donc jusqu'à la semaine prochaine avant de prendre une décision.

La sénatrice Marshall : Avant, j'ai une question : il fut un temps où l'on accordait un montant supplémentaire de 7 000 $ aux indépendants, mais ce n'est plus le cas, n'est-ce pas? Pouvez-vous le confirmer?

Le président : En effet, ce n'est plus le cas.

La sénatrice Marshall : Merci, monsieur le président.

Le sénateur Mitchell : Il est intéressant de constater que le document a été envoyé au comité permanent le 27 octobre, alors ce n'est pas comme si on ne nous avait pas donné le temps de l'examiner. Je présume qu'il y a eu des problèmes quelque part.

J'appuie fermement le respect du principe de la proportionnalité et de l'égalité. Nous devons faire extrêmement attention de ne pas nous servir du pouvoir des caucus organisés, si je puis m'exprimer ainsi, contre les indépendants.

Je tiens aussi à souligner que cette décision a été prise le 21 juin. Le calcul s'est fait comme il fallait, si on veut. Fait intéressant à noter, quand les libéraux sont passés sous la barre des 20, leur budget est passé de 760 000 $ à 460 000 $, et cela s'est fait automatiquement. Cela vaut la peine d'en parler, mais il me semble en fin de compte que cela pourrait se faire automatiquement. Il est intéressant de noter que l'augmentation automatique envisagée dans la présente demande est inférieure à la baisse automatique du montant accordé aux libéraux. Nous économisons en fait de l'argent ici, si cela a une quelconque importance.

Nous devons à tout prix être cohérents et insister pour que les indépendants et tous les sénateurs soient traités équitablement. Nous avons maintenant une règle à appliquer, et ce serait tout simplement étrange de ne pas le faire.

Le sénateur Plett : J'abonde dans le même sens que le sénateur Mitchell. Allons-y de façon proportionnelle. Votre groupe recevrait environ 21 000 $, sénateur Mitchell. Je serais certainement d'accord avec cela.

Le sénateur Mitchell : Méfiez-vous, car il viendra un temps où votre caucus diminuera également.

Le sénateur Plett : Il faudra un temps avant qu'il descende à trois.

Senator Marshall asked the question that I was going to ask about whether we would defer this to at least next week, and you assured me that we would, so I'm happy about that.

I'm not going to speak in favour or against this at this point. I'm a little hesitant about what I should or should not say, but as Senator Saint-Germain and Senator Woo know, we had discussions about this when we had other discussions about committees. Although those were not officially in camera meetings, I think to a degree they should be treated as such. But there were discussions then about where this money would come from, and I'm a little disappointed that none of that is stipulated in this request. Very clearly, some of us agreed at that time to support the request under certain conditions, and that isn't stipulated in here. Of course, this was done October 27.

This has been copied to the Subcommittee on the Senate Estimates, so my final question, chair, is this: Would it not be the practice of this committee to have a recommendation by the Subcommittee on the Senate Estimates as to how this would be paid, and if it would be coming from other pools, that it should come from there? If that isn't the normal practice, I would like to suggest that we maybe consider that. I would like to see a thorough discussion on this by the Subcommittee on the Senate Estimates and a recommendation from them.

The Chair: I agree with you and I think at some point it will have to go there. But I would note that this document was sent out in October, and somehow in the transition period we just got it today. I don't think there's any great urgency on it, but I think the discussion needs to be held here because of that. But certainly, as a matter of course, it would go to Estimates. We're in the process of actually forming that committee. I get your point, senator.

Senator Plett: Thank you.

The Chair: Just for the record, I'm happy that you're happy. That's on the record.

[*Translation*]

Senator Moncion: I would like to provide a caution. The kind of discussion we are having this morning is very much like micromanagement. It may be because I do not know how the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration operates, but I think these issues are relatively clear. A budget of $1 million was approved, and an initial amount of $722,000 was requested. However, we must justify an additional amount, when this should be automatic. The rule exists and we should not be forced to revisit these issues or question how the money will be used.

La sénatrice Marshall a posé la question que je m'apprêtais à poser, à savoir si nous allons reporter le point au moins à la semaine prochaine, et vous m'avez assuré que ce serait le cas, alors j'en suis heureux.

Je ne vais pas me prononcer pour ou contre pour l'instant. Je ne sais trop ce que je devrais dire ou ne pas dire, mais, comme la sénatrice Saint-Germain et le sénateur Woo le savent, nous en avons discuté en parlant d'autres sujets qui concernent les comités. Même s'il ne s'agissait pas officiellement de réunions à huis clos, je pense qu'elles devraient être considérées comme telles tout simplement. Nous nous étions demandé d'où viendrait l'argent, et je suis un peu déçu qu'il n'en soit pas question dans la demande. Manifestement, certains d'entre nous avaient convenu à ce moment d'appuyer la demande à certaines conditions, mais il n'y a rien de mentionner. Naturellement, cela remonte au 27 octobre.

Le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat en a reçu une copie, alors ma dernière question, monsieur le président, est la suivante : le comité n'a-t-il pas l'habitude de demander une recommandation au sous-comité sur la source des fonds, et s'ils proviennent d'autres réserves, que cela devrait être le cas? Si ce n'est pas ce que le comité a l'habitude de faire, je suggère que nous envisagions de procéder ainsi. J'aimerais que le sous-comité en discute de façon détaillée et qu'il nous fasse une recommandation.

Le président : Je suis d'accord avec vous et je pense que, à un moment ou un autre, le sous-comité devra en être saisi. J'aimerais souligner toutefois que le document a été envoyé en octobre mais que, pour je ne sais quelle raison pendant la période de transition, nous ne l'avons reçu qu'aujourd'hui. Je ne pense pas que ce soit urgent, mais je pense que nous devons en discuter ici pour cette raison. Bien sûr, il va de soi qu'il devra être envoyé au sous-comité. Nous nous apprêtons en fait à former ce comité. Je comprends votre point de vue, sénateur.

Le sénateur Plett : Merci.

Le président : Je tiens à dire que je suis heureux que vous soyez heureux. C'est noté au compte rendu.

[*Français*]

La sénatrice Moncion : J'aimerais apporter une mise en garde. Le genre de discussion que nous tenons ce matin ressemble beaucoup à de la microgestion. C'est peut-être parce que je ne connais pas le fonctionnement du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, mais ces questions me semblent relativement claires. Des budgets de 1 million de dollars ont été approuvés et on a demandé une première somme de 722 000 $. Or, on doit justifier une somme supplémentaire, alors que cela devrait être automatique. La règle existe et on ne devrait pas être obligé de revoir ces questions ni à questionner les fins auxquelles l'argent va servir.

I think we have a lot more important issues to look at in terms of governance. I am sure it will not happen next year because the budgets will be approved in advance. I do not know if there is a lot of micromanagement, but I think it may be useless and a little troubling for the people who have to come and make presentations and ask for things like that, which should be automatic.

[*English*]

The Chair: A couple of things. First of all, as Senator Plett pointed out, this would normally have gone to a subcommittee before it came here.

With regard to the importance, I think that this goes to the nature of CIBA. I believe we should be having these discussions. I believe they should be in the open and I believe everybody should have a chance to express their opinion.

With regard to micromanaging, I don't know whether it's micro or not, but it's certainly managing. I would rather err on the side of open and being transparent than on the side of it sort of sneaks up on us. I like fulsome debate and discussion, and I'd like to see it continue.

But your point is made; we have a lot of things to discuss.

Senator Moncion: I will add to your comment that if we do the budgeting correctly, we will not have these kinds of questions coming to CIBA.

The Chair: Well, it isn't whether we're doing it correctly or incorrectly; it's that we have been reconvening committees and subcommittees. You name it, we have been reconvening it. We are in a unique position here of major change within the Senate. So I agree with you: I don't think we will be in this position next year. It will have gone through the committees that are already set up.

Senator Tkachuk: Maybe Senator Mitchell could help me on this, but as far as I know, there is Bill C-49, 46, 45, 25, 17 and 36. Could you tell me who the sponsors are of these bills? Do you know, Senator Mitchell? Would they will be all in the Independent Senators Group?

Senator Mitchell: Bill C-45 is independent; 46 is independent; 49 is me; 17 is independent; 36 is Liberal.

Senator Tkachuk: Bill C-25 is independent.

Je trouve qu'on a des questions beaucoup plus importantes à examiner dans le cadre de la régie interne. Je suis persuadée que cela n'arrivera pas l'an prochain, parce que les budgets seront approuvés à l'avance. Je ne sais pas si l'on fait beaucoup de microgestion, mais je trouve cela peut-être inutile et un peu dérangeant pour les personnes qui doivent venir faire des présentations et demander des choses comme celles-là, qui devraient être automatiques.

[*Traduction*]

Le président : Il y a deux ou trois petites choses. Premièrement, comme l'a mentionné le sénateur Plett, la question aurait normalement été envoyée à un sous-comité avant d'arriver devant nous.

Au sujet de l'importance, je pense que c'est la nature de CIBA qui le veut ainsi. Je pense que nous devrions avoir ces discussions. Je pense qu'elles ne devraient pas avoir lieu à huis clos et je pense que chacun devrait avoir l'occasion d'exprimer son opinion.

Pour ce qui est de la microgestion, je ne sais pas si c'est de la micro ou non, mais c'est assurément de la gestion. J'aimerais mieux pencher du côté de l'ouverture et de la transparence que de voir la chose nous rattraper au tournant. J'aime que nous ayons des débats et des discussions approfondis, et j'aimerais que cela continue.

Vous avez fait valoir votre point de vue; nous avons beaucoup d'éléments à discuter.

La sénatrice Moncion : J'ajouterais à ce que vous venez de dire que si nous établissons les budgets correctement, nous n'aurons pas à discuter de ces questions au sein de CIBA.

Le président : En fait, ce n'est pas une question de faire les choses correctement ou non, mais c'est une question de former à nouveau les comités et les sous-comités. Et il faut faire de même pour tout. Nous sommes au beau milieu d'une transformation inédite du Sénat. Je suis donc d'accord avec vous : je ne pense pas que nous nous retrouverons dans la même situation l'an prochain. Les comités seront en place et auront fait leur examen.

Le sénateur Tkachuk : Le sénateur Mitchell pourrait sans doute m'aider ici, mais je pense que nous avons les projets de loi C-49, 46, 45, 25, 17 et 36. Pourriez-vous me dire qui en sont les parrains? Le savez-vous, sénateur Mitchell? Sont-ils tous parrainés par des sénateurs du Groupe des sénateurs indépendants?

Le sénateur Mitchell : Le projet de loi C-45 est parrainé par un indépendant, le C-46 par un indépendant, le C-49 par moi, le 17 par un indépendant, et le 36 par un libéral.

Le sénateur Tkachuk : Le projet de loi C-25 est parrainé par un indépendant.

Senator Mitchell: Yes, 25 is independent; 46 is independent. Bill C-21 will be coming and that's independent; 24 is us; 50 is Mercer; 51 is Jaffer.

There is a mix. There are no Conservatives at this point because the last Conservative —

Senator Tkachuk: What about opposition?

Senator Mitchell: — that sponsored was removed from the caucus.

Senator Tkachuk: I'm just saying that's —

The Chair: Excuse me, Senator Tkachuk.

Senator Tkachuk: I just wanted to find out because I think it's important. We've been told here that they don't have a close relationship with the government. They obviously have a very close relationship with the government. They are sponsoring almost all of their bills.

Senator Mitchell: Can I answer that?

The Chair: No.

Senator Woo.

We have two people here as witnesses, so if we want to —

Senator Tkachuk: Well, I've got a comment on that.

The Chair: After Senator Woo.

Senator Tkachuk: Thank you.

Senator Woo: I would just refer, Senator Tkachuk, to the experience of your chair sponsoring a government bill last year in which he proposed an amendment, which I think is a demonstration of the independents' ability to sponsor bills and to improve them when they see fit or not to support them when they see fit.

Senator Tkachuk: I don't have any more questions.

Senator Munson: I just have an observation. In the interests of openness and transparency, for our next discussion we should have the budgets of every group, including the government budget that they have for their facilitator or representative, and the numbers of people who work for the government, who are working for the ISG group, working for us or working for the opposition. I think those figures are very important for parity

Le sénateur Mitchell : Oui, le 25 est parrainé par un indépendant, le 46 par un indépendant. Le projet de loi C-21 arrivera bientôt et il est parrainé par un indépendant, le 24 est parrainé par nous, le 50 par le sénateur Mercer, et le 51 par la sénatrice Jaffer.

C'est un mélange. Il n'y a pas de conservateur en ce moment, car le dernier conservateur…

Le sénateur Tkachuk : Qu'en est-il de l'opposition?

Le sénateur Mitchell : … qui en a parrainé un a été écarté du caucus.

Le sénateur Tkachuk : Je veux tout simplement dire…

Le président : Excusez-moi, sénateur Tkachuk.

Le sénateur Tkachuk : Je voulais le savoir, parce que je pense que c'est important. On nous dit qu'ils n'ont pas de liens étroits avec le gouvernement, mais ils ont, de toute évidence, des liens très étroits avec lui. Ils parrainent presque tous leurs projets de loi.

Le sénateur Mitchell : Puis-je répondre?

Le président : Non.

Sénateur Woo.

Nous avons deux témoins ici qui attendent, alors si nous voulons…

Le sénateur Tkachuk : Eh bien, j'ai un commentaire à faire à ce sujet.

Le président : Après le sénateur Woo.

Le sénateur Tkachuk : Merci.

Le sénateur Woo : Je voudrais simplement vous rappeler, sénateur Tkachuk, que votre président a parrainé un projet de loi du gouvernement l'an dernier et qu'il a proposé un amendement, ce qui prouve, à mon avis, que les indépendants peuvent parrainer des projets de loi et les améliorer lorsqu'ils le jugent nécessaire, ou ne pas les appuyer s'ils le jugent nécessaire.

Le sénateur Tkachuk : Je n'ai pas d'autres questions.

Le sénateur Munson : J'ai simplement une observation. Dans un but d'ouverture et de transparence, nous devrions avoir les budgets de chaque groupe pour nos prochaines discussions, y compris le budget qu'a le gouvernement pour son facilitateur ou son représentant, et le nombre de personnes qui travaillent pour le gouvernement, qui travaillent pour le Groupe des sénateurs indépendants, pour nous ou pour l'opposition. Je pense qu'il est

purposes and to see how the money is being well spent. I couldn't make a decision today based on what I know or what I don't know.

The Chair: As a matter of course, this would have gone to Estimates and it would be up to Estimates to decide how they want to do it, what it's going to look like and all the rest of it. Then it would come to us here.

I recognize what you say and I believe that it's entirely fair, but at the same time what we're looking at here is not a budget but, rather, a look at the lack of a budget going forward, depending on your numbers as set out in the past.

This is out of the ordinary, but I believe that it would be up to the Estimates Committee to come to a conclusion on what you need to have in your estimates before they are brought to the full Internal Economy Committee.

Senator Batters: Dealing with that micromanagement issue, we are dealing with $300,000 of taxpayers' dollars here. I wouldn't personally call that micromanagement in any respect.

Also, this is a midyear request; this is not the normal course. In the normal course of budgeting, these types of things go through a normal yearly process. This is being asked for as a prorated amount, in a midyear request.

I would like to compare how many ISG senators, when that request was initially made less than a year ago, to now. But when I did ask for that information at that particular meeting, nobody would give me information as to what the number of ISG senators even was. In my quick look at this, since December 2016 there has only been one new senator appointed by Prime Minister Trudeau, and that senator joined the ISG. A few others joined in some capacity, but I think the numbers are similar to the numbers that existed at the time that the request was initially made more than a year ago and received $722,000.

Just a couple of other points. I note right in the first paragraph it says that part of the request is for operations and management and hospitality expenses. I want to point out that each individual senator has the ability to use a hospitality budget. Whether they choose to use it or use it to a major extent, that's available to every individual senator.

Another question I have is why are even more translators needed by the ISG? The last request made for one of those staff positions to be filled was for a translator. The Senate already has translation services, and we struck a working group as part of CIBA to improve those services. Are the translation services that you are needing to hire more than one translator for your group?

très important d'avoir ces chiffres à des fins de parité et pour voir si l'argent est bien dépensé. Je ne pourrais pas prendre une décision aujourd'hui en me basant sur ce que je sais ou ne sais pas.

Le président : Normalement, ce serait allé au sous-comité et c'est lui qui aurait eu à décider comment procéder, les montants, et cetera. Puis cela serait parvenu jusqu'à nous.

Je comprends ce que vous dites, et je crois que c'est tout à fait juste, mais il faut aussi dire que ce que nous avons là n'est pas un budget, mais plutôt l'absence de budget pour la période qui s'en vient, selon le nombre fixé par le passé.

C'est une situation exceptionnelle, mais je pense qu'il reviendra au Sous-comité du budget des dépenses d'en arriver à une décision sur le contenu des prévisions budgétaires avant qu'elles soient soumises au Comité de la régie interne.

La sénatrice Batters : Au sujet de la microgestion, il s'agit quand même de 300 000 $ de l'argent des contribuables. Personnellement, je ne parlerais pas de microgestion, en aucun cas.

De plus, c'est une demande de mi-année, ce n'est pas la procédure habituelle. Normalement quand on établit un budget, on passe par les étapes de la procédure annuelle. C'est une demande de mi-année qui concerne un montant calculé au prorata.

J'aimerais comparer le nombre de sénateurs que comprenait le groupe des indépendants au moment de la demande initiale il y a moins d'un an, au nombre actuel. Quand j'ai posé la question à la réunion, personne n'a voulu me donner d'information sur le nombre de sénateurs. Selon l'examen rapide que j'ai fait, le premier ministre n'a nommé qu'un seul sénateur depuis décembre 2016, qui s'est joint au GSI. Quelques autres s'y sont joints également, mais je pense que leur nombre est sensiblement le même qu'il était au moment de la demande initiale il y a plus d'un an quand le montant de 722 000 $ a été versé.

Je voudrais simplement ajouter quelques points. Je note au tout premier paragraphe que la demande concerne les dépenses de fonctionnement, de gestion et d'accueil. J'aimerais souligner que tous les sénateurs peuvent utiliser un budget pour l'accueil. Qu'ils l'utilisent ou qu'ils l'utilisent beaucoup, c'est possible pour chaque sénateur de le faire.

Je me demande aussi pourquoi le GSI a besoin de plus de traducteurs. La dernière demande de personnel concernait un poste de traducteur. Le Sénat a déjà des services de traduction, et nous avons créé un groupe de travail au sein de CIBA pour les améliorer. Est-ce que les services de traduction dont vous avez besoin requièrent l'embauche de plus d'un traducteur pour votre groupe?

Senator Woo: Thank you, Senator Batters, for your questions. I'll take them in reverse order.

On the issue of translation, the ISG puts top priority on the importance of official languages. We need to ensure that we have prompt, efficient and highly competent translation services so that all our members can receive the information in their preferred language.

On your second question about the use of office budgets — that is, individual senators' office budgets for operations, management, hospitality — the same goes for all senators whether you are a Conservative or a Liberal. There is certainly nothing special to say there. If a senator from a political caucus has the ability to use his or her budget for hospitality, so do we. There is no differentiation in which group you belong to.

On the third point you make about numbers, let me stress that even if our numbers remain at 21 — they are not, they are at 39 — your rules, which you agreed on and which were amended in June 21, say clearly that any group other than a political caucus that has more than 20 should receive $1,060,000. So even if there was no change in our numbers, as long as we are over 20, we believe we deserve the amount that was already agreed to by this committee. We are simply asking for the prorated amount for the balance of the year 2017-18.

Senator Batters: I want to respond to your point about translation. The Conservative caucus also puts a high priority on bilingualism and having complete and full access to both official languages. We have one translator for a group that is very similar in size to yours, and we have had that same number of one translator since 1993, and that was at a time when we had a caucus as large as 60-some members.

[*Translation*]

Senator Forest: Indeed, you are right; there has been only one new appointment since December. However, there have been transfers of senators who changed their affiliation. So, there is also this impact. But what is important to point out is that we started a process in which, since November of last year, a group of senators who do not have your experience have arrived in the Senate. They learned to function in this important institution and to get organized. The time limit is not long, but, as I pointed out at the beginning, we went through a learning process to master the basic rules and find out how to get organized. And, during the summer, we did some thinking; there was a change in the leadership. It is a different operational model from the traditional model of a party-affiliated caucus. We had to define a new model, and I think it is entirely healthy and normal that a group that wants to maintain an independence of thought, but who wants to be coherent in its action, can think and do so properly.

Le sénateur Woo : Merci, sénatrice Batters, de vos questions. Je vais y répondre en commençant par la dernière.

Pour ce qui est de la traduction, les langues officielles sont une priorité absolue pour le GSI. Nous devons nous assurer d'avoir des services de traduction rapides, efficaces et de grande qualité, afin que tous nos membres puissent recevoir l'information dans la langue de leur choix.

Au sujet de votre deuxième question sur l'utilisation des budgets de bureau — c'est-à-dire les budgets individuels des sénateurs pour le fonctionnement, la gestion et l'accueil —, c'est le même principe qui s'applique pour tous les sénateurs, qu'ils soient conservateurs ou libéraux. Il n'y a assurément rien de particulier à dire ici. Si le sénateur d'un caucus politique peut utiliser son budget pour l'accueil, nous pouvons aussi le faire. Il n'y a pas de différence selon le groupe dont on fait partie.

Au sujet du troisième point à propos du nombre, je me permets de souligner que, même si notre nombre demeure à 21 — ce qui n'est pas le cas, nous sommes 39 —, vos règles, avec lesquelles vous étiez d'accord et qui ont été modifiées le 21 juin, indiquent clairement que tout groupe autre qu'un caucus politique qui compte plus de 20 sénateurs devrait recevoir 1 060 000 $. Donc, même si notre nombre n'avait pas changé, tant et aussi longtemps qu'il demeure supérieur à 20, nous croyons avoir droit au montant dont a déjà convenu le comité. Nous demandons simplement le montant calculé au prorata qui reste pour l'année 2017-2018.

La sénatrice Batters : Je veux répondre à votre point au sujet de la traduction. Le bilinguisme, et un accès total aux deux langues officielles, est aussi une très grande priorité pour le caucus conservateur. Nous avons un traducteur pour un groupe de taille très comparable au vôtre, et nous avons toujours eu un seul traducteur depuis 1993, à une époque où notre caucus comptait une soixantaine de membres.

[*Français*]

Le sénateur Forest : Effectivement, vous avez raison, il n'y a eu qu'une seule nouvelle nomination depuis décembre. Il y a eu des transferts, en revanche, de sénateurs qui ont changé d'affiliation. Alors, il y a également cet impact. Toutefois, ce qu'il est important de souligner, c'est que nous avons entamé un processus dans lequel, depuis novembre de l'an dernier, un groupe de sénateurs qui n'ont pas votre expérience est arrivé au Sénat. Ils ont appris à fonctionner dans cette importante institution et à s'organiser. Le délai n'est pas long, mais, comme je le soulignais en commençant, nous avons suivi un processus d'apprentissage pour maîtriser les règles fondamentales et savoir comment nous organiser. Et, au cours de l'été, nous avons eu une réflexion; il y a eu une modification concernant la direction. C'est un modèle opérationnel différent du modèle traditionnel d'un caucus affilié à un parti. Il fallait définir un nouveau modèle, et je pense que c'est tout à fait sain et normal qu'un groupe qui veut maintenir une indépendance de réflexion et de

We gave ourselves a new group of leaders in September, we defined our priorities and how we operate. We can question the fact that one group has a translator, another has one and a half, and a third one has two, but I think it is legitimate for the Independent Senators Group to have its mode of operation. We are not asking here to get out of the rules authorized since June 21, but to respect them.

I agree with Senator Carignan; there may be new faces. I do not have your experience, but it is clear that, personally, and this is a fundamental value for me, I find it very hard to go to the group representing the government to support my thinking. As I have to think about the study of each bill, and as I do not need anyone to tell me what position to adopt, it is clear that I need support from my group of senators.

However, I think your suggestion is very relevant. But I maintain my independence, and I would feel very uncomfortable relying on government officials to form a point of view for me on the various bills.

Finally, Mr. Chair, I would like to ask a question of my colleague Senator Plett, who mentioned earlier that the rules would be applied under certain conditions. I would like you, senator, to give me this information: what are these conditions, which I am unaware of at the moment, for applying the rules?

[*English*]

The Chair: Again, I point out that we have two witnesses here to answer questions, and I don't believe it's appropriate that we start going across the table when we have two witnesses here. If we could hold that off until — there is another first. Senator Plett and I agree on something. He is happy and we've agreed on something.

Order. I think what we'll do is that question can best be addressed next week when we look at this and we have time to think about it.

The last questioner for today on this issue will be Senator Carignan.

[*Translation*]

Senator Forest: Excuse me, Mr. Chair, do I understand correctly that you are going to think about the rules and send us the answer next week?

pensée, mais qui veut avoir une cohérence dans son action, puisse réfléchir et le faire d'une façon correcte.

Nous nous sommes donné un nouveau groupe de leaders en septembre, nous avons défini nos priorités et notre mode de fonctionnement. On peut remettre en question le fait qu'un groupe ait un traducteur, qu'un autre en ait un et demi et qu'un troisième en ait deux, mais je pense qu'il est légitime pour le Groupe des sénateurs indépendants d'avoir son mode de fonctionnement. On ne demande pas ici de sortir des règles autorisées depuis le 21 juin, mais de les respecter.

Je suis d'accord avec le sénateur Carignan, il y aura peut-être de nouveaux visages. Je n'ai pas votre expérience, mais il est clair que, personnellement, et j'y tiens fondamentalement, je me vois très mal aller voir le groupe qui représente le gouvernement pour appuyer ma réflexion. Comme je dois avoir une réflexion sur l'étude de chacun des projets de loi, et comme je n'ai besoin de personne pour me dire quelle position adopter, il est clair que j'ai besoin d'un soutien de la part de mon groupe de sénateurs.

Par contre, votre suggestion est fort pertinente, à mon avis. Mais je maintiens mon indépendance et je me sentirais très mal à l'aise de m'appuyer sur les représentants du gouvernement pour me forger un point de vue concernant les différents projets de loi.

Enfin, monsieur le président, je voudrais interpeller mon collègue, le sénateur Plett, qui mentionnait plus tôt que les règles seraient appliquées sous certaines conditions. J'aimerais bien, sénateur, que vous me donniez cette information : quelles sont ces conditions, que je ne connais pas à l'heure actuelle, pour appliquer les règles?

[*Traduction*]

Le président : Je souligne encore une fois que nous avons deux témoins ici pour répondre aux questions, et je ne pense pas qu'il soit indiqué de débattre ainsi quand nous avons deux témoins avec nous. Si nous pouvions reporter cela jusqu'à… Voici une autre première. Le sénateur Plett et moi sommes d'accord. Il est heureux et nous sommes d'accord sur un point.

Un peu de silence. Je pense que le mieux serait de reporter cela à la semaine prochaine. Nous aurons ainsi le temps d'examiner le tout et d'y réfléchir.

Le dernier intervenant sur ce point aujourd'hui sera le sénateur Carignan.

[*Français*]

Le sénateur Forest : Excusez-moi, monsieur le président, est-ce que je comprends bien que vous allez réfléchir aux règles et nous transmettre la réponse la semaine prochaine?

[*English*]

The Chair: You and Senator Plett will hopefully have a discussion between now and then.

Senator Plett: I think if you have a discussion with your leader, he will be able to answer that question.

[*Translation*]

Senator Carignan: I would like to go back to the spirit in which the fund was created because I took part in negotiations on the distribution of money. When the level is reached, the amounts should be available. As for the justification, it is not so much a question of going into detail, but rather of presenting things. For example, it could be "eight employees, two subcontractors and a translator." This is so that there is a minimum justification, without going into the detail of who does what. I think we are getting into a dangerous game. Similarly, I would not want our people to start questioning which researcher is working on which project. It's fair on both sides.

So I urge you to be very cautious when dealing with this kind of discussion, because it may catch up with us one day, and we never intended that. I do not think we should spend too much time on it; we respect the criteria, and we distribute the money.

[*English*]

The Chair: Thank you. On that note, we will move this to next week for further discussion and a decision.

I would like to thank both Senator Woo and Senator Saint-Germain for coming today.

Senator Woo: Thank you, everyone.

The Chair: Item No. 3 is the report of the IIA. Further to our previous discussions, we moved it to this week so we would have an opportunity to review it.

We have with us Colette Labrecque-Riel and Danielle Labonté. Welcome.

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General, International and Interparliamentary Affairs: Good morning, senators. As noted by the chair, Danielle and I are back this morning to pick up where we left off last week to support this committee's consideration of the JIC's report on activities and expenditures for parliamentary associations for the last fiscal year. The purpose of this report is to provide information on the activities and expenditures of associations

[*Traduction*]

Le président : Le sénateur Plett et vous aurez une discussion, je l'espère, d'ici là.

Le sénateur Plett : Je pense que si vous discutez avec votre leader, il pourra répondre à la question.

[*Français*]

Le sénateur Carignan : J'aimerais revenir à l'esprit dans lequel le fonds a été créé, car j'ai participé à des négociations sur la distribution des sommes. Quand le niveau est atteint, les sommes devraient être disponibles. En ce qui concerne la justification, il ne s'agit pas tant d'entrer dans le détail, mais plutôt de présenter les choses. Par exemple, il pourrait s'agir de « huit employés, deux sous-traitants et un traducteur ». C'est pour qu'il y ait une justification minimale, sans entrer dans le détail de qui fait quoi. Je pense qu'on entre dans un jeu dangereux. De la même façon, je ne voudrais pas que, de notre côté, les gens commencent à remettre en question quel recherchiste travaille sur quel projet. C'est de bonne guerre de chaque côté.

Je vous invite donc à beaucoup de prudence quand vous aborderez ce genre de discussions, car cela peut nous rattraper un jour et nous n'avons jamais eu l'intention de le faire. Je pense qu'il ne faut pas passer trop de temps là-dessus; on respecte les critères et on distribue l'argent.

[*Traduction*]

Le président : Merci. Sur ce, nous allons donc reporter ce point à la semaine prochaine pour poursuivre les discussions et prendre une décision.

Je remercie le sénateur Woo et la sénatrice Saint-Germain de leur présence aujourd'hui.

Le sénateur Woo : Merci à tous.

Le président : Au point 3, nous avons le rapport d'Affaires internationales et interparlementaires. Conformément à ce qui avait été décidé, nous avons reporté ce point à cette semaine pour avoir le temps de l'examiner.

Nous avons avec nous Colette Labrecque-Riel et Danielle Labonté. Bienvenue.

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale, Affaires internationales et interparlementaires : Bonjour, sénateurs. Comme l'a mentionné le président, Danielle et moi sommes de retour ce matin pour poursuivre là où nous avions laissé la semaine dernière pour aider le comité dans son examen du rapport du Conseil interparlementaire mixte sur les activités et dépenses des associations parlementaires au cours de la dernière année

and to foster a better understanding of the work done by parliamentarians on the international level.

[*Translation*]

Before moving on to questions, I would like to come back to the issue of the distribution of the report last week. It was noted at the last meeting that the report had been distributed only the day before. I have since learned that, given the particular circumstances, namely the confirmation of the membership of this committee and the agenda from the day before, the report could not have been distributed earlier, even though the Joint Interparliamentary Council, through my intervention, had distributed it several weeks before. I hope that senators have had the opportunity to review the report and that we will be able to answer your questions this morning. Given the situation, I understand that the decision to postpone this week's consideration of the report was a good one.

I am certainly not trying to repeat the presentation from last week, but rather to answer any questions you may have this morning.

I reiterate that, compared to previous fiscal years, 2016-17 was a very active year for parliamentary associations.

[*English*]

As I noted last week, 13 parliamentary associations carried out 83 missions, 71 of which were outside Canada in 35 different countries, and 12 were in Canada but outside the capital region. Also, associations hosted 41 incoming delegations. These activities amounted to a 98 per cent utilization of the funds available to associations with transportation being the most significant expenditure type.

Before going to questions, I would like to answer the question posed by Senator Tkachuk last week regarding the contributions or membership fees linked to the IPU and Canada's participation to the IPU. A document was circulated to each of you showing a graph and the evolution or the developments with regard to these membership fees. As you can see, there has been a reduction in Swiss francs of approximately 20 per cent since 2010 of those membership fees. The blue lines show the cost in Canadian dollars. The discrepancy is due to the fluctuation in currency exchange rates.

That's pretty much what I had to say in terms of opening remarks. I'm prepared to answer questions on the activities and expenditures of associations for the last fiscal year.

financière. Le rapport vise donc à fournir de l'information sur ces sujets, ainsi qu'à favoriser une meilleure compréhension du travail effectué par les parlementaires sur la scène internationale.

[*Français*]

Avant de passer aux questions, j'aimerais revenir sur la question de la distribution du rapport la semaine dernière. Il a été noté à la dernière réunion que le rapport avait été distribué seulement la veille. J'ai appris depuis que, étant donné les circonstances particulières, soit la confirmation de la composition de ce comité et de l'ordre du jour qui avait eu lieu la veille, le rapport n'avait pas pu être distribué auparavant, malgré le fait que le Conseil interparlementaire mixte, de par mon intervention, l'avait distribué plusieurs semaines auparavant. J'espère donc que les sénateurs ont eu la chance de revoir le rapport et que nous pourrons répondre à vos questions ce matin. Étant donné la situation, je comprends que la décision de reporter à cette semaine l'examen du rapport était une bonne décision.

Je ne cherche certainement pas à répéter la présentation de la semaine dernière, mais plutôt à répondre à vos questions ce matin, si vous en avez.

Je réitère que, en comparaison aux exercices financiers précédents, l'exercice 2016-2017 a été une année très active pour les associations parlementaires.

[*Traduction*]

Comme je l'ai mentionné la semaine dernière, 13 associations parlementaires ont effectué 83 missions, dont 71 ont eu lieu à l'extérieur du Canada dans 35 pays différents. Douze ont eu lieu au Canada, mais à l'extérieur de la région de la capitale nationale. De plus, les associations ont accueilli 41 délégations de l'étranger. Ces activités représentent 98 p. 100 des fonds utilisés, le transport constituant la dépense la plus importante.

Avant de passer aux questions, j'aimerais répondre à celle qu'a posée le sénateur Tkachuk la semaine dernière au sujet des contributions ou des frais d'adhésion à l'UIP, et de la participation du Canada à l'UIP. Nous vous avons fait distribuer un document contenant un graphique et montrant l'évolution des frais d'adhésion. Comme vous pouvez le constater, il y a eu une diminution en francs suisses d'environ 20 p. 100 depuis 2010. Les lignes bleues montrent le coût en dollars canadiens. L'écart est dû à la fluctuation des taux de change.

Voilà. J'ai passablement couvert les sujets que je voulais aborder dans mes remarques liminaires. Je suis disposée à répondre à vos questions sur les activités et les dépenses des associations au cours du dernier exercice.

[*Translation*]

Senator Moncion: Is the budget for interparliamentary committees independent, or is it funded in part by the Senate and the House of Commons?

Ms. Labrecque-Riel: The funds are managed by the Joint Interparliamentary Council. Parliamentary associations receive funding at a rate of 30 per cent from the Senate and 70 per cent from the House of Commons. This budget is allocated specifically for the activities of associations. It is managed by the council under the delegation of this committee and the house management.

Senator Moncion: In your annual report, could you tell us how much money was spent by the Senate and how much by the House of Commons?

Ms. Labrecque-Riel: It would be impossible to demonstrate, in the sense that all the activities of parliamentary associations are joint. When delegations go on missions, senators and members of Parliament participate. For example, when a mission cost $100,000, we cannot say that $30,000 was spent on senators and $70,000 was spent on MPs. It is a whole. At the end of the year, when we count the expenditures, we make sure the envelope that has been set at the rate of 30 per cent and 70 per cent is respected.

Senator Moncion: For the sake of the Senate, can we know how many senators traveled compared to the number of MPs?

Ms. Labrecque-Riel: Yes, absolutely. The report gives this information. Page 6 provides the total number of senators who traveled. It provides a five-year summary and the number of MPs. I can tell you that, on average, the participation rate of senators relative to that of MPs is expected to fluctuate. During an election year, the participation of senators will be greater because MPs cannot travel. Senators then undertake missions on behalf of the Canadian Parliament.

In an ordinary year when there are no elections, the average turnout is 35 per cent of senators and 65 per cent of MPs. Participation is slightly higher than the funding formula provides.

[*English*]

Senator Mitchell: The breakdown of senators versus MPs is consistent with the funding. If you take the employee travellers on delegations out of the 349, you get about 32 per cent of parliamentarians being senators who are travelling.

[*Français*]

La sénatrice Moncion : Le budget des comités interparlementaires est-il indépendant, ou est-il financé en partie par le Sénat et par la Chambre des communes?

Mme Labrecque-Riel : Les fonds sont gérés par le Conseil interparlementaire mixte. Les associations parlementaires reçoivent leur financement dans une proportion de 30 p. 100 de la part du Sénat et de 70 p. 100 de la part de la Chambre des communes. Ce budget est octroyé spécifiquement pour les activités des associations. Il est géré par le conseil sous la délégation de ce comité et de la régie de la Chambre.

La sénatrice Moncion : Pourriez-vous, dans votre rapport annuel, présenter combien de ces sommes ont été dépensées par le Sénat et combien ont été dépensées par la Chambre des communes?

Mme Labrecque-Riel : Ce serait impossible à démontrer, dans le sens que toutes les activités des associations parlementaires sont conjointes. Lorsque les délégations partent en mission, il y a des sénateurs et des députés qui y participent. On ne peut pas dire, par exemple, lorsqu'une mission a coûté 100 000 $, que 30 000 $ ont été dépensés pour des sénateurs et que 70 000 $ ont été dépensés pour des députés. C'est un ensemble. À la fin de l'année, lorsqu'on fait le compte des dépenses, on s'assure d'avoir respecté l'enveloppe qui a été fixée selon la proportion de 30 p. 100 et de 70 p. 100.

La sénatrice Moncion : Pour le bien du Sénat, peut-on savoir le nombre de sénateurs qui ont voyagé par rapport au nombre de parlementaires qui ont voyagé?

Mme Labrecque-Riel : Oui, tout à fait. Le rapport donne cette information. À la page 6, on voit le nombre total de sénateurs qui ont voyagé. Ici, on présente l'image depuis cinq ans et le nombre de députés. Je puis vous dire qu'en moyenne le taux de participation des sénateurs par rapport à celui des députés est appelé à fluctuer. Au cours d'une année électorale, la participation des sénateurs sera plus grande, car les députés ne peuvent pas voyager. Les sénateurs entreprennent alors les missions au nom du Parlement canadien.

Au cours d'une année ordinaire où il n'y a pas d'élections, la participation moyenne est de 35 p. 100 de sénateurs et de 65 p. 100 de députés. On constate une participation un peu plus élevée que ce que prévoit la formule de financement.

[*Traduction*]

Le sénateur Mitchell : Le nombre de sénateurs par rapport au nombre de députés est conforme au financement. Sur les 349 employés qui participent aux délégations, il y a environ 32 p. 100 de sénateurs qui effectuent des déplacements.

I would be interested in knowing what percentage of that 32 per cent — those 87 senators — were independent senators or non-affiliated. I understand that while the JIC is making some progress toward accommodating the new reality in the Senate, that's specific to each association and may not be being applied in a — I don't want to use the words "a fair way," but a representative way, if I can put it that way. What steps would we have to take to make sure that that began to occur?

Ms. Labrecque-Riel: I don't have those numbers with me today. We do have all the data with regard to every delegate, so we could get that information for you for the last fiscal year.

I know that going forward, many of the associations and the decision of the composition of a delegation — so deciding who is actually going to participate on a mission — belongs to the executive of each association. They have their constitution, and they have had discussions as to how to apply the concept of proportionality.

Whether they are a bilateral or multilateral association would have an effect in the sense that if a multilateral association undertakes a mission to participate at a conference, the Parliament of Canada may only have been allotted four seats at that conference; so they can't take 10 delegates. The proportionality is difficult to apply when the numbers mean that you don't actually get 10 people to take along; so you can't take seven members from the house or three senators.

For some associations it makes sense to try and apply it on a cumulative formula over the fiscal year, and some associations attempt to do that currently. Other associations have tried to apply, quite strictly, the proportionality since the last series of annual general meetings, so since early this spring.

Other associations have been waiting for clearer directions from the JIC. Some have written to the JIC in terms of how we apply the proportionality, given the evolving context of the Senate. The JIC is also, in a sense, waiting for clearer direction because this committee itself mentioned that it wanted to have the discussion — this was last May and June — about this very question of proportionality and how delegates are selected for international missions. The question, unfortunately, is that it depends.

Senator Mitchell: Efforts are being made but may be inconsistent. They certainly are specific to each association, it would seem. It dawns on me that it's reassuring to hear that some associations are trying to do proportionality on an accumulation basis. That raises the possibility that the accumulation could be done for the Senate as a whole over the range of parliamentary

Je serais intéressé de savoir quel pourcentage de ces 32 p. 100 — donc de ces 87 sénateurs — étaient des sénateurs indépendants ou non affiliés. Je crois comprendre que, bien que le CIM arrive graduellement à s'adapter à la nouvelle réalité du Sénat, la répartition est propre à chaque association et pourrait ne pas être appliquée de façon… Je ne veux pas utiliser l'expression « de façon équitable », mais de façon représentative, si je puis m'exprimer ainsi. Quelles démarches devrions-nous prendre pour nous assurer que cela commence à se produire?

Mme Labrecque-Riel : Je n'ai pas ces chiffres en ma possession aujourd'hui. Nous disposons de toutes les données relatives à chaque délégué, alors nous pourrions vous fournir ces renseignements pour le dernier exercice.

Je sais qu'à l'avenir il reviendra au comité exécutif de chaque association de décider de la composition d'une délégation — donc de déterminer qui participera à une mission. Les associations sont dotées de leur propre constitution et elles ont discuté de la façon d'appliquer le concept de la proportionnalité.

Le fait qu'une association soit bilatérale ou multilatérale aurait une incidence en ce sens que si une association multilatérale entreprend une mission pour participer à une conférence, il est possible qu'elle ne puisse pas y emmener 10 délégués parce qu'on n'aura alloué que quatre sièges au Parlement du Canada à cette occasion. La proportionnalité est difficile à appliquer lorsque le nombre de sièges fait en sorte qu'il est impossible d'amener 10 personnes; on ne peut donc pas emmener sept députés ou trois sénateurs.

Pour certaines associations, il y a lieu d'essayer d'appliquer la règle de la proportionnalité selon une formule cumulative pour l'ensemble de l'exercice, et certaines associations essaient actuellement de le faire. D'autres associations ont tenté d'appliquer, de façon très stricte, le principe de la proportionnalité depuis la dernière série de réunions générales annuelles, donc depuis le début du printemps.

D'autres associations attendent de recevoir des directives plus claires du CIM. Certaines lui ont écrit pour savoir comment appliquer le principe de la proportionnalité, compte tenu du contexte en évolution au Sénat. Le CIM attend aussi, dans un sens, de recevoir des directives plus claires, car ce comité a lui-même mentionné — en mai ou en juin dernier — qu'il voulait discuter de la question précise de la proportionnalité et de la manière dont les délégués sont sélectionnés pour les missions internationales. Malheureusement, la question est que cela dépend.

Le sénateur Mitchell : On déploie des efforts à cette fin, mais ils pourraient ne pas être constants. Il semblerait qu'ils soient clairement propres à chaque association. Il m'est venu à l'idée que c'est rassurant d'entendre dire que certaines associations essaient d'appliquer le principe de la proportionnalité en fonction de l'accumulation. Cela soulève la

associations to establish fairness. The bottom line, you are saying, is that we need to look at it in more detail.

Perhaps, chair, we should be thinking of doing that because it's complex, it's not easy, and it's not being applied completely representational, clearly, and we need to address that.

The Chair: Actually, as the witness said, last year we discussed how to go about that and whether we should be looking at how we do the proportionality. It's not something we are not aware of. If we wish to get into that, we need to get the information, first of all, and put it together and take a look at it.

As you said, one of the difficulties is that within the JIC are a number of different entities, and each entity appears to have their own set of rules with regard to how they operate. Whether that's something we want to get into or not, I don't know; that's up to the committee. But that's one of the difficulties in making a uniform decision on who is going where. Each JIC member has a different way of going about it.

Senator Mitchell: I think there is a way through. We should study it, and I would encourage that we get on with doing that.

The Chair: Perhaps you could put that together and bring it to us as an opportunity to discuss what is going on here. I would appreciate that.

Senator Mitchell: Sure.

The Chair: Thank you, Senator Mitchell.

Senator Marshall: Thank you very much and welcome this morning.

I read through the report, and there was a reference there to a subcommittee that is conducting a five-year review of parliamentary associations. Who is on that subcommittee?

Ms. Labrecque-Riel: That five-year review is a regular occurrence. The JIC does undertake a review of how it manages the governance of associations, the funding, et cetera, every five years.

The last one, the subcommittee has completed its work. It was chaired by Mr. Simms from the house. Also Mr. Stanton was a member of that committee from the house. Senator Plett and Senator Tannas took turns attending those meetings. It was composed of three parliamentarians, two members and one senator, who were members or substitute members from the JIC.

possibilité que, par souci d'équité, l'on puisse le faire pour le Sénat dans son ensemble en ce qui concerne la gamme d'associations parlementaires. Au bout du compte, vous dites que nous avons besoin d'examiner la question plus en détail.

Monsieur le président, peut-être que nous devrions songer à le faire, car c'est une formule complexe qui n'est pas facile et qui n'est clairement pas appliquée de façon complètement représentative. Nous avons besoin de régler la question.

Le président : En fait, comme le témoin l'a dit, l'année dernière, nous avons discuté de la façon de procéder dans ce cas et nous nous sommes demandé si nous devrions nous pencher sur notre manière d'assurer la proportionnalité. Ce n'est pas une chose dont nous ne sommes pas conscients. Si nous souhaitons aborder la question, nous devons, dans un premier temps, obtenir l'information, la mettre en ordre et l'examiner.

Comme vous l'avez dit, une des difficultés réside dans le fait que le CIM compte un certain nombre d'entités différentes, qui semblent chacune avoir leurs propres règles de fonctionnement. J'ignore si nous voulons nous pencher là-dessus; c'est au comité qu'il revient de décider. Cependant, c'est une des choses qui rend difficile la prise d'une décision uniforme pour déterminer qui va où. Chaque membre du CIM a une différente façon de procéder.

Le sénateur Mitchell : Je pense qu'il y a une façon d'y arriver. Nous devrions étudier la situation, et je nous encourage à le faire.

Le président : Peut-être que vous pourriez préparer un dossier à ce sujet et nous l'apporter pour que nous puissions discuter de ce qui se passe. Je vous en saurais gré.

Le sénateur Mitchell : Bien sûr.

Le président : Merci, sénateur Mitchell.

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup, et bienvenue à notre réunion ce matin.

J'ai lu le rapport, qui contient une allusion à un sous-comité qui procède à un examen quinquennal des associations parlementaires. Qui y siège?

Mme Labrecque-Riel : Cet examen quinquennal est monnaie courante. Le CIM procède, tous les cinq ans, à un examen de sa gestion de la gouvernance des associations, du financement, et cetera.

Pour répondre à votre dernière question, le sous-comité a mené ses travaux à bien. Il était présidé par M. Simms, de la Chambre des communes. M. Stanton, également député, en était aussi membre. Le sénateur Plett et le sénateur Tannas ont assisté aux réunions à tour de rôle. Le sous-comité comptait trois parlementaires — deux députés et un sénateur — qui étaient membres ou membres suppléants du CIM.

Senator Marshall: And what are they looking at? Is it the 12 parliamentary associations? Are they looking at the interparliamentary groups? What is being studied?

Ms. Labrecque-Riel: I should have added Ms. Mathyssen from the New Democratic Party was also a member of that subcommittee.

They conducted several meetings over several weeks and invited a number of chairs, representatives from the interparliamentary groups and the friendship groups. They looked at the entire question of governance, whether or not, if you would like, the planet is appropriately covered from a parliamentary diplomacy perspective. Do we have the right associations? Should we have multilaterals or bilaterals?

I don't know if Senator Tannas or Senator Plett, who participated in those discussions, would have anything to add.

They came back with some recommendations that the JIC is currently reviewing. They may decide to suggest changes to the structure of associations, or not. Those discussions are ongoing.

Senator Marshall: What was the impetus for the review? Because you've been before this committee a number of times. Was it at the impetus of this committee and the Board of Internal Economy on the other side, or is this an internal thing?

Ms. Labrecque-Riel: It's an internal thing for the council. Every five years, it undertakes a review of the administration, the governance, its funding levels, whatever they deem should be looked at.

Senator Marshall: So it's going to report back early in the next fiscal year, but the decision was made in March of 2016 to do the review. Why would it take two years? Is it because of the breadth of the review? Could you comment on that?

Ms. Labrecque-Riel: Sorry. Following the last election, the JIC set itself up early in the following year, so 2016. It discussed its mandate, being a newly comprised council. It chose to undertake that five-year review in a particular fashion and create a subcommittee. It gave terms of reference to that subcommittee, allowing it to conduct its study over a year, as they did undertake a significant number of meetings to hear from many stakeholders. The report was presented only early this spring, and the Joint Interparliamentary Council has been considering those recommendations since.

Senator Marshall: This body will get a copy of that report?

Ms. Labrecque-Riel: Yes.

La sénatrice Marshall : Et qu'examinent-ils? Se penchent-ils sur les 12 associations parlementaires? Sur les groupes interparlementaires? Qu'étudiaient-ils?

Mme Labrecque-Riel : J'aurais dû ajouter que Mme Mathyssen, du Nouveau Parti démocratique, était aussi membre du sous-comité.

Ils ont mené un certain nombre de réunions sur plusieurs semaines et invités un certain nombre de présidents et de représentants des groupes interparlementaires et des groupes d'amitié. Ils se sont penchés sur la question de la gouvernance dans son intégralité et se sont demandé si la planète était bien couverte du point de vue de la diplomatie parlementaire. Avons-nous les bonnes associations? Devrions-nous en avoir qui soient multilatérales ou bilatérales?

J'ignore si le sénateur Tannas et le sénateur Plett, qui ont pris part à ces discussions, auraient quelque chose à ajouter.

Ils ont formulé des recommandations que le CIM est en train d'examiner. Ils pourraient décider ou non de proposer des modifications à la structure des associations. Ces discussions se poursuivent toujours.

La sénatrice Marshall : Qu'est-ce qui a motivé l'examen? Vous avez témoigné un certain nombre de fois devant ce comité. Avez-vous été motivés par ce comité et le Bureau de régie interne de l'autre côté, ou s'agit-il d'une question interne?

Mme Labrecque-Riel : Il s'agit d'une question interne pour le conseil. Tous les cinq ans, il entreprend un examen de l'administration, de la gouvernance, de ses niveaux de financement et de toute question qui, selon lui, devrait être examinée.

La sénatrice Marshall : Donc, il va présenter un rapport au début du prochain exercice, mais on a décidé en mars 2016 de mener l'examen. Pourquoi aura-t-il fallu deux ans? Est-ce en raison de la portée de l'examen? Pourriez-vous vous prononcer sur ce point?

Mme Labrecque-Riel : Désolée. Après les dernières élections, le CIM a été formé au début de l'année suivante, soit en 2016. Comme il s'agissait d'un conseil nouvellement constitué, il a discuté de son mandat. Il a choisi d'entreprendre cet examen quinquennal d'une façon particulière et de créer un sous-comité. Il l'a investi d'un mandat et lui a permis de mener sa propre étude sur une année, pendant laquelle il a tenu un nombre considérable de réunions pour entendre les témoignages de nombreux intervenants. Il n'a présenté son rapport qu'au début du printemps, époque depuis laquelle le Conseil interparlementaire mixte étudie ces recommandations.

La sénatrice Marshall : Cet organe recevra un exemplaire de ce rapport?

Mme Labrecque-Riel : Oui.

Senator Marshall: Thank you.

The Chair: Any other questions?

Senator Plett: As Colette mentioned, I was part of that review. I am on the JIC right now as one of the co-chairs. I want to support some of what Colette said, especially in reference to what Senator Mitchell was talking about and wanting us to, again, jump forward by leaps and bounds here as opposed to doing things in a very deliberate fashion.

Over the last year and a bit, many of the ISG members will agree that our travel policies have changed tremendously. We have had trips — and I think Senator Forest will agree — where only an ISG member travelled because he was that member. Typically, when there are three slots, those three slots go one Liberal, one ISG and one Conservative. That is fairly common already.

In reference to what Senator Marshall asked about some of the rule changes, there are very significant changes being made.

Chair, I don't see any reason why this committee would do any study of this prior to the report Colette is saying we have drafted and will come to this body in due course, and indeed to the entire Senate, to pass. There is no reason to have parallel discussions on trying to change the rules of JIC when JIC is, in fact, working with that as we speak. They are going to make changes that I think will certainly be very satisfying to ISG — maybe not quite as satisfying to the Conservatives and the Liberals, because we're giving up some spots. It's easier to take them than to give them up.

Even on the funding formula, there is a recommendation that the funding formula be changed a bit, in light of the fact that there are more ISG members travelling, that the Senate possibly will pick up a little more of the funding. We have done everything to try to accommodate exactly that.

Chair, I would be very opposed to our doing any study of this prior to that report coming to this committee.

The Chair: The issue that I was addressing was Senator Mitchell's question. I've given it to him to put it together. Whether we study it or not will be up to the committee, but he did have a question and I believe we should be taking a look at it. Whether we study it or not isn't the decision. It's that Senator Mitchell will take a look at this and see where we go on it. But your point is well taken.

La sénatrice Marshall : Merci.

Le président : Avez-vous d'autres questions?

Le sénateur Plett : Comme Colette l'a mentionné, j'ai participé à cet examen. Je siège actuellement au CIM à titre de coprésident. J'aimerais abonder dans le même sens que Colette sur certains points, surtout en ce qui touche la question que le sénateur Mitchell a soulevée et le désir pour nous, encore une fois, de réaliser de grands progrès au lieu de faire les choses de façon très délibérée.

Au cours de la dernière année et même un peu plus, nos politiques en matière de déplacements ont énormément changé — nombre de sénateurs indépendants en conviendront. Il y a eu des déplacements — et je pense que le sénateur Forest sera d'accord avec moi — que seul un sénateur indépendant a effectués parce que c'était le membre visé. Normalement, lorsqu'il y a trois places, elles sont assignées à un libéral, à un indépendant et à un conservateur. C'est déjà relativement courant.

En réponse à la question que la sénatrice Marshall a posée, on apporte des modifications assez importantes aux règles.

Monsieur le président, je ne vois aucune raison pour laquelle le comité mènerait une étude à ce sujet avant de prendre connaissance du rapport qui, selon Colette, a été rédigé et qui nous sera remis, ainsi qu'à tout le Sénat, en temps et lieu. Rien ne sert de tenir des discussions parallèles pour essayer de modifier les règles du CIM lorsque celui-ci y travaille, en fait, au moment où on se parle. On apportera des modifications qui, je pense, donneront beaucoup de satisfaction aux sénateurs indépendants — mais peut-être pas autant aux conservateurs et aux libéraux, car nous abandonnerons des places. Il est plus facile de les accepter que de les abandonner.

Compte tenu du nombre accru de sénateurs indépendants qui effectuent des déplacements, on recommande même de modifier légèrement la formule de financement pour que le Sénat puisse éventuellement en recevoir un peu plus. Nous avons tout fait pour y arriver.

Monsieur le président, je ne suis pas du tout d'accord pour qu'on procède à une quelconque étude à cet égard avant que le comité reçoive ce rapport.

Le président : Je répondais à la question du sénateur Mitchell. Je lui ai demandé de préparer un dossier. C'est au comité qu'il reviendra de déterminer si on l'étudie ou non, mais il avait une question, et je crois que nous devrions y jeter un coup d'œil. Nous n'avons pas à décider si nous allons ou non l'étudier. L'idée est que le sénateur Mitchell l'examinera et déterminera la marche à suivre, mais je prends bonne note de votre argument.

[*Translation*]

Senator Moncion: In the numbers section, on pages 27, 34, 43, 48 and 51, there are transportation costs, but no participants. I would like to understand why you have such accounting. On page 16 of the English version, there is a "Miscellaneous" category, which includes $50,000. Can you explain these entries, please?

Ms. Labrecque-Riel: In the "Miscellaneous" category, as you say, half of the costs are associated with the technical support needed during meetings, such as interpreters, for example. The rest represents costs associated with the mechanisms we need, such as room logistics, when we receive guests. I have the details here. I will answer in English.

[*English*]

I do have $24,000 of those miscellaneous costs for captioning and interpretation services; $9,000 was spent on gifts, which is comparable to the previous, last fiscal years.

I know, senators, the question of gifts is a delicate one. The gift-giving policy is quite well established. When you do meet on the international level, there is an expectation, protocol to protocol, for a gift exchange. Those gifts are of nominal value. They range between $50 to a maximum of $150 allowed for association activities.

The other charges would be due to cellular charges. Given the security situation on the international level, it is often not advisable for staff and delegates to activate Wi-Fi connections on their devices, so we have to use more cellular data, bringing those charges significantly higher. Those are represented under miscellaneous charges.

Then we have external printing costs, medical evaluations and physicals, office supplies, flagpoles. Those things do add up to that miscellaneous charge.

[*Translation*]

As for the transportation costs, I did not manage to write down the page numbers.

Senator Moncion: Pages 27, 34, 43, 48 and 51 of the French version of the report.

Ms. Labrecque-Riel: Perhaps it has to do with the Canadian delegation of the Inter-Parliamentary Union, the IPU, and I may have it on page 28. Is it transportation without delegates?

Senator Moncion: That's right.

[*Français*]

La sénatrice Moncion : Dans la section des chiffres, aux pages 27, 34, 43, 48 et 51, il y a des frais de transport, mais pas de participants. J'aimerais comprendre pourquoi vous avez une telle comptabilité. À la page 19, il y a une rubrique qui s'appelle « Divers », à laquelle est assorti un montant de 50 000 $. Pouvez-vous expliquer ces postes, s'il vous plaît?

Mme Labrecque-Riel : Dans la catégorie « Divers », comme vous le dites, ce sont des coûts associés, pour la moitié, au soutien technique qui est nécessaire lors des rencontres, comme les interprètes, par exemple. Le reste représente des coûts associés à des mécanismes dont nous avons besoin, comme la logistique en salle, lorsque nous recevons des invités. J'ai les détails ici. Je vais répondre en anglais.

[*Traduction*]

J'ai un montant de 24 000 $ pour ces coûts divers pour le sous-titrage et les services d'interprétation; 9 000 $ ont été consacrés à des cadeaux, ce qui est comparable aux exercices précédents.

Je sais, mesdames et messieurs les sénateurs, que la question des cadeaux est délicate. La politique en matière de cadeaux est assez bien établie. Dans les réunions internationales, on s'attend à ce que des cadeaux soient échangés. C'est une question protocolaire. Ces cadeaux sont d'une valeur nominale. Leur coût se situe entre 50 $ et 150 $ tout au plus pour les activités des associations.

Les autres coûts seraient associés aux frais des cellulaires. Compte tenu du contexte international sur le plan de la sécurité, il est souvent peu recommandable pour le personnel et les délégués d'activer les connexions Wi-Fi sur leurs appareils, si bien que nous devons utiliser plus de données cellulaires, ce qui augmente sensiblement ces coûts, qui se retrouvent à la rubrique « Divers ».

Ensuite, nous avons les coûts d'impression externes, des bilans médicaux, des fournitures de bureau, des mâts. Ces choses s'accumulent dans la catégorie « Divers ».

[*Français*]

En ce qui concerne les frais de transport, je n'ai pas réussi à noter les numéros de page.

La sénatrice Moncion : Les pages 27, 34, 43, 48 et 51 de la version française du rapport.

Mme Labrecque-Riel : Il est peut-être question de la délégation canadienne de l'Union interparlementaire (UIP), et je l'ai peut-être à la page 28. S'agit-il de transport sans délégués?

La sénatrice Moncion : C'est exact.

Ms. Labrecque-Riel: It's probably the $147 amount.

Senator Moncion: I have last week's version. For example, on page 51, on April 10, 2017, there's the fourty-fifth meeting in Paris and Marseille; there are zero participants. In the transportation column, it says 35,027, and there is a total, but absolutely nothing else. There are no participants. There are a number like that. That's why I listed several page numbers. Why are there transportation costs without participants?

Ms. Labrecque-Riel: For whatever reason, the page number does not match. I do not understand. In most of those cases, for example, we buy plane tickets as far in advance as possible. The more you buy in advance, the less expensive they are. Often, when you see transportation costs, the plane tickets were bought, but the activity is scheduled for the next fiscal year.

Senator Moncion: So, it is paid in advance?

Ms. Labrecque-Riel: It's paid in advance. However, I must point out that this is the last time you will see something like that. In discussions with our financial partners in the House of Commons and the Senate, we decided that, when we purchase plane tickets in March for activities that will take place in June, the expense will be transferred to the fiscal year related to the activity. It is possible to buy plane tickets in February for a trip in June, because it is cheaper.

Senator Moncion: I understand, but how are you going to reflect that amount in —

[*English*]

The Chair: We're running rapidly out of time.

Senator Moncion: I understand. I thought today we had the time to ask all these questions. I have one more. Sorry.

[*Translation*]

Ms. Labrecque-Riel: When there is a significant delay between the time when we buy the plane tickets and the activity, we insert footnotes in the tables to indicate that we must carry the expenses over to the next fiscal year.

Senator Moncion: In this case, it was not indicated. That's fine. I understand your explanation.

Mme Labrecque-Riel : C'est probablement le montant de 147 $.

La sénatrice Moncion : J'ai la version de la semaine dernière. Par exemple, à la page 51, le 10 avril 2017, il y a la 45e réunion à Paris et à Marseille; il y n'y a aucun participant. Dans la colonne du transport, 35 027, et il y a un total, mais absolument rien d'autre. Il n'y a pas de participants. Il y en a plusieurs comme celui-là. C'est pour cela que je vous énumérais plusieurs pages. Pourquoi y a-t-il des frais de transport sans participants?

Mme Labrecque-Riel : Pour quelque raison que ce soit, le numéro de page ne correspond pas. Je ne comprends pas. Dans la plupart de ces cas, on fait l'achat, par exemple, de billets d'avion le plus longtemps à l'avance possible. Plus on les achète à l'avance, moins ils sont dispendieux. Souvent, vous verrez, lorsqu'on a des frais de transport, on a procédé à l'achat de billets d'avion, mais l'activité est prévue pour l'exercice suivant.

La sénatrice Moncion : Donc, c'est payé à l'avance?

Mme Labrecque-Riel : C'est payé à l'avance. Cependant, je dois souligner que c'est la dernière fois que vous verrez ce genre de choses. Lors de discussions avec nos partenaires financiers à la Chambre des communes et au Sénat, nous avons décidé que, lorsque nous procédons à l'achat de billets d'avion au mois de mars pour des activités qui auront lieu au mois de juin, par exemple, la dépense sera transférée à l'exercice financier lié à l'activité. Il est possible d'acheter des billets d'avion au mois de février pour une sortie au mois de juin, parce que c'est moins cher.

La sénatrice Moncion : Je comprends, mais comment allez-vous faire pour refléter ce montant dans...

[*Traduction*]

Le président : Nous allons bientôt manquer de temps.

La sénatrice Moncion : Je comprends. Je pensais qu'aujourd'hui nous avions le temps de poser toutes ces questions. J'en ai une de plus. Désolée.

[*Français*]

Mme Labrecque-Riel : Lorsqu'il y a un délai important entre le moment où l'on achète des billets d'avion et la tenue de l'activité, on insère des notes en bas de page dans les tableaux pour indiquer qu'on doit rapporter les dépenses au prochain exercice financier.

La sénatrice Moncion : Dans ce cas-ci, ce n'était pas indiqué. Ça va. Je comprends votre explication.

What is your threshold for reporting expenses? Earlier, you mentioned $29,000 for technical support. Do you have a materiality threshold that, at some point, becomes a catch-all where you do not detail spending that falls below it?

Ms. Labrecque-Riel: That's a good question. That's the way we have been operating for many years when we prepare the annual report.

Senator Moncion: Very well, thank you.

[*English*]

Senator Mitchell: I appreciate your follow-up to Senator Plett's comments and I will proceed. I'll put together a group and maybe ask Senator Plett if he wants to sit on it. It will be fun. We'll go for beers and you can chair it.

I do also accept and I encourage him and his point that we should be awaiting the report of JIC. I wonder, though, if it can be enhanced by putting in the percentage, the number of independent senators who have been on delegations compared to those of other groups, if we could have that made clear.

Maybe, as an appendix, if we could have it association by association, so we could get some idea of the variation and the application of what should be an equivalently applied rule and probably isn't.

The Chair: I'm not sure how deep you want to dig here, but certainly that information can be supplied to you.

Senator Mitchell: Thank you. I think it should be supplied to all of us in the report.

[*Translation*]

Senator Verner: Senator Moncion has already touched briefly on the issue of miscellaneous fees. You answered that over 50 per cent of expenditures are for technical equipment, translation, and so on. It's still a big increase since 2012. It's an increase of almost two and a half times in additional spending. Let me refer you to the French document on page 19. Without getting into micromanagement, I wanted to point this out. We went from $20,000 to almost $49,000. That seems like a big gap to me.

In an article published on the CBC website in November 2015, Conservative MP Bruce Stanton said that the increase in travel was the result of various factors, and I quote:

Quel est votre seuil pour rapporter des dépenses? Tantôt, vous avez fait référence aux dépenses de 29 000 $ destinées au soutien technique. Avez-vous un seuil de matérialité qui, à un moment donné, devient un fourre-tout où vous ne détaillez pas les dépenses qui sont en deçà?

Mme Labrecque-Riel : C'est une bonne question. C'est la façon dont nous fonctionnons depuis bon nombre d'années lorsque nous préparons le rapport annuel.

La sénatrice Moncion : Très bien, merci.

[*Traduction*]

Le sénateur Mitchell : Je vous sais gré d'avoir donné suite aux commentaires du sénateur Plett, et je vais continuer. Je vais créer un groupe et peut-être demander au sénateur Plett s'il aimerait y siéger. Ce sera amusant. Nous irons boire de la bière, et vous pourrez le présider.

Je suis aussi d'accord avec lui que nous devrions attendre le rapport du CIM. Cependant, je me demande si on peut le rehausser en y ajoutant le pourcentage, le nombre de sénateurs indépendants qui ont aussi participé à des délégations comparativement à ceux des autres groupes, si on peut clarifier ce point.

Peut-être qu'en annexe, nous pourrions avoir une liste association par association pour avoir une idée de la variation dans l'application d'une règle qui devrait se faire de façon uniforme, mais qui ne l'est probablement pas.

Le président : Je ne sais trop dans quelle mesure vous voulez entrer dans les détails, mais il est clair qu'on peut vous fournir ces renseignements.

Le sénateur Mitchell : Merci. Je pense qu'on devrait nous les fournir à tous dans le rapport.

[*Français*]

La sénatrice Verner : La sénatrice Moncion a déjà abordé brièvement la question des frais divers. Vous avez répondu qu'au-delà de 50 p. 100 des dépenses sont destinées à l'équipement technique, à la traduction, et cetera. C'est tout de même une forte augmentation depuis 2012. En fait, c'est une augmentation de presque deux fois et demie en dépenses supplémentaires. Je vous réfère au document français à la page 19. Sans tomber dans la microgestion, c'est un commentaire que je voulais formuler. On est passé de 20 000 $ à près de 49 000 $. Je trouvais que l'écart était grand.

Dans un article paru sur le site de la CBC en novembre 2015, le député conservateur Bruce Stanton affirme que l'augmentation des déplacements s'expliquait par divers facteurs, et je vais citer ses propos en anglais :

[*English*]

> . . . and a need to engage with the U.S. on issues like NAFTA renegotiations.

[*Translation*]

Could you tell me where it is in the document? If I look at the percentage of expenditures, on page 22 of the document in French, I'm trying to see where that information is — perhaps it is somewhere else in the document.

Ms. Labrecque-Riel: Actually, that information is not in the report. Mr. Stanton was repeating the comments that the members of the House of Commons and the Senate shared with the council when they submitted the request for additional funding. The additional funding was authorized only on April 1, 2017. Mr. Stanton's comments reflected those of his colleagues, members of Parliament and senators on executive committees or the 13 associations. They requested that the associations be able to better fulfill their mandate internationally and that Canada invest in its international presence through its associations by paying membership fees.

The cost of membership fees did not leave much room for participation. We actually paid to be part of the round table, but we could not participate because there was not enough money. That's the gist of his argument. Mr. Stanton was saying that the fact that parliamentarians have a role to play in parliamentary diplomacy — not necessarily executive diplomacy — meant that Canada's position abroad was strengthened. He was sharing his colleagues' thoughts.

Senator Verner: Thank you.

Senator Carignan: I would like to ask a question about the management of documents. The discussion is public, but on the report, it says, "Restricted, not for distribution." This is confusing. Is the report public or not, is it restricted or not? Perhaps there should be a policy on the release of documents. It has been a while since I sat on the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. The guidelines may need to be standardized to determine what is public and what is not.

[*English*]

The Chair: I will have that addressed.

The witness, please.

[*Traduction*]

> […] et le besoin de discuter avec les États-Unis de questions comme celle de la renégociation de l'ALENA.

[*Français*]

J'aimerais savoir à quel endroit cela est indiqué dans le document. Si je regarde la proportion des dépenses, à la page 22 du document en français, j'essaie de voir à quel endroit — cela se trouve peut-être ailleurs dans le document — où cette information est indiquée.

Mme Labrecque-Riel : En fait, cette information n'est pas indiquée dans ce rapport-ci, puisque M. Stanton reprenait les commentaires que les parlementaires de la Chambre des communes et du Sénat avaient partagés avec le conseil pour présenter la demande de financement additionnel. Le financement additionnel a été autorisé seulement le 1er avril 2017. Les propos de M. Stanton reflétaient ceux de ses collègues, des députés et des sénateurs membres des comités exécutifs ou des 13 associations. On demandait que les associations puissent mieux remplir leur mandat à l'échelle internationale et que le Canada investisse dans sa présence sur la scène internationale par l'entremise de ses associations en payant des frais d'adhésion.

En raison du coût des frais d'adhésion, cela ne laissait pas beaucoup de marge pour la participation. En fait, on payait pour faire partie de la table de concertation, mais on ne pouvait y participer, parce qu'il n'y avait pas suffisamment de fonds. C'est un peu l'argument qu'il a fait valoir. M. Stanton affirmait que le fait que les parlementaires aient un rôle à jouer dans la diplomatie parlementaire — pas nécessairement la diplomatie exécutive — faisait en sorte que la position du Canada à l'étranger était renforcée. Il faisait part des réflexions de ses collègues.

La sénatrice Verner : Merci.

Le sénateur Carignan : J'aimerais poser une question concernant la gestion de la documentation. La discussion est publique, mais sur le rapport, on indique : « Restreint, à ne pas distribuer ». Cela prête à confusion. Le rapport est-il public ou non, est-il restreint ou non? Il faudrait peut-être établir une politique sur la diffusion des documents. Je n'ai pas siégé depuis un certain temps au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration. Il faudrait peut-être uniformiser les directives pour déterminer ce qui est public et ce qui ne l'est pas.

[*Traduction*]

Le président : Je vais demander qu'on se penche sur la question.

La parole est au témoin.

[*Translation*]

Ms. Labrecque-Riel: Since this is the Joint Interparliamentary Council's report, it must be submitted to the board of the House of Commons and the board of the Senate before it is made public. Therefore, as soon as the documentation is prepared, both meetings must take place before we can post the content of the report on the website. If both submissions have not taken place, the report is not made public.

Senator Carignan: It is public from now on.

Ms. Labrecque-Riel: Now, if this council agrees that this report be made public, we can do so this afternoon.

Senator Carignan: I think it is public. If people want to follow our discussions, they must have it in their hands.

Ms. Labrecque-Riel: It will be made public after this meeting.

[*English*]

The Chair: It's actually public right now.

I'd like to thank the witnesses for coming today.

Before we move on, I'd like to thank Senator Batters — it's one of the reasons I'm so glad that she's a deputy — for looking and seeing that the minutes of proceedings from November 22 were omitted from the English package distributed on Tuesday. They have been distributed now.

Again, are there any questions on those minutes? If not, could I have a motion, please? Senator Munson. All in favour?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Opposed?

Again, thank you to Senator Batters.

Item No. 4 is the re-establishment of the membership of subcommittees. If you agree, we will need to defer this item to the next meeting because of committees having to get together. However, we do need to make two membership changes on the Senate Estimates Committee, and a motion is being distributed to you.

The motion basically replaces Senator Jaffer with Senator Dawson, and Senator McCoy replaces Senator Saint-Germain. Could I have a motion on that?

[*Français*]

Mme Labrecque-Riel : Étant donné que ce rapport est présenté par le Conseil interparlementaire mixte, il doit être présenté à la régie de la Chambre des communes et à la régie du Sénat avant d'être rendu public. Donc, dès que la documentation est préparée, les deux réunions doivent avoir lieu avant que nous puissions diffuser le contenu du rapport sur le site Internet. Tant que les deux présentations n'ont pas eu lieu, le rapport n'est pas rendu public.

Le sénateur Carignan : Il est désormais public.

Mme Labrecque-Riel : Maintenant, si ce conseil est d'accord pour que ce rapport soit rendu public, on peut le faire cet après-midi.

Le sénateur Carignan : Je pense qu'il est public. Si les gens veulent suivre nos discussions, ils doivent l'avoir en main.

Mme Labrecque-Riel : Il sera rendu public après cette réunion.

[*Traduction*]

Le président : Il est actuellement public, en fait.

J'aimerais remercier les témoins d'être venus aujourd'hui.

Avant de continuer, je tiens à remercier la sénatrice Batters d'avoir vérifié et constaté que le procès-verbal du 22 novembre ne figurait pas dans les documents anglais diffusés mardi. Il vous a maintenant été remis. Sa rigueur est une des raisons pour lesquelles je suis si ravi qu'elle soit vice-présidente.

Encore une fois, a-t-on des questions à poser concernant ce procès-verbal? Dans la négative, quelqu'un pourrait-il proposer une motion, s'il vous plaît? Sénateur Munson, êtes-vous en faveur de cette motion?

Des voix : D'accord.

Le président : Y êtes-vous opposés?

Encore une fois, merci, sénatrice Batters.

Le point n^{o} 4 porte sur les membres des sous-comités. Si vous êtes d'accord, nous allons devoir reporter ce point à la prochaine réunion, car les comités doivent se réunir. Cependant, nous devons apporter deux changements à la composition du Sous-comité du budget des dépenses et on est en train de vous remettre une motion.

Grosso modo, la motion remplace la sénatrice Jaffer par le sénateur Dawson, et la sénatrice Saint-Germain par la sénatrice McCoy. Quelqu'un pourrait-il proposer une motion à cet égard?

Senator Munson: I'd like to move that the Honourable Senator Dawson replace the Honourable Senator Jaffer on the Subcommittee on the Senate Estimates and that the Honourable Senator McCoy replace the Honourable Senator Saint-Germain on the Subcommittee on the Senate Estimates.

The Chair: All in favour?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

The steering committee has reviewed the list of advisory working groups and is recommending that their membership remain the same since they will conclude their work soon. However, we will be making a recommendation to change the Advisory Working Group on the Review of Human Resources into a subcommittee, and we will be canvassing for members to sit on that new subcommittee.

We'll be addressing that further, but when we looked at all of the working groups, most of them were almost finished. But we did believe that we should move the HR working group to a subcommittee.

Senator Marshall: What do you mean by "canvassing"? How do senators end up on working groups?

The Chair: That's a good question. I ended up on two or three of them and I never did figure that out. I think it's simply we have X number of members from each group on there and the group says, "These are the people we would like on that committee." So the same thing will happen. Instead of having a working group, we'll have a subcommittee, and we will do it exactly the same as any other subcommittee — five people.

Senator Marshall: How do we do the subcommittees?

The Chair: We have two, two, and one, basically is the rule. Two Conservatives, two ISG and one Liberal put forward by the various groups.

Any other questions on that? Thank you.

We will go in camera.

(The committee continued in camera.)

Le sénateur Munson : J'aimerais proposer que l'honorable sénateur Dawson remplace l'honorable sénatrice Jaffer au Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et que l'honorable sénatrice McCoy remplace l'honorable sénatrice Saint-Germain au Sous-comité du budget des dépenses du Sénat.

Le président : Êtes-vous en faveur de cette motion?

Des voix : D'accord.

Le président : La motion est adoptée.

Le comité directeur a passé en revue la liste des groupes de travail consultatifs et il recommande que leurs membres restent les mêmes puisqu'ils termineront bientôt leurs travaux. Cependant, nous recommanderons de modifier le Groupe de travail consultatif sur l'examen des ressources humaines pour en faire un sous-comité, et nous solliciterons la participation de membres à ce nouveau sous-comité.

Nous en parlerons davantage, mais lorsque nous nous sommes penchés sur tous les groupes de travail, la plupart d'entre eux avaient presque mené à bien leurs travaux. Cependant, nous avons cru bon de convertir le Groupe de travail consultatif sur l'examen des ressources humaines en sous-comité.

Le sénateur Marshall : Qu'entendez-vous par « solliciter » des membres? Comment les sénateurs se retrouvent-ils dans des groupes de travail?

Le président : C'est une bonne question. Je me suis retrouvé dans deux ou trois d'entre eux et je n'ai jamais compris pourquoi. Je pense que c'est simplement que nous avons X membres de chaque groupe qui y participent, et le groupe dit : « Nous aimerions que ces gens siègent à ce comité ». Alors la même chose se produira. Au lieu d'avoir un groupe de travail, nous aurons un sous-comité, et nous procéderons exactement comme tout autre sous-comité — nous aurons cinq membres.

La sénatrice Marshall : Comment allons-nous former les sous-comités?

Le président : La règle de base est deux, deux et un, donc deux conservateurs, deux indépendants et un libéral proposés par les divers groupes.

Y a-t-il d'autres questions à ce sujet? Merci.

Nous allons poursuivre la séance à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)

WITNESSES

Thursday, November 23, 2017

International and Interparliamentary Affairs:

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General;

Danielle Labonté, Deputy Principal Clerk.

Thursday, November 30, 2017

Independent Senators Group:

The Honourable Senator Yuen Pau Woo, Facilitator;

The Honourable Senator Raymonde Saint-Germain, Deputy Facilitator.

International and Interparliamentary Affairs:

Colette Labrecque-Riel, Clerk Assistant and Director General;

Danielle Labonté, Deputy Principal Clerk.

TÉMOINS

Le jeudi 23 novembre 2017

Affaires internationales et interparlementaires :

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale;

Danielle Labonté, greffière principale adjointe.

Le jeudi 30 novembre 2017

Groupe des sénateurs indépendants :

L'honorable sénateur Yuen Pau Woo, facilitateur;

L'honorable sénatrice Raymonde Saint-Germain, facilitatrice adjointe.

Affaires internationales et interparlementaires :

Colette Labrecque-Riel, greffière adjointe et directrice générale;

Danielle Labonté, greffière principale adjointe.